ÉDITION WEEK-END / Montréal samedi 19 mars et dimanche 20 mars 2011 Le plus grand quotidien français d'Amérique
127e année N° 128 176 pages, 12 cahiers

2,07 $ taxes en sus – Édition provinciale 2,15 $
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE

LE JAPON EN CRISE

LA PESTE ATOMIQUE

Les voyageurs et les biens en provenance de l'archipel inspirent soudain la méfiance.

MARIE-CLAUDE MALBOEUF PAGES A16 ET A17

YVES BOISVERT ET NICOLAS BÉRUBÉ AU JAPON PAGES A2 ET A3

Un aîné attend la suite des choses dans une école d'Otsuchi, un village du nord-est du pays qui a été dévasté.

EXCLUSIF

DRYDEN ET MOI

Le merveilleux monde des masques de gardien

RICHARD LABBÉ SPORTS PAGES 2 ET 3

LA RÉVOLUTION TWITTER ATTEINT LE QUÉBEC

JE TWITTE DONC JE SUIS

LA VIE EN **140** CARACTÈRES. **140** MILLIONS DE FOIS PAR JOUR.

PLUS PAGES 1 À 5

Je ne suis pas accro (ou presque)
MARC CASSIVI

GOURMAND

L'AFFAIRE EST WHISKY

Quand single malt, fruits de mer et cerf font bon ménage.

ÈVE DUMAS PAGES 2 ET 3

LA PRESSE AFFAIRES

LA FRAUDE EN LIGNE

DES MILLIARDS D'ASTUCES

Clonage de carte. Vol d'identité. Hameçonnage. La fraude en ligne rapporte de 10 à 30 milliards au pays. Vous vous croyez à l'abri ? Faites le test.

MARC TISON PAGES 2 ET 3

SUPER DOUCHES !

Elle sont immenses. Munies de deux pommeaux. Et de plus en plus en demande.

MON TOIT PAGES 2 À 6

ARTS ET SPECTACLES

DRÔLEMENT LIBRE

Comme sa Tunisie natale, l'humoriste Nabila Ben Youssef vit une renaissance.

NATHALIE PETROWSKI PAGE 12

Sophie Cadieux

CINÉMA

SCÈNES DE JALOUSIE

Patrick Demers explore les méandres de la relation de couple avec *Jaloux*, son premier long métrage.

PAGES 4 ET 5

SAM 621 924 456 782

Mon clin d'œil STÉPHANE LAPORTE
Budget Bachand : le Québécois n'aura pas à se serrer la ceinture… parce qu'il sera tout nu dans la rue.

Venez voir mon blogue !
cyberpresse.ca/laporte

EUROPE ÉTÉ 2011

Plus de services et plus de destinations à des prix incroyables !

BRUXELLES, LONDRES, PARIS, PROVINCES FRANÇAISES
VOL ALLER-RETOUR À PARTIR DE **245$**
Taxes et frais en sus* : Bruxelles 416$, Londres 524$, Paris 449$, Prov. françaises 435$

VIENNE, DUBLIN, NICE
VOL ALLER-RETOUR À PARTIR DE **395$**
Taxes et frais en sus* : Nice 426$, Vienne 463$, Dublin 412$

BARCELONE, ROME, VENISE
VOL ALLER-RETOUR À PARTIR DE **495$**
Taxes et frais en sus* : Barcelone 392$, Rome et Venise 401$

MADRID, MALAGA, ATHÈNES, LISBONNE
VOL ALLER-RETOUR À PARTIR DE **545$**
Taxes et frais en sus* : Madrid et Malaga 392$, Athènes 443$, Lisbonne 294$

ISTANBUL NOUVEAU
VOL ALLER-RETOUR À PARTIR DE **595$**
Taxes et frais en sus* : Istanbul 390$

Enregistrement en ligne | Gagnez du temps - imprimez votre carte d'embarquement !

Kiloflex | Service d'excédent bagage prépayé

air transat.ca

Visitez le **www.airtransat.ca** ou communiquez avec votre agent de voyages.

Visitez la page Facebook d'Air Transat !

DÉPARTS DE MONTRÉAL. Prix par personne en classe Économie, valides à l'achat d'un vol aller-retour. Les prix sont ceux disponibles au moment de mettre sous presse et sont valides pour des départs spécifiques en avril, mai ou juin 2011. Les tarifs peuvent varier selon la date de départ, ainsi que la destination sélectionnées. Les tarifs sont valides pour les nouvelles réservations individuelles seulement. Les sièges disponibles aux tarifs affichés sont en quantité limitée. *DPSTA, frais aéroportuaires, assurances, surcharge de carburant, TPS et TVQ.

MENACE NUCLÉAIRE AU JAPON

PHOTO KYODO, REUTERS

Une jeune mère et sa fille ont été soumises à un test de radiation, hier à Fukushima.

LES RÉFUGIÉS DU

Les craintes nucléaires sont toujours aussi vives au Japon, une semaine après le séisme et le tsunami qui ont frappé le pays. Les autorités ont relevé le degré d'alerte hier, alors que l'urgence de refroidir les réacteurs a été qualifiée de « course contre la montre ». La population, inquiète, craint d'avoir été atteinte par les vapeurs nucléaires. Notre journaliste Nicolas Bérubé s'est rendu à Koriyama, à 70 km de la centrale, dans un centre où les citoyens peuvent passer des tests de radiation.

NICOLAS BÉRUBÉ
ENVOYÉ SPÉCIAL
JAPON

KORIYAMA — L'explosion d'un premier réacteur nucléaire, la semaine dernière, a poussé Hideto Hendo à coller du ruban adhésif autour de ses fenêtres. Puis il s'est mis à porter un masque de chirurgien. Hier, il est sorti de chez lui, pour la première fois, et s'est rendu à Koriyama pour subir un test de radiation.

Sa crainte s'est dissipée. Un employé vêtu d'une combinaison en microfibre a placé une sonde près de sa tête, son corps, ses chaussures. L'écran numérique a indiqué la présence de 400 millisieverts de radiation, un niveau légèrement plus élevé qu'en temps normal, mais en deçà des doses dangereuses qui requièrent une décontamination, selon les experts du gouvernement japonais.

« Ce soir, je vais dormir, dit l'homme de 26 ans, sa fiche avec les résultats du test entre les mains. Je vais dire à tous mes amis de venir se faire tester. »

Environ 263 répliques sismiques d'une magnitude équivalente ou supérieure à 5,0 ont frappé le Japon depuis une semaine. Les Japonais en parlent à peine: ce qui les inquiète, ce sont les radiations.

M. Hendo habite à Fukushima, à 60 kilomètres de la centrale Fukushima Daiichi, bien en dehors du périmètre de 30 kilomètres où des évacuations et des mises en garde ont eu lieu.

Pour les citoyens inquiets, par contre, les kilomètres et les zones ne veulent rien dire. Quelque part au-delà des collines, une centrale nucléaire émet de la fumée radioactive. Difficile de ne pas craindre pour sa sécurité.

Jeudi, le directeur de Tokyo Electric Power (TEPCO), Akio Komori, a fondu en larmes en conférence de presse lorsqu'il a admis que la fuite à la centrale était assez sérieuse pour causer des décès.

« Nous habitons à l'extérieur du périmètre, mais nous sommes partis quand même. »

Dans le nord du Japon, des milliers de personnes ont volontairement quitté leur maison pour trouver refuge dans des salles municipales. À Koriyama, à 70 kilomètres à l'ouest de la centrale nucléaire, l'air est constamment surveillé et jugé sûr. Quelque 4121 personnes évacuées ont trouvé refuge dans les centres d'urgence de la ville.

Le scepticisme envers TEPCO, propriétaire de la centrale nucléaire, est répandu. « Nous habitons à l'extérieur du périmètre, mais nous sommes partis quand même, explique Koichi Yamaguchi, qui est venue à Koriyama avec son mari et son fils. La situation change trop rapidement pour que l'on reste simplement à attendre à la maison », dit-elle.

Rarement problématique

Pour subir un véritable test, de la tête aux pieds, il faut se rendre dans un gymnase d'une école désaffectée de Koriyama.

De longs tapis verts en caoutchouc synthétique

MENACE NUCLÉAIRE AU JAPON

PHOTO *YOMIURI SHIMBUN*, AFP

Les animaux de compagnie n'échappent pas au test...

NUCLÉAIRE

recouvrent les corridors qui mènent au gymnase, et seront plus tard retirés et brûlés.

Une vingtaine d'employés vêtus d'une combinaison blanche en microfibre, de couvre-bottes et d'un masque testent les citoyens avant que ceux-ci ne soient admis dans les centres de réfugiés. Les employés portent tous un dosimètre, appareil qui enregistre les radiations auxquelles ils sont exposés.

Des milliers de citoyens ont été testés depuis une semaine. Selon un des responsables du centre, Takahashi Kozuma, environ 1 ou 2 % des citoyens testés ont des niveaux dangereux de matériel radioactif sur eux. Ils doivent aussitôt jeter leurs vêtements et prendre une douche dans les vestiaires du gymnase.

« Les manteaux et les chaussures sont souvent plus contaminés que les autres vêtements, dit-il. La radioactivité se retrouve dans la pluie ou dans la neige. Les manteaux et les chaussures sont donc affectés, mais très rarement à des niveaux problématiques. »

Les personnes les plus à risque sont celles qui habitaient ou travaillaient dans un rayon de 30 kilomètres de la centrale, dit-il. Les citoyens des régions plus éloignées n'ont pas reçu de doses préoccupantes.

Des officiels ont commencé à critiquer ce mouvement de réfugiés préventifs : 370 000 personnes sont déjà déplacées ou sans logis dans le nord-est du Japon.

Critiques

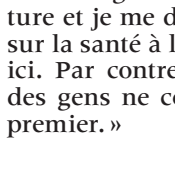
Des officiels ont commencé à critiquer ce mouvement de réfugiés préventifs, indiquant que 370 000 personnes étaient déjà déplacées ou sans logis dans le nord-est du Japon.

Des tests effectués par le gouvernement américain ont décelé la présence de contaminants radioactifs dans la zone d'exclusion, hier. Selon l'Organisation mondiale de la santé, les niveaux de radiation détectés en dehors du périmètre ne constituent pas une menace à la santé.

Parallèlement aux efforts du gouvernement, de nouveaux sites internet qui affichent les niveaux de radioactivité sont mis en ligne chaque jour au Japon. Des amateurs de science ont même ouvert une page Facebook sur laquelle les gens qui possèdent un détecteur de radiation publient leurs données. Leurs trouvailles sont rassurantes : l'air des grandes villes ne pose pas danger jusqu'ici au Japon.

Les personnes les plus à risque sont celles qui habitaient ou travaillaient dans un rayon de 30 kilomètres de la centrale.
PHOTO KEN SHIMIZU, AFP

Le danger minimisé



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

Même à demi frénétique, Shibuya reste l'endroit le plus agité de Tokyo. Le quartier de la jeunesse branchée et (souvent) friquée de Tokyo recommençait à grouiller hier.

En retrait du carrefour piéton réputé le plus passant au monde, 12 étudiants en rangée bien droite hélaient les passants. En six heures, ils ont recueilli 40 000$ dans leurs chapeaux pour les sinistrés du tsunami.

La possibilité d'un accident nucléaire fait passer à l'arrière-plan médiatique les 500 000 réfugiés, les 17 000 morts et disparus, dit Shunji Ehara, un diplômé en sciences politiques de Waseda, le Harvard japonais.

« Les gens dans le Nord ont perdu leur travail, leur bateau de pêche, c'est d'argent qu'ils ont besoin pour refaire leur vie le plus vite possible ».

Il sait de quoi il parle. Né à Tottori, qui a connu un tremblement de terre de magnitude 7, il a aussi vécu à Kobe, où a eu lieu le dernier grand tremblement de terre japonais, en 1995.

Pour ce qui est de la centrale de Fukushima, ce n'est pas le souvenir d'Hiroshima et Nagasaki qui le hante. Ce serait plutôt Tchernobyl. Ce n'est pas qu'il soit trop jeune pour avoir connu les horreurs de la bombe dans ce pays qui est le seul à l'avoir reçue. Cette trace est indélébile.

C'est que... ça n'a rien à voir. Ce n'est pas d'une attaque qu'il s'agit. C'est d'un accident dans une centrale bien japonaise. Se soulèvent ici les mêmes interrogations que dans les autres pays quant à la sécurité nucléaire.

« La région de Fukushima est importante pour l'agriculture et je me demande quel impact ça aura sur les aliments, sur la santé à long terme, mais je n'ai pas peur pour nos vies ici. Par contre, l'information n'est pas claire et la plupart des gens ne comprennent pas trop ce qui se passe, moi le premier. »

■■■

Ce qui se passe ? Il se passe que tandis que des équipes héroïques tentent de faire refroidir deux réacteurs, tout est interprété de manière assez opposée selon qu'on est au Japon ou à l'extérieur.

Hier, les autorités nucléaires japonaises ont fait passer officiellement le niveau de gravité de l'accident nucléaire de 4 à 5 sur une échelle de 7. Le niveau 7 a été atteint par l'accident de Tchernobyl, le niveau 5 par celui de Three Mile Island.

Cela a donné l'impression que la situation s'était aggravée, ce qui n'est pas le cas. On a plutôt revu rétroactivement la gravité de la situation, grâce aux images et aux données recueillies hier. Simple mise à jour du point de vue japonais. Aveu tardif selon les Américains.

Mais dès mardi, le commissaire européen à l'Énergie, Günther Öttinger – donc pas exactement un badeau –, parlait d'une « apocalypse » – pas exactement un détail. Le responsable français de la surveillance nucléaire classait l'événement à « au moins 6 », et probablement 7 sur 7.

Qu'en est-il ? Déjà, l'événement paraît plus grave que Three Mile Island, en 1979 en Pennsylvanie, où pratiquement aucune fuite radioactive n'avait été détectée. Surtout, Fukushima est loin d'être sous contrôle.

Mais Tchernobyl (Ukraine, 1986) ? Trente personnes sont mortes directement des effets des radiations et on discute encore du nombre de cancers provoqués par cette centrale mal conçue, mal protégée et mal sauvée.

L'avion sans pilote envoyé par les Américains jeudi, avec la permission des Japonais, pour mesurer les radiations, a trouvé des seuils dangereux dans un rayon d'environ 29 km de Fukushima Daiichi. La zone d'évacuation décrétée par le gouvernement japonais est de 30 km. Celle décrétée par les Américains – suivis par le Canada et d'autres – est de 80 km.

Est-ce dire que les Japonais minimisent la gravité ou que les Américains l'exagèrent ? C'est surtout dire qu'il est plus facile de faire quitter quelques dizaines ou centaines de citoyens étrangers que d'évacuer de centaines de milliers de citoyens japonais, dans une région déjà sinistrée.

La mesure indique tout de même que la zone décrétée par les Japonais est acceptable... pour le moment.

■■■

Même dans le cas d'une perte de contrôle de Fukushima, il semble peu probable que Tokyo soit menacé sérieusement par les radiations.

Les Américains, d'ailleurs, n'ont pas revu à la hausse leur zone d'évacuation, ni réévalué la gravité de la situation, même après la prise de ces mesures au moyen des instruments les plus précis qui soient.

De toute manière, recommandations gouvernementales ou pas, les étrangers sans attache ici ont tous fui.

Les rares que j'aperçois me disent qu'ils s'en vont à l'aéroport, que leur colloque de linguistique allemande a été annulé, comme le spectacle du Cirque du Soleil, comme le début de la saison de baseball japonais (incertain), comme la collation des grades de la fille de cet homme croisé dans les jardins (déserts) de l'empereur, etc.

Voici tout de même Hugues, un Français de 24 ans qui travaille ici comme mannequin et dans les bars. Malgré le mot d'ordre du gouvernement français, il demeure à Tokyo.

« Les hommes dans la vingtaine devraient être les derniers à quitter. Je reste. J'ai ma pilule d'iode. Mais je reste. »

Ce jeune homme est passablement japonais.

Pour joindre notre chroniqueur :
yves.boisvert@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous !	VOYAGE **18**	Loteries	**A22**
Astrologie du jour	MON TOIT **13**	Monde	**A27 à A33**
Avis et encans	AFFAIRES **14**	Petites annonces	PETITES ANN. ET AFFAIRES **4**
Décès	PETITES ANN. **15 et 16**	Restaurants	GOURMAND **6**
Emplois	CARRIÈRES **7**	Sudoku	AFFAIRES **4**
Forum	PLUS **6 et 7**	Trait d'union	MON TOIT **13**
Grille blanche	CARRIÈRES **8**	Vin	GOURMAND **4 et 5**
Jardiner	MON TOIT **14**		

Météo

Généralement ensoleillé en après-midi, maximum **1**, minimum **-8**. CARRIÈRES **8**

DÉCOUVRIR_un nouveau sens

NISSAN

SPÉCIAL INTÉGRAL

Juke SL illustré

LE NOUVEAU
JUKE^MC SV 2011

À PARTIR DE
21 673$*

À LA LOCATION
258$ /60 mois**
2 918$ comptant initial

- Moteur turbo à injection directe de 188 ch
- Livrable avec traction intégrale avec vecteur de couple
- Console centrale inspirée d'une moto

2011 PRIX VALEURS RÉSIDUELLES alg®

Rogue 2.5 SL illustré

LE NOUVEAU
ROGUE S 2011 REDESSINÉ

À PARTIR DE
25 343$*

FINANCEMENT À L'ACHAT
0% jusqu'à 48 mois‡

À LA LOCATION **288$ /60 mois****
2 018$ comptant initial

Murano LE illustré

LE NOUVEAU
MURANO S 2011 REDESSINÉ

À L'ACHAT
ANCIEN PRIX
~~39 973$†~~

NOUVEAU PRIX
À PARTIR DE
36 193$*

À LA LOCATION **488$ /48 mois****
1200$ comptant initial

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN DÈS AUJOURD'HUI. OUVERT JUSQU'À 21H LES SOIRS DE SEMAINE▲▲ nissan.ca

OBTENEZ JUSQU'À **1%** DE RÉDUCTION DE TAUX D'INTÉRÊT SUR CERTAINS MODÈLES AVEC LE PROGRAMME DE FIDÉLISATION PRÉFÉRENTIELLE[1]

INNOVER POUR TOUS, C'EST LE GROS BON SENS

* Prix de vente à partir de 21 673$ pour le nouveau Juke 1.6 2011 (N5RT51 AA00), transmission manuelle / 25 223$ pour une nouveau Juke 1.6 SL 2011 (N5ST51 AA00), transmission manuelle / 25 343$ pour le Rogue S 2011 à transmission CVT (W6RG11 AA00) / 35 543$ pour le Rogue 2.5 SL à TI et transmission CVT tel qu'illustré (Y6TG11 AA00) / 36 193$ pour le Murano S 2011 à traction intégrale (L6RG11 AA00) / 45 743$ pour le Murano LE 2011 à traction intégrale (L6RG11 AA00). † 39 973$ est le prix de vente d'un Murano S 2010 (L6RG10 AA00), transmission CVT. La réduction de prix est basée sur le prix de vente d'un modèle identique de l'année 2010. ‡0% de financement à l'achat jusqu'à 48 mois disponible pour les modèles neufs du Rogue 2011. Exemple de financement pour le Rogue S 2011 à transmission CVT (W6RG11 AA00) / Rogue 2.5 SL à TI et transmission CVT tel qu'illustré (Y6TG11 AA00): basé sur un prix de vente de 25 343$/35 543$, à un taux de crédit de 0%/0% sur 48/48 mois représente une mensualité de 527,98$/740,48$ avec 0$/0$ de comptant initial. Frais de crédit de 0$/0$ pour une obligation totale de 25 343$/35 543$. **Offre de location disponible sur un nouveau Juke 1.6 2011 (N5RT51 AA00), transmission manuelle / Juke 1.6 SL 2011 (N5ST51 AA00), transmission manuelle / Rogue S 2011 à transmission CVT (W6RG11 AA00) / Rogue 2.5 SL à TI et transmission CVT tel qu'illustré (Y6TG11 AA00) / Murano S 2011 à traction intégrale (L6RG11 AA00) / Murano LE 2011 à traction intégrale (L6RG11 AA00). Mensualité de 258$/403$/288$/484$/488$/820$ pour des termes de 60/72/60/60/48/60 mois avec 2918$/0$/2018$/0$/1200$/0$ de comptant initial. Basé sur une allocation de 24 000 km par année avec 0,10 $/km supplémentaire. *, **, ‡, † Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Les offres de location/financement sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour un temps limité, sont sujettes à l'approbation de crédit, sont exclusives, ne peuvent être jumelées à aucune autre offre et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Les prix peuvent faire l'objet de changements sans préavis et ne peuvent pas être jumelés à aucune autre offre. Les prix incluent le rabais du manufacturier. • Estimation de la consommation de carburant, le kilométrage réel peut varier selon les conditions de conduite. À utiliser à titre comparatif seulement. ▲▲Chez les concessionnaires participants. 1 La réduction de taux de pouvant atteindre 1 % s'applique uniquement aux modèles Sentra, coupé et berline Altima (sauf la version hybride), Maxima, Rogue et Murano 2011 neufs et non immatriculés ayant été loués ou financés (sous réserve de l'approbation du crédit) par l'entremise de Nissan Canada Finance et livrés entre le 1er février et le 31 mars 2011. La réduction s'appliquera au taux en vigueur offert par Nissan Canada Finance au moment de l'achat et ne peut réduire le taux à moins de 0 %. Le véhicule actuellement en location dont le contrat vient à échéance entre le 1er avril et le 30 septembre 2011 doit être rendu par le locataire au moment où celui-ci ce prévaut de l'offre. De plus, il incombe au locataire de remplir toutes les obligations du contrat de location initial qui se seraient autrement appliquées jusqu'à l'échéance de celui-ci. Les concessionnaires peuvent louer moins cher. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être nécessaire. Limite de une (1) offre par personne. L'offre est transférable uniquement aux personnes résidant à la même adresse que le titulaire initial de cette offre. L'offre peut être combinée avec d'autres offres (à l'exception de celles indiquées aux présentes) et n'est pas monnayable. L'offre est valide au Canada seulement et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

MENACE NUCLÉAIRE AU JAPON

REFROIDISSEMENT DES RÉACTEURS

Tous les scénarios à l'étude

Des ingénieurs envisagent la possibilité d'enfermer les réacteurs dans un coffre de sable et de béton pour empêcher l'expulsion de rejets radioactifs

JUDITH LACHAPELLE
ET MATHIEU PERREAULT

Une « course contre la montre ». C'est ainsi que le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano, a qualifié l'urgence de refroidir les réacteurs nucléaires abîmés par le séisme du 11 mars. Plus rien n'est exclu pour empêcher la catastrophe, même la possibilité d'ensevelir les réacteurs sous le sable et le béton, ont admis hier les ingénieurs japonais.

Dépassé par les événements de la dernière semaine, le gouvernement japonais a fait hier son mea culpa et reconnu qu'il aurait pu faire un peu plus vite pour évaluer la situation et coordonner toute l'information. Mais, a martelé le premier ministre Naoto Kan, les Japonais reconstruiront leur pays: « Nous devons tous partager cette détermination », a-t-il déclaré dans un discours télévisé.

Les tentatives de refroidir les réacteurs à l'aide de canons à eau se sont poursuivies hier sur quatre des six réacteurs de la centrale de Fukushima. L'état du réacteur no 3 – « notre priorité absolue », a déclaré le porte-parole du gouvernement Yukio Edano – était toujours le plus préoccupant. Le niveau de l'eau dans le bassin de rétention du combustible usé du réacteur, à l'arrêt pour entretien lors du séisme, serait dangereusement bas, ce qui pourrait aggraver la surchauffe du combustible et augmenter la quantité de rejets radioactifs.

L'alimentation électrique devrait être rétablie aujourd'hui dans quatre des six réacteurs (1, 2, 5 et 6), et demain dans les deux autres (3 et 4), selon ce qu'a annoncé l'Agence de sûreté nucléaire.

Et hier, pour la première fois, les ingénieurs japonais ont envisagé la possibilité d'enfermer les réacteurs dans un coffre de sable et de béton pour empêcher l'expulsion de rejets radioactifs. Cette solution radicale a notamment été employée à Tchernobyl en 1986. « Mais notre priorité pour le moment est d'abord d'essayer de les refroidir », ont indiqué hier les responsables de la Tokyo Electric Power Company.

Hausse du degré d'alerte

L'agence de sûreté nucléaire japonaise a relevé de 4 à 5 le degré de gravité de l'accident de Fukushima sur l'échelle internationale des risques nucléaires (INES), graduée de 1 à 7. L'INES définit un incident de force 4 comme ayant des conséquences locales, alors qu'à 5, les répercussions sont plus importantes.

Cette semaine, les autorités nucléaires françaises ont estimé ce degré à 6, tandis que leurs homologues américains, sans préciser de chiffre, estiment que le périmètre d'évacuation autour de la centrale nucléaire devait être plus grand que celui instauré par les autorités japonaises (80 km au lieu de 20 km).

« Je ne comprends pas pourquoi les Français ont augmenté le degré de crise nucléaire à 6 », a dit hier Christian Janicki, physicien médical à l'Université McGill et responsable de la radioprotection au Centre universitaire de santé McGill. « À Tokyo, les radiations seront minimes. Les Américains évacuent les familles des diplomates parce que le pays entier est en crise en raison des difficultés d'approvisionnement, non à cause du risque de radiations. »

Au-dessus du bassin où sont entreposées les barres de combustible éteint du réacteur no 4, la radioactivité est de 0,6 millisievert (mSv) à l'heure à une altitude de 1 km, selon Guy Marleau, professeur de physique nucléaire à l'École Polytechnique. Cela signifie qu'à 50 m d'altitude, la radioactivité est de 240 mSv/h. Un technicien d'une centrale nucléaire canadienne qui travaillerait dans cet environnement ne pourrait y rester que 12 minutes et demie avant d'être placé en arrêt de travail pendant un an – la limite au Canada est de 50 mSv par année pour le personnel des centrales nucléaires.

Particules en Californie

Un appareil de mesure californien a pour la première fois détecté sur le sol américain une quantité « minuscule » de radiation nucléaire en provenance du Japon. Le ministère américain de l'Énergie a toutefois minimisé cette découverte, affirmant qu'elle ne faisait pas état de niveaux de radiation inquiétants. Les autorités sanitaires de la Colombie-Britannique ont quand même été inondées d'appels téléphoniques de citoyens après que cette nouvelle eut été dévoilée hier. Un porte-parole de l'Agence de la santé publique du Canada a rappelé que le message restait inchangé: le pays n'est pas menacé par la crise nucléaire en cours au Japon.

— Avec AP, AFP, Reuters

PHOTO AP

Les tentatives de refroidir les réacteurs à l'aide de canons à eau se sont poursuivies hier sur quatre des six réacteurs de la centrale de Fukushima.

PAS ENCORE DE RISQUE À TOKYO

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé hier que les niveaux de radiation détectés à Tokyo étaient en hausse, mais qu'ils ne représentaient pas encore un risque pour la santé et qu'elle ne voyait pas de raison d'interdire les voyages au Japon en raison de sa crise nucléaire. Ces niveaux ont « très légèrement augmenté », selon un porte-parole de l'OMS, « mais se situent toujours bien en bas des niveaux absolus où cela représenterait un danger pour la santé publique ». Par ailleurs, les émanations radioactives relevées dans le sud de la Californie sont « environ un milliard de fois sous des niveaux qui seraient dangereux pour la santé », a déclaré un diplomate.

— Associated Press

SENDAI PRÊT À RECEVOIR DE L'AIDE

Un nouveau bilan annoncé par la police fait état de 7197 morts et 10 905 disparus dans la double catastrophe. Quelque 452 000 personnes sont sans abri, 343 000 foyers sont toujours privés d'électricité et 1 million n'ont pas d'eau courante. Les sinistrés manquent de tout: nourriture, médicaments, vêtements, essence. À Sendai, hier, l'aéroport et son tarmac ont été remis en état pour recevoir des avions de transport militaires acheminant de l'aide. Alors que les chances de retrouver des vivants s'amenuisent de jour en jour, un jeune homme a été découvert sous les décombres samedi, huit jours après la catastrophe. Les sauveteurs ont trouvé le survivant sous une maison effondrée de Kesennuma, une des villes les plus touchées par le séisme et le tsunami.

— AP et AFP

Une hypothèque
vite remboursée,
ça c'est un emprunt futé.

La bonne hypothèque pour vous, maintenant.
L'hypothèque à petit taux. Seulement chez BMO.

• Protection contre les hausses de taux
• Excellent taux fixe de 5 ans
• Amortissement sur 25 ans ou moins

Et, avec un amortissement sur 25 ans ou moins, vous pourriez économiser 55 000 $ ou plus en intérêts par rapport à un amortissement sur 30 ans[2].
Plus vite payée, plus futée.

3,89 %
(TAC)[1]

Venez nous voir ou laissez un de nos spécialistes hypothécaires venir à vous.

Visitez bmo.com/HypothequeAPetitTaux

BMO Banque de Montréal
Ça a du sens. Profitez.MD

[1] Le taux annuel du coût d'emprunt (TAC) pour le prêt hypothécaire fermé de 5 ans à petit taux fixe est de 3,89 %. Le calcul du TAC ne tient pas compte des frais applicables. Si nous demandons une évaluation de la propriété, les frais s'y rattachant auront pour effet d'augmenter le TAC. Les fonds doivent être avancés dans les 90 jours suivant la date de votre demande. L'offre peut être modifiée, retirée ou prolongée en tout temps sans préavis. Les critères d'octroi de crédit habituels de la Banque de Montréal s'appliquent. Des conditions peuvent s'appliquer. Cette offre spéciale ne s'applique pas à la MargExpress sur valeur domiciliaire. [2] Exemple fondé sur un prêt hypothécaire de 250 000 $ avec un TAC de 6,00 % et un terme de 5 ans à taux fixe.
MD Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal.

MONTRÉAL PLUS

CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU PONT CHAMPLAIN

Le fédéral refuse de s'engager

Les maires de la Rive-Sud s'inquiètent de la « vétusté de cette infrastructure »

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

En conférence de presse, hier, le sénateur conservateur Larry Smith a annoncé une bonification de 228 millions de dollars des budgets des ponts fédéraux de Montréal pour trois ans.

BRUNO BISSON

Les autorités fédérales ont refusé, hier, de s'engager à appuyer la construction d'un nouveau pont en remplacement du pont Champlain, même si des rapports d'ingénieurs estiment qu'il est dans un état critique et que certaines de ses sections pourraient s'écrouler.

Le sénateur conservateur Larry Smith a annoncé hier que le gouvernement fédéral accordera 158 millions de plus en trois ans à la Société des ponts Jacques-Cartier et Champlain (PJCC) pour poursuivre la réfection du pont. Ces fonds s'ajoutent aux 212 millions déjà consentis pour un programme d'entretien de 10 ans, en cours depuis 2009.

Le sénateur Smith croit que ces sommes « nous donnent une fenêtre pour faire les études » tout en assurant la sécurité du pont actuel. Mais les maires de la Rive-Sud, eux, s'inquiètent de « la vétusté de cette infrastructure » et de la lenteur du gouvernement à s'engager vers la construction d'un nouveau pont.

Le maire de Brossard, Paul Leduc, qui a assisté au point de presse de M. Smith et du directeur général de PJCC, Glen Carlin, s'est dit « très déçu », hier. Depuis la publication d'un reportage sur l'état du pont dans Cyberpresse, jeudi après-midi, il affirme que « le téléphone ne dérougit pas à l'hôtel de ville ». Les gens sont inquiets, dit-il.

« On veut nous rassurer sur les informations qui circulent depuis hier, mais pour ce qui est d'un nouveau pont, il n'y a d'annonce nulle part. Je trouve cela très décevant, ce qu'on entend aujourd'hui, parce qu'il n'y a rien de neuf, sauf plus d'argent pour faire des réparations. Ce n'est pas très rassurant. Ce n'est pas seulement Brossard qui est concerné, c'est toute la grande région de Montréal. Qu'on mette plus d'argent pour réparer le pont, c'est correct, mais parallèlement, il faut un nouveau pont. »

La mairesse de Longueuil, Caroline St-Hilaire, s'inquiète du fait que les autorités fédérales ne profitent pas de l'annonce de ces travaux pour lancer dès maintenant les premières études en vue de la construction d'un nouveau pont, d'autant plus que le climat préélectoral dominant, à Ottawa, aurait dû inciter le gouvernement Harper à le faire.

« Cela pourrait indiquer que le gouvernement fédéral n'a pas l'intention de construire un nouveau pont, a-t-elle déclaré à *La Presse*, hier. A priori, on devrait se réjouir qu'on nous annonce plus d'argent pour assurer la sécurité du pont. À plus long terme, cela apparaît quand même comme un pansement sur une jambe de bois. Ça fait consensus sur la Rive-Sud: il faut un nouveau pont. Et je vous assure que, s'il faut se mobiliser pour en faire un enjeu électoral, on va le faire. »

228 millions pour les ponts fédéraux

La Presse a publié hier les grandes lignes de deux rapports commandés par PJCC. Les ingénieurs y estiment « qu'il y a un risque d'effondrement partiel du pont ou même d'effondrement d'une travée » et que « les défaillances et les risques associés sont tels que le pont Champlain doit être remplacé par une nouvelle structure ».

En conférence de presse, hier, le sénateur Larry Smith a annoncé une bonification de 228 millions de dollars des budgets des ponts fédéraux de Montréal pour trois ans. De cette somme, 70 millions seront consacrés à des travaux d'amélioration des ponts Jacques-Cartier et Honoré-Mercier, au tunnel de Melocheville, en banlieue sud-ouest de Montréal, et à l'estacade du pont Champlain. La part la plus importante de ce budget additionnel, soit 158 millions, sera toutefois affectée au « couloir Champlain », c'est-à-dire le pont lui-même, celui de l'Île-des-Sœurs, l'autoroute Bonaventure et une portion de quelques kilomètres de l'autoroute 15, qui relève du gouvernement fédéral.

« Le gouvernement du Canada est déterminé à assurer la sécurité et l'efficacité de cet important corridor de commerce », où transitent des marchandises d'une valeur de 20 milliards de dollars chaque année, par camion, et où circulent en moyenne près de 165 000 véhicules par jour, a déclaré M. Smith.

Toutefois, sans jamais remettre en question les conclusions des rapports diffusés par *La Presse*, le sénateur a refusé de s'engager sur la question d'un nouveau pont. Il a rappelé que PJCC produira bientôt une étude où l'on détaillera toutes les options possibles pour l'avenir du pont Champlain.

Pour sa part, le directeur général de PJCC, Glen Carlin, a affirmé que la société fédérale n'est « pas en mode de crise ni en mode d'urgence ».

Selon lui, les travaux de renforcement des poutres principales du pont seraient faits à 92 %, tandis que le renforcement des têtes de piliers sera fait à 60 % avant la fin de 2011.

Les élus ne sont pas épiés, dit Tremblay

Les conseillers de l'opposition persistent à croire qu'ils sont espionnés par le service de Pierre Reid

ANDRÉ NOËL

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a déclaré hier que le contrôleur de la Ville, Pierre Reid, « n'a pas le droit d'enquêter sur les élus » et que, à sa connaissance, cela n'a jamais été fait. Les conseillers de l'opposition, eux, sont de plus en plus inquiets.

Une récente décision de la Commission des relations du travail, citée par *La Presse* hier, révèle qu'un conseiller en informatique travaillant à l'occasion pour Pierre Reid a reçu le mandat d'enquêter au besoin sur tous les employés de la Ville ainsi que sur les élus.

« On a une opinion juridique qui est très claire, a-t-il dit. Le bureau du contrôleur n'a pas le droit d'enquêter sur les élus. »
– Gérald Tremblay

« En plus de ses tâches administratives, Monsieur MN (Michel Nantel) exerce une fonction d'enquêteur, indique la décision, datée du 22 février. Il relève alors d'un autre supérieur, monsieur Pierre Reid, contrôleur général. À ce titre, Monsieur MN est susceptible de faire des enquêtes sur tous les individus qui sont en contact avec la Ville, que ce soit des employés, cols blancs ou bleus, et même des élus.

« L'un des mandats de monsieur MN consiste à enquêter sur les individus qui sont en contact avec la Ville… et même des élus », insiste le commissaire Benoît Monette, qui a refusé pour cette raison que Michel Nantel se joigne au syndicat des professionnels de la Ville.

Des journalistes ont questionné le maire à ce sujet après un dîner auquel il participait à la chambre de commerce, hier. « On a une opinion juridique qui est très claire, a-t-il dit. Le bureau du contrôleur n'a pas le droit d'enquêter sur les élus. »

A-t-il l'assurance que ça n'a jamais été fait? « Moi, j'ai l'assurance qu'il (M. Reid) n'a pas le droit de le faire, a répondu M. Tremblay. C'est ça qui est important. Et on me dit qu'il ne l'a pas fait. Partant de là, je me fie à ce qu'on me dit et on n'enquêtera pas sur les élus. »

Ces déclarations n'ont pas suffi à rassurer les conseillers de l'opposition. Les représentants de la Ville ont dit le contraire devant le Commissaire du travail, a souligné Louise Harel, chef de l'opposition officielle à l'hôtel de ville. M^me^ Harel a écrit une lettre au ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard, pour lui demander d'ouvrir une enquête.

« Rappelons-nous que M. Nantel est la même personne mise en cause par le Vérificateur général de la Ville de Montréal dans son rapport spécial, comme étant celui qui détenait les permissions nécessaires pour avoir accès aux systèmes informatiques et à toutes les communications électroniques », indique-t-elle dans sa lettre.

Ce rapport affirme que M. Nantel est l'un des enquêteurs qui a ouvert et saisi les courriels du vérificateur et donne des dates précises. « M. Nantel a usé, pour ne pas dire abusé, de son privilège le 22 décembre 2010, précisément à 10 h 49 min 31 s, pour procéder à une opération de restauration de 16 fichiers courriel de M. Jacques Bergeron (le vérificateur). (…) Nous avons aussi découvert que M. Nantel a tenté d'effacer les traces de son intrusion… Le 25 janvier 2011, 15 autres fichiers courriel de M. Jacques Bergeron ont été restaurés et copiés par M. Nantel en utilisant la même procédure… Il ne s'agit pas ici d'accidents, ajoute le rapport du vérificateur. Ces gestes ont été planifiés de longue date et, en ce sens, s'apparentent à des actes de piratage informatique. »

Le maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, Benoit Dorais, et la conseillère municipale Véronique Fournier, tous les deux membres du parti Vision Montréal de M^me^ Harel, ont déjà dit qu'ils avaient l'impression que leurs courriels avaient été espionnés, rappelle M^me^ Harel dans sa lettre au ministre des Affaires municipales. « L'espionnage électronique des élus de la Ville de Montréal est totalement inacceptable », soutient-elle.

Le chef du deuxième parti de l'opposition, Richard Bergeron, évoque des méthodes dignes de Lavrenti Beria, le chef de la police secrète sous le dictateur Joseph Staline. Par mesure de sécurité, les conseillers et le personnel de son parti, Projet Montréal, vont remettre leurs téléphones cellulaires à la Ville, changer d'appareil et utiliser de nouvelles adresses électroniques, a-t-il dit.

« Il y a un mois, on a demandé au président du conseil municipal qu'il nous garantisse par écrit que nous n'avons jamais été espionnés, mais nous n'avons toujours pas reçu cette lettre, a dit Richard Bergeron. Ces histoires d'espionnage – du vérificateur, et maintenant des élus – n'ont aucun sens. On a l'impression de se retrouver dans un régime soviétique, avec Pierre Reid dans le rôle de Beria. »
– Avec Martin Croteau

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Interrogé hier, le maire de Montréal a réaffirmé que Pierre Reid n'a pas le pouvoir d'enquêter sur les élus. « J'ai l'assurance qu'il (M. Reid) n'a pas le droit de le faire. C'est ça qui est important. Et on me dit qu'il ne l'a pas fait. »

MONTRÉAL PLUS

Jacques Bergeron s'adresse à la Cour supérieure

Le VG veut que l'espionnage de ses courriels soit jugé illégal

CHRISTIANE DESJARDINS

Le vérificateur général de la Ville de Montréal, Jacques Bergeron, demande à la Cour supérieure de déclarer « illégal » l'espionnage de ses courriels. Il demande également que Québec reste en dehors du dossier.

Jacques Bergeron ne réclame pas de dommages pour l'instant mais réserve ses droits pour le futur.

C'est ce qui se dégage de ce recours annoncé, qui a été déposé officiellement hier au palais de justice de Montréal. M. Bergeron ne réclame pas de dommages pour l'instant mais réserve ses droits pour le futur. Outre la Ville de Montréal, le recours vise André Harel (président du comité de vérification de la Ville), Pierre Reid (directeur principal du service du capital humain), Yves Grimard (chef de la division administration et responsable des enquêtes au capital humain), John Broderick (adjoint au chef de division) et Michel Nantel (conseiller en sécurité informatique). M. Bergeron les accuse d'avoir agi de manière concertée pour espionner ses communications confidentielles et privilégiées sans son autorisation et sans celle du conseil municipal.

Dans le document de 25 pages, M. Bergeron relate l'histoire des courriels. Le 20 janvier dernier, des membres du Bureau du vérificateur général ont découvert que M. Grimard avait ouvert plusieurs courriels adressés à M. Bergeron et dont il n'était pas lui-même l'un des destinataires. Après vérifications, il appert que les courriels de M. Bergeron étaient consultés par des tiers depuis 10 mois. Des procédés avaient été utilisés pour tenter de camoufler ces intrusions, notamment par la manipulation du journal de bord.

Le 31 janvier, M. Bergeron a rencontré le maire Gérald Tremblay pour lui demander que la copie de ces courriels cesse et que les copies réalisées soient détruites. M. Tremblay a dit ne pas avoir été informé de ces intrusions.

Le lendemain, 1er février, M. Bergeron a rencontré de nouveau M. Tremblay, qui se trouvait en compagnie de M. Harel. C'est lors de cette rencontre que M. Bergeron dit avoir appris qu'il était le sujet d'une enquête. M. Bergeron affirme que M. Harel lui a adressé des reproches sur sa gestion, ce jour-là, à l'aide d'un « bout de papier » en guise d'aide-mémoire.

Dans la foulée, Pierre Reid a résumé dans une lettre de deux pages les motifs de l'enquête au sujet du vérificateur général. Par la suite, le conseil municipal a adopté une résolution demandant au ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard, de décider du sort du vérificateur. M. Bergeron demande à la Cour d'annuler ces deux documents. Il veut aussi ravoir tous ses documents.

Dans sa requête, M. Bergeron signale qu'il ne peut être assimilé sans nuance à un fonctionnaire, car il ne relève pas de la direction générale de la Ville, mais plutôt du conseil municipal de Montréal. Ce qui lui confère l'autonomie et l'indépendance nécessaires à l'accomplissement de son mandat, précise-t-il.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Dans sa requête, M. Bergeron signale qu'il ne peut être assimilé sans nuance à un fonctionnaire, car il ne relève pas de la direction générale de la Ville, mais plutôt du conseil municipal de Montréal.

La joie d'être sans hypothèque.

Encore plus vite que prévu.

Aimeriez-vous rembourser votre prêt hypothécaire plus vite afin d'avoir plus d'argent à épargner? Le *Crédit intégré Scotia*MD peut vous aider à réaliser cet objectif grâce à des prêts à court et à long termes, à taux fixe et à taux variable. Vous bénéficiez ainsi de la stabilité et de l'épargne. Aussi, en augmentant un peu vos versements hypothécaires, vous serez sans hypothèque encore plus vite.

Un conseiller *Scotia*MD peut vous montrer comment.

quelepargnecommence.com

Vous êtes plus riche que vous le croyez.MD

Banque ScotiaMD

MD Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse. MC Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.

Jean-François Harrisson résigné à rester en prison

CHRISTIANE DESJARDINS

Jean-François Harrisson a renoncé, hier matin, à demander une révision de sa détention en Cour supérieure. Il restera donc en prison en attendant ses trois procès, l'un en avril pour omission de comparaître, les autres en mai et juin pour possession de pornographie infantile.

Hier, l'attitude du comédien tranchait nettement avec celle qu'il avait lors de ses dernières comparutions. Il est apparu calme, il a répondu clairement aux questions, par oui ou par non, et n'a pas prétendu une seule fois qu'il était le « représentant autorisé de M. Harrisson ». Après sa brève comparution en Cour supérieure, il a été emmené devant la Cour du Québec, car la procureure Anne Gauvin voulait inverser des dates de procès pour faciliter le processus. M. Harrisson ne s'y est pas opposé.

La procureure en a profité pour annoncer qu'elle retirait l'accusation de possession de stupéfiants qui pesait contre l'accusé. Il s'agissait d'une seule pilule d'amphétamine, trouvée dans sa cuisine. Le juge Robert Sansfaçon a demandé à M. Harrisson s'il s'opposait à ce retrait. Ce dernier a répondu « bien non ». Il s'est fait remettre des documents de preuve.

M. Harrisson, ex-vedette d'émissions pour enfants, notamment à VRAK.TV, se représente seul. Il retournera devant le tribunal le 4 avril pour son procès pour omission de comparaître. C'est justement parce qu'il a deux fois délibérément omis de se présenter devant le tribunal dans le cadre du processus judiciaire qu'il est détenu. Autrement, il serait libre.

EN BREF

Braquage de domicile à Notre-Dame-de-Grâce : le suspect comparaît

Le suspect d'un braquage de domicile survenu tard mardi soir à Notre-Dame-de-Grâce a été arrêté jeudi soir. Dominik Angeli-Grou, 24 ans, a comparu hier à la Cour du Québec. Il est accusé d'introduction par effraction, d'enlèvement, de séquestration de trois personnes, de possession d'arme, d'utilisation d'une arme lors d'un crime, de vol qualifié et de port d'un déguisement. Mardi, vers 23 h 30, un homme s'est introduit au moyen d'un subterfuge dans une maison de l'avenue Belmore, selon le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), habitée par un couple d'une cinquantaine d'années et leur fils d'environ 20 ans. En exhibant une arme de poing, il a ligoté le jeune homme et sa mère avant d'emmener l'homme de force. Le bandit et sa victime se sont dirigés vers un guichet automatique dans un local bancaire de l'avenue Victoria, près de la rue Sherbrooke, à Westmount. Le malfaiteur a forcé l'homme à retirer de l'argent et à le lui remettre. Il a ensuite fui les lieux, abandonnant sa victime. Personne n'a été blessé, mais les trois victimes ont été traitées pour un choc nerveux.

– Sophie Ouimet, avec La Presse Canadienne

Un train percute un camion entre Montréal et Toronto

Un train de VIA Rail qui voyageait de Montréal à Toronto a percuté un camion à ordures, hier après-midi. Le conducteur du camion a perdu la vie, alors qu'on comptait seulement 5 blessés mineurs parmi les 432 passagers et 8 membres d'équipage du train. La collision s'est produite à un passage à niveau près de Belleville, en Ontario, vers 15 h 30. Après l'accident, les passagers ont été emmenés à destination par autocar.

– Sophie Ouimet

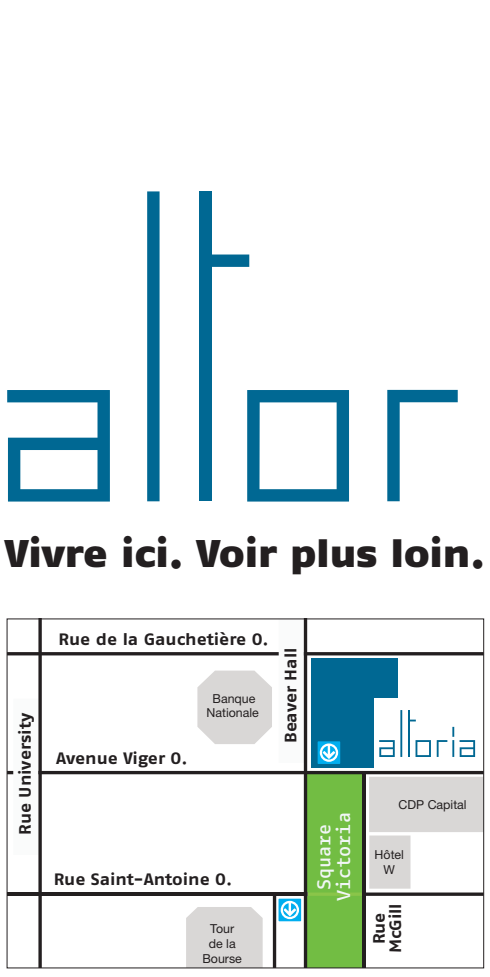
Il voulait aller en prison, il purgera sa peine dans la communauté

Un homme de Trois-Rivières, Philippe Parr Bérubé, devra finalement purger une peine de 10 mois d'emprisonnement dans la collectivité pour avoir saccagé en 2010 huit véhicules de la police de Trois-Rivières dans le seul but d'être incarcéré au centre de détention afin d'y faire entrer des stupéfiants. La Cour d'appel vient en effet de renverser la sentence rendue en première instance. La Cour d'appel a conclu que le terme d'emprisonnement n'était pas de nature à démontrer la désapprobation de la société envers les gens qui tentent de faire entrer de la drogue dans un centre de détention. Philippe Parr Bérubé a vandalisé huit véhicules de patrouille stationnés à l'arrière du quartier général de la Sécurité publique de Trois-Rivières, le 7 janvier 2010. Les dommages ont totalisé près de 9000 $. Le but visé était d'être incarcéré au centre de détention afin d'y introduire de la marijuana, du cannabis et des stéroïdes. Des petits paquets de drogue étaient dissimulés dans son rectum. On aurait réussi à lui faire évacuer deux paquets et un autre aurait été relâché au centre de détention.

– Le Nouvelliste

altoria

Vivre ici. Voir plus loin.



altoria.ca

Habiter Altoria, un choix éclairé… à tous points de vue.

Des espaces de 1 à 3 chambres aux lignes épurées, répartis du 11e étage au sommet, offerts dans un vaste choix de configurations.

Une fenestration du plancher au plafond avec vue à couper le souffle, sur le fleuve, le centre-ville, le Vieux-Montréal et ses environs.

Et le plaisir de vivre en plein cœur du Quartier International, aux abords du Square Victoria, là où la vie urbaine bat son plein.

Soyez parmi les premiers à choisir votre unité.

Pour en savoir davantage, veuillez contacter ou visiter le bureau des ventes : 491, rue Viger – 514.397.2229

QUAND ÇA FOND FILLION LIQUIDE

Vente de printemps pour accueillir nos nouvelles collections

	spécial	régulier
TV 42 PLASMA 720P PANASONIC TCP-42X2	**549$**	729$
TV 42 PLASMA 1080P PANASONIC TCP-42S1	**599$**	899$
TV 46 PLASMA 720P PANASONIC TCP-46C2	**589$**	749$
TV 46 PLASMA 1080P PANASONIC TCP-46S1	**799$**	1079$
TV 50 PLASMA 1080P PANASONIC TCP-50U2	**879$**	1069$
TV 50 PLASMA 1080P. PANASONIC TCP-50X2	**669$**	840$
TV 54 PLASMA 1080P. PANASONIC TCP-54S2	**1099$**	1400$
TV 54 PLASMA ULTRA MINCE 1080P PANASONIC TCP-54Z1	**2649$**	3299$
TV 32 ACL 720P PANASONIC TCL-32X2	**399$**	549$
TV 40 ACL 1080P SONY KDL-40EX400	**599$**	749$
TV 40 LED 1080P SONY KDL-40EX710	**849$**	1199$
TV 40 LED 1080P SONY KDL-40NX710	**1299$**	1699$
TV 46 LED 1080P SONY KDL-46EX710	**1199$**	1499$
TV 46 LED 1080P SONY KDL-46NX810	**1699$**	2300$
TV 55 LED 1080P SONY KDL-55EX710	**1599$**	1999$
TV 60 ACL 1080P SONY KDL-60EX500	**1699$**	2219$
TV 60 LED 1080P 240HZ SONY KDL-60NX810	**2899$**	3899$
TV 60 LED 1080P SONY KDL-60EX700	**1999$**	2679$
TV 40 LED 1080P SHARP LC-40LE810	**899$**	1299$
TV 40 LED 1080P SHARP LC-40LE820	**1199$**	1599$
TV 46 LED 1080P SHARP LC-46LE810	**1249$**	1689$
TV 46 LED 1080P SHARP LC-46LE820	**1449$**	1929$
TV 52 LED 1080P SHARP LC-52LE810	**1499$**	2099$
TV 52 LED 1080P SHARP LC-52LE820	**1699$**	2399$
TV 52 LED 1080P 3D LUNETTES ET LECTEUR BLU-RAY 3D GRATUITS SHARP LC-52LE925	**2599$**	3399$
TV 60 LED 1080P SHARP LC-60LE810	**2029$**	2899$
TV 60 LED 1080P SHARP LC-60LE820	**2200$**	3099$
TV 60 LED 1080P SHARP LC-60LE920	**2399$**	3249$
TV 60 LED 1080P 3D LUNETTES ET LECTEUR BLU-RAY 3D GARTUITS SHARP LC-60LE925	**3150$**	4189$
RÉCEPTEUR A/V YAMAHA RXZ-7	**2179$**	2999$
RÉCEPTEUR STÉRÉO YAMAHA RX-497	**329$**	429$
RÉCEPTEUR A/V YAMAHA RXN-600	**199$**	549$
RÉCEPTEUR A/V YAMAHA RXV-367	**199$**	269$
RÉCEPTEUR A/V YAMAHA RXV-467	**299$**	399$
BARRE DE SON AVEC SUB YAMAHA YSP-600/SUB	**539$**	649$
RÉCEPTEUR A/V NAD T747	**799$**	1399$
RÉCEPTEUR A/V NAD T765HD	**2179$**	2999$
RÉCEPTEUR A/V NAD T775HD	**2500$**	3500$
RÉCEPTEUR A/V NAD T785HD	**3400$**	4500$

MODÈLES NEUFS + DÉMOS

FILLION ÉLECTRONIQUE
VOUS ÊTES BIEN ENTOURÉ

MONTRÉAL : 5690, Sherbrooke Est, Qc, H1N 1A1 T : 514-254–6041
LAVAL : 2323, Aut. des Laurentides, Qc, H7S 1Z7 T : 450-688-0333
www.fillion.ca

ACTUALITÉS

PHOTO ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

La pleine lune paraît souvent plus grosse quand elle se lève et se couche, une illusion d'optique qui n'a pas encore été pleinement expliquée.

Une super-Lune cette nuit

MATHIEU PERREAULT

Un alignement lunaire rare aura lieu ce soir. La Lune sera pleine alors qu'elle est à son plus proche de la Terre, un phénomène qui est survenu pour la dernière fois il y a 18 ans.

Cette « super-Lune » a été accusée dans certains médias d'être responsable du tremblement de terre au Japon. La rumeur, lancée par un astrologue américain, est farfelue, selon Marc Jobin, astronome au Planétarium.

« Il peut y avoir des marées plus fortes que d'habitude, selon les conditions météorologiques, dit M. Jobin. En janvier 2010, par exemple, il y en avait eu dans les Maritimes. Mais il n'y a jamais eu de lien établi avec les tremblements de terre. De toute façon, quand le tremblement de terre de Sendai est survenu, la Lune ne se trouvait pas au périgée. »

La NASA a pris la situation assez au sérieux pour expliquer, dans un communiqué, que l'énergie interne de la Terre, responsable des mouvements tectoniques, est beaucoup plus importante que les petites variations de l'énergie gravitationnelle de la Lune.

La Lune tourne autour de la Terre selon une orbite elliptique. Mais cette orbite varie : elle est parfois plus aplatie, parfois plus ronde. Elle est actuellement près de sa courbe la plus aplatie, où la Lune passe le plus proche de notre planète.

La Lune se trouvera aujourd'hui à 356 577 km de la Terre. En janvier 2010, elle se trouvait à 356 592 km. « La différence est trop petite pour être visible à l'œil nu », explique M. Jobin. Pour faire une comparaison terrestre, c'est l'équivalent d'une distance de 5 m sur le trajet Montréal-Sherbrooke.

Cela dit, la pleine lune paraît souvent plus grosse quand elle se lève et se couche, une illusion d'optique qui n'a pas encore été pleinement expliquée, selon M. Jobin. « Il y a plusieurs hypothèses, dit-il. Il est possible que, quand la Lune est à son plus bas dans le ciel, on la compare aux objets terrestres comme les arbres et les immeubles. Elle nous semble plus grosse en comparaison. Ou alors c'est peut-être une illusion semblable à celle qui nous fait voir, dans une vaste pièce comme un hangar, le plafond moins haut au-dessus de notre tête et plus haut près des murs. Quand la Lune est à son plus bas, on la compare au "plafond" du ciel, qui nous semble plus haut que le ciel situé au-dessus de notre tête. »

La Lune se trouvera aujourd'hui à 356 577 km de la Terre. En janvier 2010, elle se trouvait à 356 592 km. « La différence est trop petite pour être visible à l'œil nu », explique Marc Jobin, astronome au Planétarium

L'apogée de la Terre est légèrement supérieur à 400 000 km. L'été prochain, l'orbite lunaire sera à son moins aplati, avec un périgée frisant les 370 000 km.

NOTRE VIDÉO > C'EST LE TEMPS DES SUCRES!

SUR cyberpresse.ca/erable
Signe que le printemps est à nos portes, les érables coulent à flots depuis quelques jours. Acériculteurs et restaurateurs s'activent donc pour profiter au maximum du temps des sucres. Voyez un chef cuisinier offrir une table savoureuse et un producteur qui souhaite perpétuer la tradition, dans le reportage d'Ève Couture et de Martin Chamberland.

Entente de principe entre Air Canada et ses pilotes

LA PRESSE CANADIENNE

Air Canada a annoncé hier avoir conclu une entente de principe avec le syndicat qui représente ses quelque 3000 pilotes.

Le transporteur a précisé que les détails de l'entente ne seraient pas dévoilés avant qu'elle ne soit ratifiée par les membres de l'Association des pilotes d'Air Canada. L'actuelle convention collective venait à échéance le 31 mars.

D'autres négociations en vue

L'entente est la première conclue cette année par le plus grand transporteur au pays, qui devra encore s'entendre, dans les mois à venir, avec les syndicats qui représentent ses quelque 22 400 autres employés à travers le Canada.

L'entente de principe survient plusieurs jours après la demande d'un règlement à l'amiable faite par le syndicat représentant les 3800 agents du service à la clientèle et des ventes. Les membres du local 2002, représentés par le Syndicat des travailleurs de l'automobile du Canada, ont expliqué qu'ils avaient choisi cette voie en raison du peu de progrès réalisé dans les rencontres depuis le 11 février.

Le transporteur ne dévoilera pas les détails de l'entente tant qu'elle ne sera pas ratifiée par les syndiqués.

Le syndicat a souligné que les employés avaient fait des concessions en matière de vacances et de pauses, tout en augmentant leur productivité. Ils s'attendraient, selon le syndicat, à une hausse salariale.

Les prestations de retraite avaient dominé les pourparlers de la dernière convention collective. Les paiements ont été déterminés jusqu'en 2014.

Agents de bord, bagagistes et mécaniciens

Les négociations avec le Syndicat canadien de la fonction publique, qui représente les 6500 agents de bord du transporteur aérien, doivent débuter le 6 avril. Aucune date n'a été fixée pour les discussions avec les bagagistes et les mécaniciens, membres de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale.

Le transporteur aérien avait annoncé cette semaine qu'il prévoyait mettre un terme à certains vols peu payants vers les États-Unis et à travers le Canada, en raison des prix élevés du carburant.

FAITES VITE! Cette offre à 0$[1] prend fin le 31 mars.

Tout un choix de téléphones à 0$.

LG Breeze[MC] | LG IQ[MC] | LG Optimus One[MC] avec Google[MC] | LG Shine Plus[MC] avec Google[MC] | Samsung Advance[MC] | LG Cookie Plus[MC]

Profitez du forfait Appels entrants illimités 30

30$/mois[2]

ILLIMITÉS
- Appels entrants[3]
- Appels nationaux avec la famille[4]
- Messages texte, photo et vidéo[5]

DE PLUS, aucuns frais de mise en service et d'échange d'appareil[6].

Optez pour le réseau mobile 4G le plus étendu[7] au Québec.

telusmobilite.com

TELUS le futur est simple[MD]

Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands participants ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails à telusmobilite.com

BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Les Jardins Dorval
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
6146, boul. Henri-Bourassa Est
Action Télécom Inc.
1678, av. Mont-Royal Est
Communications Métropolitaine Inc.
8780, boul. Saint-Laurent, local 1

Dollard-des-Ormeaux
Galeries des Sources

Pointe-aux-Trembles
Proxi Télécom Inc.
12925, rue Sherbrooke Est

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville
Digital Radio Communication Inc.
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Boisbriand
Faubourg Boisbriand
2945, Promenades Saint-Antoine

Lachute
Carrefour Argenteuil

Laval
Carrefour Laval
Centre Laval
Laval Est (aut. 19/aut. 440)
Contact Com D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Mégacentre Notre-Dame
Proxi Télécom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
Raytech Électronique
1451, boul. des Laurentides
SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Mascouche
First Pro Mascouche
117, montée Masson

Repentigny
Galeries Rive Nord
Technicomm
500, rue Notre-Dame

Rosemère
Place Rosemère

Terrebonne
Galeries Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Joliette
Multicom Communication 2000 Inc.
Galeries Joliette
1075, boul. Firestone

Sorel-Tracy
Promenades de Sorel

Victoriaville
La Grande Place des Bois-Francs

RIVE-SUD

Mail Champlain
Place Longueuil
Promenades Montarville
Promenades Saint-Bruno

Boucherville
Technicomm
Complexe 20/20
20-T, boul. de Mortagne

Brossard
Quartier DIX30
9380, boul. Leduc

Châteauguay
D2 Technologie Inc.
247, rue d'Anjou, local D

Greenfield Park
Proxi Télécom Inc.
3814, boul. Taschereau

1. Offre valable jusqu'au 31 mars 2011 pour les clients (nouveaux ou qui renouvellent leur entente) qui s'abonnent avec une entente de service de 3 ans. TELUS se réserve le droit de modifier les forfaits visés par cette offre en tout temps et sans préavis. 2. Les taxes, les frais d'interurbain et d'itinérance, le temps d'antenne additionnel et les frais pour les services payables à l'usage sont en sus. 3. Aucuns frais supplémentaires de temps d'antenne ne sont imputés pour les appels entrants reçus au Canada. Des frais d'interurbain de 0,40$ la minute peuvent s'appliquer aux appels entrants reçus à l'extérieur de la zone d'appels locaux du client. 4. Un minimum de deux et un maximum de cinq abonnés doivent être inscrits au même compte. 5. Messages des services Privilège en sus. Des frais additionnels de 20¢ s'appliquent à chaque message texte (ou pièce jointe texte) envoyé à l'extérieur du Canada et des États-Unis. Des frais de 60¢ s'appliquent à tout message texte envoyé ou reçu en itinérance mondiale. Les services de messagerie photo et vidéo sont offerts seulement dans les zones de couverture numérique SCP et 1X. Requiert un téléphone mobile doté de la fonctionnalité de messagerie photo et vidéo. Les titulaires d'un téléphone mobile qui n'est pas doté du service multimédia recevront un message texte incluant une adresse web à laquelle ils pourront accéder pour visualiser leurs photos ou leurs vidéos. La messagerie multimédia utilisée à l'extérieur du Canada est facturée au tarif de transmission de données en itinérance. Les appels nationaux et les textos désignent les appels locaux et interurbains et les messages texte échangés au Canada avec le téléphone mobile du client. Les frais d'itinérance et de transmission internationale sont en sus. Les messages texte peuvent être envoyés et reçus seulement avec d'autres téléphones mobiles et peuvent être assujettis à des frais d'itinérance et de transmission mondiale. 6. Aucuns frais de mise en service et d'échange d'appareil ne seront facturés aux clients du service postpayé consommateur (nouveaux ou qui renouvellent leur entente) qui s'abonnent avant le 31 mars 2011, peu importe la durée de leur entente. 7. Selon une comparaison entre le réseau HSPA+ partagé de TELUS et la couverture du réseau HSPA+ de Rogers publiée en mars 2011. TELUS, le logo TELUS, le futur est simple et telusmobilite.com sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de TELUS Corporation. Les autres marques de commerce appartiennent à leur propriétaire respectif et sont utilisées avec leur autorisation. © 2011 TELUS.

LA GRANDE SÉDUCTION DU MAIRE GENDRON

Balade à Huntingdon

RIMA ELKOURI
CHRONIQUE

À l'entrée de Huntingdon, une pancarte bilingue parle de « politique de repeuplement ». Sous le généreux soleil de mars, la petite ville de 2600 habitants, à 60 km de Montréal, semble avoir été abandonnée. Les rues sont désertes ou presque.

Il a suffi que le maire Stéphane Gendron, passé maître dans l'art de la provocation, prononce le mot « mosquée » dans l'espoir de repeupler sa ville pour que tous les projecteurs soient braqués sur lui. Le maire dit vouloir faire de sa municipalité l'antithèse d'Hérouxville. Pour y arriver, il lance une opération de « grande séduction » pour, dans un premier temps, attirer des immigrés maghrébins. Une mosquée, un centre culturel islamique et un abattoir halal avec ça? Pourquoi pas? dit M. Gendron, qui m'accueille dans son bureau en désordre.

« C'est un *statement*, dit le maire en se roulant une cigarette. Nous, ça fait deux ans qu'on se bat pour avoir de l'immigration. Quand le code de vie d'Hérouxville est sorti, on était insultés noir. Ce n'est pas vrai qu'en région, on est tous des tarés pleins de préjugés! »

Que disent donc ses propres citoyens de ce projet de « grande séduction » ? Selon lui, ils sont plutôt indifférents à la chose. À la séance du conseil municipal de lundi, seules cinq personnes se sont présentées, dit-il. Personne n'a posé de question. Personne ne s'est plaint. « Tous les commentaires négatifs viennent de l'extérieur », dit-il, en présentant sa ville comme une bulle de tolérance, bâtie par des couches successives d'immigrés.

Avait-il consulté ses citoyens avant de lancer son projet? « La liberté de culte, c'est un droit constitutionnel. S'il faut consulter le monde pour ça, je *crisse* mon camp de cette province de malades. »

Le maire a d'ailleurs déjà prévu aller vivre dans une ferme en Ontario lorsqu'il aura terminé son mandat, en 2013. « Je veux retourner à la terre. Loin du chemin. » Il dit être fatigué par l'attention à laquelle il semble pourtant carburer. À 43 ans, il veut « vivre avant de crever ». « Parce que la vie a une durée limite. Et je sais que la limite s'en vient. Je vais partir dans un grand éclat de ferraille », lance-t-il en faisant allusion à ses nombreux accidents de voiture. Il rit en roulant une autre cigarette.

Avec ce projet de « grande séduction », le maire Gendron veut « ébranler les colonnes du temple ». Il parle avec indignation des Arabes bardés de diplômes qui doivent changer de nom pour être convoqués en entrevue. « C'est dégueulasse! Moi, je *crisserais* mon camp chez nous si je faisais face à ça. C'est de l'apartheid immatériel. C'est aussi pire qu'un mur. Il y a un aspect émotif là-dedans. Ce doit être mon côté gauchiste. Les gens pensent que je suis de droite, mais je ne suis pas vraiment de droite. Je suis à gauche, sauf quelques exceptions. Très à gauche, même », dit celui qui a jadis espéré devenir premier ministre.

Écrire dans un *Journal de Montréal* en lock-out, c'est à gauche, vraiment? Il n'y voit aucun dilemme moral; il dit s'être assuré un mois avant le début du lock-out que le recours à des chroniqueurs pigistes était permis par la convention collective.

Imposer un couvre-feu aux jeunes (célèbre mesure qui, sans jamais avoir été appliquée, a lancé la carrière médiatique du maire), c'est à gauche? Non, admet-il. Ça fait aussi partie des exceptions.

Aux yeux de Stéphane Gendron, le débat sur la construction hypothétique d'une mosquée à Huntingdon fait penser à celui des mégaporcheries. « Quand une mégaporcherie arrivait dans une région, c'était la levée de boucliers. C'est triste, comme image, mais c'est comme si c'était infect à ce point. Ça va venir contaminer la place... »

Le maire fait allusion à l'avalanche de courriels haineux qu'il a reçus. Est-il vraiment surpris? Un long silence précède sa réponse. « Philosophiquement, oui. D'ériger des préjugés ou des cas anecdotiques en vérité, c'est du racisme. »

Il dit donc aux gens qui le mettent en garde contre le « péril arabe » qu'ils sont racistes. Ils lui répondent qu'il est fou. Certains l'ont accusé de vouloir créer un ghetto musulman dans sa ville. « On va le mettre où, le ghetto? On a trois kilomètres carrés! C'est ridicule. Il n'y aura pas de quartier arabe avec des noms de rue qu'on ne pourra pas prononcer! Ce n'est pas ça! Les Maghrébins ne demandent pas ça! »

Stéphane Gendron a beau s'ériger en grand pourfendeur de préjugés, le fait est qu'il contribue tout de même, avec son projet, à promouvoir une image stéréotypée du musulman qui réclame sa mosquée et son abattoir halal avant même d'avoir mis les pieds quelque part. « Ça donne cette image, c'est vrai », admet-il, rappelant que les deuxième et troisième générations d'enfants d'immigrés ne fréquentent pas les lieux de culte comme leurs parents. Mais, pour la première génération, c'est quand même important, dit-il.

Les études faites sur le sujet lui donnent pourtant tort. Contrairement aux idées reçues, la majorité des musulmans ne souhaitent pas avoir une mosquée au coin de la rue. Plus que tout autre groupe religieux au pays, les immigrés musulmans du Québec « tendent à exprimer leur foi en dehors des formes institutionnalisées de leur religion, telles que les mosquées et les associations religieuses », observe le chercheur en sociologie Paul Eid dans une étude comparative sur la ferveur religieuse publiée en 2007. Pourquoi? Peut-être parce qu'un bon nombre d'entre eux ont émigré justement pour échapper à l'influence croissante de l'islam politique dans leur pays d'origine.

« Il y a des Grecs, des choses comme ça. Mais là, c'est un peu extrême. Avec tout ce qu'on entend, ça fait peur. On n'est pas à Montréal! Est-ce qu'on va pouvoir marcher dans la rue? »

Beaucoup de racisme

Au casse-croûte situé à l'entrée de Huntingdon, juste devant l'immense pancarte qui annonce la politique de repeuplement, la grande séduction proposée par le maire Gendron n'a semblé séduire aucun des clients interrogés.

« Huntingdon, c'est comme une famille. Ici, il y a beaucoup de racisme », me dit d'emblée Luc Goudreau, ouvrier de 37 ans, qui finissait de manger en vitesse avant de retourner au travail. Beaucoup de racisme contre qui? Il me parle de ces gens de Huntingdon qui ont une condition génétique particulière qui fait qu'ils n'ont ni cheveux ni ongles. « À l'école, ils font rire d'eux. Pourquoi les gens ici feraient une exception pour accepter les races? »

L'homme dit avoir été choqué de voir sur la page Facebook du maire qu'il comptait donner des avantages aux personnes nées hors Québec – même si, dans les faits, les mêmes avantages sont offerts à n'importe quelle famille qui veut acheter une maison à Huntingdon. Tous les citoyens à qui il en a parlé sont aussi choqués que lui, dit-il. « C'est raciste! Que le maire Gendron commence par aider les pauvres ici. Mais bon, il a toujours voulu faire parler de lui... »

Son collègue Patrick Lavoie, 38 ans, reproche au maire d'avoir pris sa décision sans consulter ses citoyens. « Nous, on n'est pas racistes. Le maire fait peut-être un bon *move*, mais il ne le fait pas de la bonne façon. »

À la table d'à côté, un couple venu de Saint-Anicet, à 25 km de Huntingdon. Les frites sont meilleures ici? « On n'a pas de frites à Saint-Anicet », répond l'homme, qui ne veut pas être nommé. Pas de frites. Et surtout pas de musulmans, espère-t-il. « Que je ne les voie pas venir chez nous! »

« Je ne suis pas raciste, mais je ne suis pas sûre que ces gens ne sont pas sur le BS, ajoute la femme à ses côtés. Qu'ils commencent par aider les pauvres de la place avant d'amener d'autres gens. » Elle est furieuse. « C'est quoi, l'affaire? Ils décrochent nos croix, mais ils font des mosquées? Est-ce qu'ils vont aller mettre des tapis dans les cabanes à sucre? »

Au fond du casse-croûte, Nicole, sa fille et ses deux petits-enfants. Ils viennent du village voisin. Le projet du maire Gendron fait sourciller Nicole: « Je ne suis pas pour ça du tout! Les gens payent assez de taxes sans faire venir ces gens-là. » Sa fille renchérit, le regard apeuré: « On ne connaît pas vraiment ces religions. Je ne savais même pas ce qu'est une mosquée! »

N'y a-t-il pas d'immigrés, dans la région? « Il y a des Grecs, des choses comme ça. Mais là, c'est un peu extrême. Avec tout ce qu'on entend, ça fait peur. On n'est pas à Montréal! Est-ce qu'on va pouvoir marcher dans la rue? »

Ce genre de commentaires met en colère le maire Gendron. « Ce que ces gens ne savent pas, c'est qu'eux-mêmes ont déjà été des étrangers. » Il rappelle qu'il a tout de même été réélu avec 64 % des voix. Ses plus grands détracteurs viennent d'ailleurs, dit-il. Ce sont ses voisins des villages qui l'envient. « Ils haïssent Gendron parce qu'ils meurent de jalousie. On est le centre urbain de la région. On a l'égout et l'aqueduc. Eux, ils ont des fosses septiques. »

Pour joindre notre chroniqueuse: **relkouri@lapresse.ca**

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Un citoyen passe devant l'affiche qui annonce le projet de repeuplement de Huntingdon mis de l'avant par le maire Stéphane Gendron qui souhaite ainsi encourager la venue de nouveaux citoyens issus des communautés culturelles.

LA GRANDE SÉDUCTION DU MAIRE GENDRON

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

« La liberté de culte, c'est un droit constitutionnel. S'il faut consulter le monde pour ça, je *crisse* mon camp de cette province de malades », dit le maire de Huntingdon, Stéphane Gendron, derrière son bureau en désordre.

SAMEDI LE 19 MARS ET DIMANCHE LE 20 MARS SEULEMENT

48po

Panasonic

RÉSOLUTION 1080p | TECHNOLOGIE PLASMA | ACTUALISATION 600Hz | ENERGY STAR

TCP46S2 Noir Nº Web: 10141585

ÉPARGNEZ 300$

699,99 APRÈS ÉCONOMIES

29,17$/MOIS①

SAMEDI & DIMANCHE SEULEMENT

BEST BUY® MD

BestBuy.ca

GARANTIE DES PRIX LES PLUS BAS

Nous égalerons le prix et nous vous offrirons en plus 10 % de rabais sur la différence. Rendez-vous sur le site bestbuy.ca pour plus de détails.

32po

ÉPARGNEZ 50$

319,99 APRÈS ÉCONOMIES

13,33$/MOIS①

SAMEDI & DIMANCHE SEULEMENT

TOSHIBA Leading Innovation >>>

TECHNOLOGIE ACL | RÉSOLUTION 720p | ACTUALISATION 60Hz | ENERGY STAR

32C100U Noir Nº Web: 10141049

46po

ÉPARGNEZ 80$

799,99 APRÈS ÉCONOMIES

33,33$/MOIS①

SAMEDI & DIMANCHE SEULEMENT

SONY

TECHNOLOGIE ACL | RÉSOLUTION 1080p | ACTUALISATION 120Hz | ENERGY STAR

KDL46EX500 Piano Noir Nº Web: 10139083

55po

1499,99

62,50$/MOIS①

SAMEDI & DIMANCHE SEULEMENT

PHILIPS

TECHNOLOGIE DEL | RÉSOLUTION 1080p | ACTUALISATION 120Hz | ENERGY STAR

55PFL7505 Nº Web: 10162591

32po

GRATUIT

TÉLÉVISEUR HD À ÉCRAN DEL DE 32 PO

(Valeur de 500$)

Nº Web: 10162590

PAIEMENTS ÉGAUX SANS INTÉRÊT① PENDANT 24 MOIS SUR TOUS LES ACHATS DE 299$ ET PLUS

ÉPARGNEZ 150$

549,99 APRÈS ÉCONOMIES

22,92$/MOIS①

SAMEDI & DIMANCHE SEULEMENT

Pioneer

CONVERSION ASCENDANTE 1080p | CONÇU POUR iPod

Récepteur 7.1 canaux de 770 W prêt pour 3D/iPod

VSX1020K Nº Web: 10142495 iPod vendu séparément

NOUVEAU MODÈLE DE 500 Go

ÉPARGNEZ 50$

447,99 APRÈS ÉCONOMIES

18,67$/MOIS①

SAMEDI & DIMANCHE SEULEMENT

VIDÉOTRON Une compagnie de Quebecor Media

Enregistreur numérique HD 8642 500i

8642 Nº Web: 10162951

RECEVEZ 100$ DE CRÉDIT D'ACTIVATION②

347,99$ APRÈS CRÉDITS②

ÉPARGNEZ 20$

199,99 APRÈS ÉCONOMIES

SAMEDI & DIMANCHE SEULEMENT

SONY

RÉSOLUTION 1080p | WIFI

Lecteur Blu-ray Wi-Fi prêt 3D

BDPS570 Nº Web: 10144308

Le logo des Canadiens de Montréal est une marque déposée du Club de hockey Canadien, Inc. Tous droits réservés. ©NHLPA, NHLPA, Association des joueurs de la Ligue nationale de Hockey et le logo NHLPA sont des marques de commerces de la NHLPA et sont utilisées sous licence.

②Le crédit d'activation de Vidéotron est offert aux nouveaux clients de Vidéotron, ainsi qu'aux clients abonnés au service analogique qui désirent s'abonner à la programmation HD. Offre valide jusqu'au 19 avril 2011. Voir détails en magasin.

POLITIQUE PUBLICITAIRE : Les prix sont valides aux magasins Best Buy au Canada. Certains produits annoncés dans cette publicité peuvent différer légèrement de l'illustration. La disponibilité des produits varie selon les magasins. Best Buy s'engage à poursuivre une exactitude des prix. Les prix, les produits et les promotions indiqués sur le site Web peuvent différer de nos offres en magasin. Best Buy se réserve le droit de corriger les erreurs. Les offres spéciales ne peuvent pas être combinées ou appliquées à des achats antérieurs. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Les termes et conditions peuvent changer sans préavis. **POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX:** Si le prix enregistré à la caisse est plus élevé que le prix annoncé, le plus bas prix prévaut. Si cette erreur porte sur un article dont le prix annoncé est de 10$ ou moins, nous remettrons au client l'article gratuitement. Pour un article de plus de 10$, nous consentirons un rabais de 10$ sur le prix corrigé de l'article. Certaines conditions s'appliquent, voir les détails en magasin. **INFORMATION IMPORTANTE CONCERNANT L'OFFRE DE FINANCEMENT CHASE :** Uniquement si le crédit est autorisé sur votre carte Best Buy (des frais d'adhésion annuels de 25 $ s'appliquent). Non disponible pour les transactions en ligne. Pour un achat d'une valeur d'au moins 299 $. Des versements mensuels égaux sont déterminés en divisant le montant du financement (qui n'inclut pas les taxes) par le nombre de mois que comporte l'offre. Les premiers versements mensuels vont apparaître sur le premier relevé et seront exigibles selon les modalités ci-dessous. Aucun intérêt ne courra sur le montant financé pourvu que tous les versements mensuels ainsi que tout autre solde dû au compte soient dûment payés. Si les sommes dues ne sont pas payées entièrement à échéance, des intérêts courront sur le solde impayé du versement mensuel à un taux de 29,9 %, à compter du premier jour qui suit le cycle de facturation en cours au moment où la transaction a été portée au compte. Si un solde atteint un retard de 4 cycles de facturation, l'offre promotionnelle se termine et des intérêts au taux de 29,9 % commenceront à courir sur la totalité du solde impayé sur le montant financé, et ce, à compter du premier jour du prochain cycle de facturation où l'offre de promotion a été révoquée. Rendez-vous en magasin pour de plus amples renseignements.

Les prix et les paiements sont soumis aux taxes applicables avant les crédits de programmation. Les prix et les offres sont en vigueur du **19 au 20 mars 2011**. Les références aux économies et aux prix de solde sont faites en fonction des prix réguliers de Best Buy Canada.

ACTUALITÉS

Un homme et son bras

PATRICK LAGACÉ
CHRONIQUE

TROIS-RIVIÈRES — Alain me parlait de sa vie, du bras robotisé qui va lui simplifier la vie, des employés qu'il embauche pour prendre soin de lui, de son appartement-prison, qu'il n'a quitté que trois fois depuis le 9 octobre. Il me racontait tout ça. Une question me revenait en tête, je n'osais pas la poser.

Comment tu fais, Alain?

Alain Gaudet, 38 ans, a un corps en forme de grimace. Une grimace confinée à un fauteuil, gracieuseté de l'amyotrophie spinale de type III (Kugelberg-Welander), sale cousine de la dystrophie musculaire, une maladie dégénérative incurable.

Les muscles raidissent petit à petit. Ça explique son index en forme de crochet, par exemple. L'esprit, lui, est là, bien vaillant, bien vivant. Celui d'Alain est facétieux.

« Si je sors l'été? Qu'est-ce que tu penses! Mon sport préféré, c'est de prendre des coups de soleil. »

Bref, vous pouvez imaginer sa vie. Un homme prisonnier de son corps. Qui trouve la force de faire des blagues. J'arrête, Alain va penser que j'ai pitié de lui. Il pourrait bien décider de me foncer dessus avec son fauteuil.

Le bras robotisé, donc, s'appelle JACO, fabriqué par la firme montréalaise Kinova. Pensez à une version miniaturisée du bras canadien de la navette spatiale.

Deux employés de Kinova, Laurie et François, installaient JACO au fauteuil d'Alain quand je suis passé le voir, en ce glorieux après-midi printanier, à Trois-Rivières, au troisième étage du bunker qu'il habite, seul.

Ce JACO coûte 35 000$. Alain, qui vit de l'aide sociale, n'a pas 35 000$, vous vous en doutez bien. Un jour, une ergothérapeute du centre L'Intervalle l'a appelé et lui a parlé de ce nouveau bras robotisé.

Alain a vu. Il a aimé.

Rien à voir avec les bras robotisés pour handicapés, qui sont habituellement des robots industriels modifiés. Et donc peu adaptés pour aider un type comme lui.

Non, JACO, c'est autre chose: un bras léger, sensible, facile à manier grâce à une manette. En fibre de carbone, élégant, doigts finis en caoutchouc, pour l'adhérence.

« Quand je l'ai essayé, il y a quelques mois, j'ai réussi à me mettre du baume à lèvres, alors que mes mains ne se rendent plus à ma bouche! » dit-il pour illustrer à quel point c'est une machine hallucinante.

> ***« On se plaint tout le temps. Mais Alain, tu le vois et tu relativises tout. Il a un moral d'acier. Alain, c'est une motivation pour moi. Ça donne un choc, quand tu le vois la première fois. Mais il ne se plaint jamais. »*** — Jeff Filion

Mais bon, c'est quand même 35 000$. Où trouver 35 000$ quand on vit de l'aide sociale et qu'on est emprisonné dans un bunker six mois par année?

Alain a décidé qu'il aurait ce JACO. Pas par caprice. Par pure nécessité. Car plus le temps passe, moins il peut bouger.

« Tiens, regarde la bouteille d'eau, sur la table... »

Sur la table de la cuisine, une bouteille de 330 ml dans une gaine thermique bleue.

« Je suis incapable de la prendre et de la porter à ma bouche, dit Alain. C'est aussi lourd que 50 lb pour toi. »

Et moins il peut bouger, moins il peut porter eau et nourriture à sa bouche, plus approche le moment où il ne pourra plus vivre dans cet appartement adapté.

Vous me suivez?

JACO, pour Alain Gaudet, repousse l'échéance. Repousse le moment où il va devoir quitter son logement. Et quand ce moment-là arrivera, je ne suis pas sûr qu'Alain acceptera d'aller au CHSLD. Mais ça, c'est une autre histoire.

« Je me suis demandé quelles forces j'avais. J'avais des tas de contacts sur Twitter, sur Facebook. Ils connaissent ma vie. J'ai décidé de les solliciter. »

Solliciter, dans le sens de demander des dons, bien sûr, mais aussi de l'aide pour organiser des collectes de fonds. Alain savait que, du côté de l'État, il n'y avait pas une cenne à aller chercher. Même si JACO fait économiser du fric à l'État en frais de préposés au bénéficiaire qu'est Alain.

Il s'est alors passé un drôle de truc: ça a marché! Touché par sa débrouillardise, Jeff Fillion – oui, oui, le vilain garnement de Radio Pirate –, avec qui il correspondait depuis des années, a parlé d'Alain et de son JACO abondamment.

L'humoriste Mike Ward a eu vent du projet d'Alain; il a passé le chapeau pour lui à la fin de certains spectacles. Il a même fait monter Alain sur scène. Le fric s'est mis à arriver. Stéphane Dupont, animateur à CHOI, à Québec, a lui aussi donné le crachoir à Alain.

Et là, un rebondissement formidable. Quelqu'un a appelé Kinova, à Montréal, et a offert de payer ce qui restait à payer pour qu'Alain Gaudet ait enfin son bras robotisé. Facture: 22 000$. Formidable? Il y a le don, oui. Mais c'est un don anonyme: l'ange aux 22 000$ ne veut surtout pas qu'on sache qui il est. Mon genre de philanthropie...

Jeff Fillion: « C'est la nature humaine, non? On se plaint tout le temps. Mais Alain, tu le vois et tu relativises tout. Il a un moral d'acier. Alain, c'est une motivation pour moi. Ça donne un choc, quand tu le vois la première fois. Mais il ne se plaint jamais. Même s'il souffre, même si c'est de plus en plus compliqué pour lui. »

Alain, dans son appart, me racontait donc sa vie, musique du diable de Radio Pirate en sourdine.

« T'as hâte de sortir, Alain?

– Mets-en. Cet été, je veux faire de la photo. Je ne sais pas comment, mais je vais faire de la photo. »

Lu sur le compte Twitter d'Alain: « L'important, ce n'est pas ce qu'on supporte, mais la façon de le supporter. »

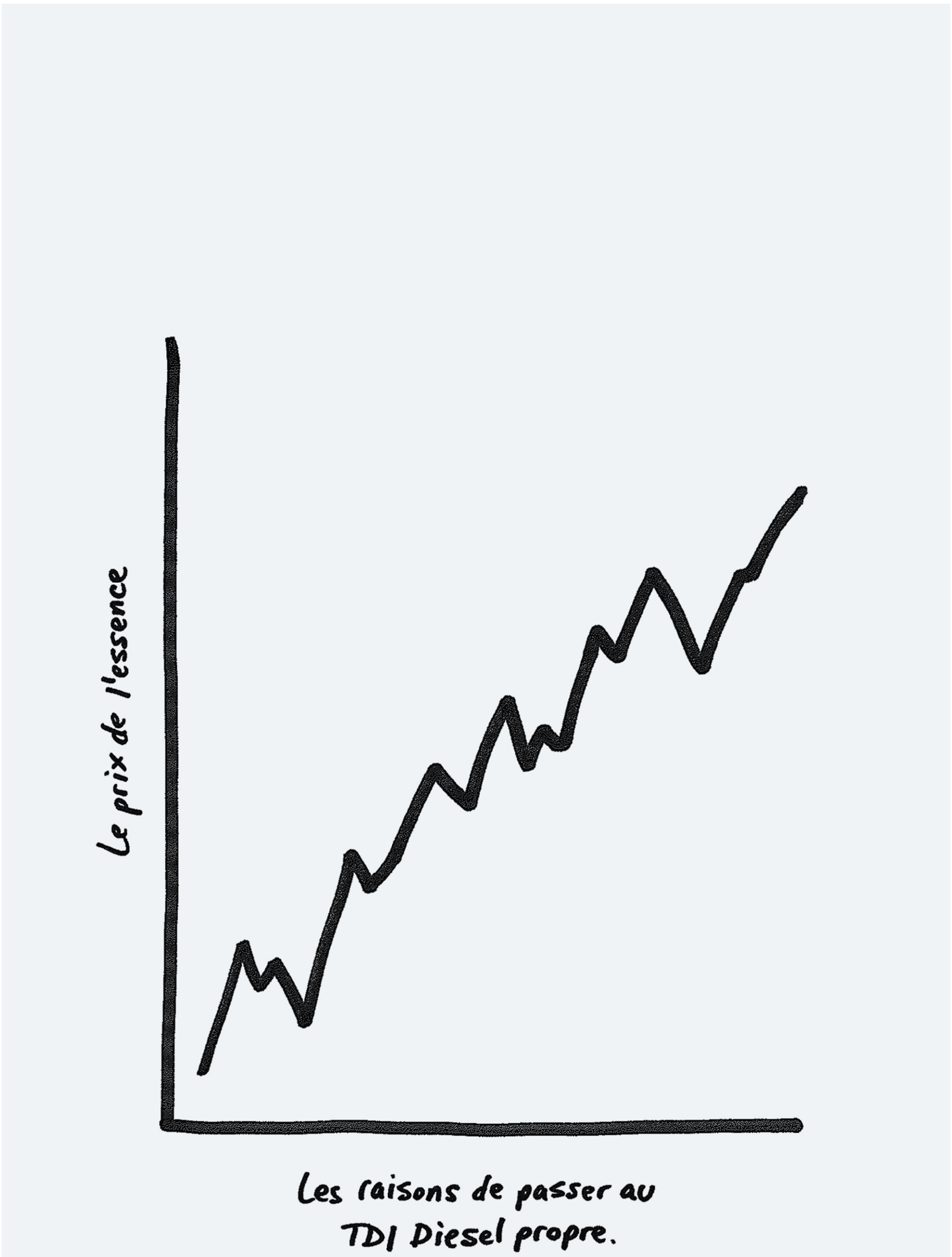
EN BREF

Distributrices de médicaments en Ontario

De grandes machines capables de lire les prescriptions et de distribuer des médicaments à toute heure du jour seront installées à travers l'Ontario dans les prochains mois. PharmaTrust, compagnie d'Oakville qui fabrique les distributrices, fait savoir qu'elle pourra en produire jusqu'à une quarantaine d'ici les six prochains mois. L'Ontario a annoncé hier avoir adopté une réglementation qui permettra aux pharmacies de distribuer des médicaments à distance. Sous l'ancien régime réglementaire, un pharmacien devait se trouver sur place pour remplir les prescriptions. La distributrice possède un écran vidéo relié à un pharmacien en chair et en os qui peut parler avec le patient et contrôle entièrement la distribution de médicaments. — La Presse Canadienne

Un anticorps du lama pourrait être la solution au *C. difficile*

Le *C. difficile*, infection tenace dont peinent à se débarrasser de nombreux hôpitaux d'Amérique du Nord, pourrait être éradiqué grâce aux anticorps des lamas, selon une nouvelle étude. Le *Clostridium difficile*, bactérie causant souvent des diarrhées d'origine infectieuse, affecte particulièrement les patients ayant reçu des antibiotiques pour soigner une infection. Une récente étude de l'Université de Calgary et du Conseil national de recherches à Ottawa suggère toutefois que les anticorps du lama, dont la structure est plus simple que celle des humains, pourraient combattre le *C. difficile*. Le Dr Glen Armstrong, du département de médecine de l'Université de Calgary, a rappelé que les antibiotiques actuels ont perdu leur efficacité contre le *C. difficile*. Il a aussi souligné que les trouvailles de cette nouvelle recherche, publiée hier dans la version imprimée du *Journal of Biological Chemistry*, sont prometteuses. Selon lui, cet anticorps pourrait s'avérer une solution des plus utiles dans les soins pour combattre le *C. difficile*. Il est pratiquement impossible de déloger cette bactérie des hôpitaux, a soutenu pour sa part le Dr Kenneth Ng, professeur associé à l'Université de Calgary. Il a ajouté que le *C. difficile* affectait de 5 à 10 % des patients recevant des antibiotiques à l'hôpital. Le médecin a spécifié qu'il était trop tôt pour dire si cette trouvaille sera utilisée par le corps médical pour soigner la maladie. — La Presse Canadienne



Les raisons de passer au TDI Diesel propre.

Si l'idée de parcourir jusqu'à 1 190 km* avec un seul plein ne suffit pas, permettez-nous de passer au meilleur argument qui soit : le prix de l'essence.

Plus que probablement, celui-ci va encore augmenter. Et s'il baisse dans un avenir rapproché, ce sera sans doute – comment dire? – une baisse symbolique.

Tout ce qu'il faut pour créer un sentiment d'impuissance. À moins, bien sûr, de conduire une Volkswagen TDI Diesel propre.

Parce que s'il est vrai que le diesel est à peu près au même prix que l'essence ordinaire, il vous permet d'aller beaucoup, beaucoup plus loin. En fait, la Golf TDI Diesel propre vous permettrait de faire un aller-retour Montréal – Toronto avec un seul plein*. Rien de moins.

Et comme si ce n'était pas assez, précisons que le diesel a fait du chemin depuis les dernières années. Le carburant est plus propre que jamais, et il est maintenant à faible teneur en soufre. Finalement, en toute humilité, disons que notre moteur TDI Diesel propre est une merveille.

Nous pourrions parler toute la journée du taux exceptionnellement bas d'émissions de CO_2. Ou de ses performances à couper le souffle. Disons simplement qu'il est une source de fierté pour nous.

Et pour tous les conducteurs de TDI Diesel propre qui parcourent les kilomètres en voyant s'envoler le prix de l'essence le sourire aux lèvres.

Visitez vw.ca ou venez nous en parler en personne chez votre concessionnaire Volkswagen.

Das Auto.

TDI® Diesel propre

Golf

Golf familiale

Jetta

Touareg

© Volkswagen Canada 2011. *Selon les données de consommation du gouvernement du Canada. Distance approximative sur route avec une consommation de 4,6 L/100 km pour la Golf 5 portes TDI Diesel propre 2011 et la Golf familiale TDI Diesel propre 2011 avec boîte automatique et un réservoir de carburant d'une capacité de 55 L. Consommation en ville de 6,7 L/100 km. Données fournies à titre d'estimation seulement. Votre consommation peut varier en fonction des conditions routières, des habitudes de conduite et de l'équipement. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « Golf », « Jetta », « Touareg », « TDI » et « TDI Diesel propre » sont des marques déposées de Volkswagen AG. « Das Auto et dessin » est une marque de commerce de Volkswagen AG. Visitez vw.ca ou votre concessionnaire pour plus de détails.

LA PESTE ATOMIQUE

Tout ce qui arrive du Japon est testé partout dans le monde

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Même si l'intensité des radiations enregistrées au Japon reste à des années-lumière de celles de Tchernobyl, les produits et les gens en provenance de l'archipel inspirent soudain la méfiance un peu partout dans le monde. À l'intérieur même du pays, les travailleurs qui ont risqué leur santé à la centrale pourraient carrément se voir abandonnés par leurs concitoyens terrifiés. Car l'histoire a montré que les victimes d'accidents nucléaires vivent souvent un deuxième drame : l'exclusion.

Dans des dizaines d'aéroports du monde, les passagers en provenance du Japon doivent se soumettre à un contrôle de plus : un test de radioactivité.

Inquiets des fuites à la centrale nucléaire de Fukushima, plusieurs pays inspectent aussi les bagages, les cargaisons ainsi que les avions et les bateaux en provenance de l'archipel. Cela rappelle la chasse aux passagers grippés qui a marqué l'époque du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et de la grippe aviaire.

De Chicago à Séoul en passant par Paris, les voyageurs et leurs bagages passent à travers des détecteurs de radiations ultrasensibles, qui sonnent comme des détecteurs de métal.

Après l'Union européenne et la plupart des pays d'Asie, les États-Unis entreprennent même de tester les fruits, les légumes, la viande et le poisson importés du Japon. La Malaisie veut aussi inspecter les céréales, les boissons et les conserves. « Si on découvre qu'il y a eu contamination, nous retarderons les importations et ferons des saisies », a par ailleurs précisé un officiel thaï à l'agence de presse Bloomberg.

Dans la foulée, le magazine automobile *Inside Line* a cru bon d'interviewer Honda, Toyota et Nissan pour s'assurer que leurs voitures ne sont pas radioactives !

« Il ne faut pas accabler davantage les Japonais en exagérant les dangers à l'extérieur de la centrale. Ils ont déjà assez de problèmes », se désole Lysanne Normandeau, physicienne responsable de la radiosécurité à l'hôpital Notre-Dame.

D'après elle, les étrangers exagèrent. La situation au Japon n'a rien à voir avec Tchernobyl, rappelle-t-elle, puisqu'on n'y signale aucun rejet massif dans l'atmosphère. « Si la situation reste stable, seuls les environs immédiats de la centrale seront atteints, dit-elle. Et je ne pense pas que les Japonais vont vendre ce qui a poussé juste à côté de la clôture ! »

Malgré tout, cette semaine, la peur a fait dégringoler la valeur des actions des entreprises alimentaires japonaises qui tirent plus de 20 % de leurs revenus à l'étranger.

Des pestiférés

Pour M^me^ Normandeau, tester tous les passagers en provenance du Japon est tout aussi excessif.

> « Cela me fait penser à la réaction qu'on avait vis-à-vis des gens atteints du sida dans les années 80. Par ignorance, certains craignaient de contracter le virus en les touchant. »

De faibles taux de radioactivité ont bien été détectés dans les bagages, sur les chapeaux ou les manteaux de plusieurs dizaines d'entre eux, tant à Chicago, à Taïwan et en Corée du Sud. Mais jamais plus d'un microsievert, une dose plusieurs fois supérieure à la normale, mais tout de même infime. « Ça se disperse en l'époussetant ; sinon, le vent et la pluie s'en chargent », dit-elle.

Le problème, c'est que les radiations n'ont pas de goût, pas d'odeur, pas de couleur, et que leurs effets sont mal compris, dit Camillo Zacchia, psychologue à l'Institut universitaire en santé mentale Douglas. « Ça me fait penser à la réaction qu'on avait vis-à-vis des gens atteints du sida dans les années 80, dit-il. Par ignorance, certains craignaient de contracter le virus en les touchant. »

Au Japon même, les secouristes et les travailleurs de la centrale – dont quelques dizaines auraient été irradiés – risquent de connaître le même sort. Bien qu'ils aient été évacués rapidement, les résidants de la zone interdite pourraient aussi apeurer leurs compatriotes dans les prochains mois.

Les victimes d'Hiroshima et de Nagasaki le savent trop bien. Irradiées après l'explosion de bombes nucléaires à la fin de la Seconde Guerre mondiale, elles ont peiné toute leur vie à trouver un emploi ou un conjoint. Même à Tokyo, 50 ans plus tard, leurs enfants et leurs petits-enfants souffrent encore de discrimination, révèle un reportage du quotidien *Japan Times*. Chiyono Yoneda y raconte que ses nouveaux voisins ont jeté aux poubelles les racines de lotus qu'elle leur avait offertes. Et que sa fille a dû rompre avec son fiancé parce que sa belle-famille était convaincue qu'elle accoucherait d'un enfant difforme.

On plus de « terreur » que de sympathie, a-t-elle expliqué.

Jusqu'à leur mort, des milliers de victimes des bombes ont donc gardé le secret sur leur passé, même si cela les a empêchées de toucher l'allocation versée par le gouvernement aux *hibakushas* (une étiquette signifiant « victimes de l'explosion »).

« La simple crainte de contracter une maladie provoque déjà beaucoup de détresse, explique Camillo Zacchia. À la base, les malades ont besoin d'être entourés. Quand tout le monde vous traite au contraire en lépreux, ça accentue l'impression que vous souffrez de quelque chose de terrible et, par ricochet, l'anxiété et la dépression. »

Pour éviter que ce scénario se produise avec les héros des centrales japonaises, la population devra être soigneusement informée sur les émissions de radioactivité et les risques réels, estime le psychologue. « C'est essentiel pour contrer les mythes nourris par la peur, dit-il. Quand le danger est nouveau, qu'on ignore comment s'en protéger, on se sent plus vulnérable et l'évitement devient naturel. »

Jusqu'à présent, plusieurs voix se sont déjà élevées pour dénoncer le manque d'information. Des dirigeants de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se sont carrément rendus au Japon parce qu'ils n'obtenaient pas assez de détails sur les taux de radioactivité enregistrés.

En attendant, le vide laisse beaucoup de place aux rumeurs et aux reportages alarmistes, qui alimentent la paranoïa ambiante. Et les préjugés de demain.

1 PHOTO ARCHIVES AFP

2 PHOTO REUTERS

3 PHOTO KIM KYUNG-HOON, REUTERS

1 > Dans les rues d'Hiroshima en 1948. Des enfants se protégeaient des radiations avec de modestes masques sur la bouche.
2 > À Bangkok, une employée inspecte des bagages en provenance du Japon.
3 > Un homme pousse son vélo au travers d'un champ de détritus laissés pêle-mêle par le tsunami de la semaine dernière dans la ville de Rikuzentakata.

« Si j'utilisais une chaise, personne ne voulait s'y asseoir… »

En 2006, 20 ans après la catastrophe de Tchernobyl, des milliers de victimes se plaignaient toujours d'avoir été ostracisées par leurs pays. Notre journaliste était alors allée à leur rencontre. Cinq ans plus tard, elle puise à nouveau dans ses carnets pour nous relater ce qu'ils lui avaient confié à ce sujet.

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Olena avait été abandonnée par sa grande mère terrorisée. Viktor, avec sa tête chauve, faisait fuir les clients dès qu'il entrait dans une boutique. Nadezhda ne trouvait plus personne chez qui faire des ménages.

Quand nous sommes allés à la rencontre des rescapés de Tchernobyl, en Ukraine et en Russie, l'abandon dont ils avaient été victimes leur faisait toujours aussi mal. Plus mal, parfois, que les ravages directement causés par les radiations.

Lorsque la centrale nucléaire de Tchernobyl a explosé, Olena Mokhnyk avait 8 ans. Forcés de fuir une ville soudain couverte de poussière radioactive, ses parents l'ont envoyée chez sa grand-mère, à 540 km du réacteur en flammes.

« Mais ma grand-mère a eu peur, alors elle m'a abandonnée à l'hôpital avec mes cousins », nous a raconté l'attachée politique ukrainienne lorsque nous l'avons retrouvée à Kiev.

Les médecins qui les ont lavés portaient un scaphandre, nous a précisé la jeune femme. « Ils ont fini par nous raser la tête et par nous envoyer dans un camp spécial. C'est alors que nous sommes officiellement devenus des "hérissons de Tchernobyl". »

Dans la capitale, où Olena a rejoint ses parents un an et demi plus tard, plusieurs écoles refusaient toujours les rescapés.

À 81 ans, Maria Shaparenko a des souvenirs tout aussi douloureux. Même si la zone voisine du réacteur est encore condamnée, elle est revenue vivre au milieu d'un tas de ruines. « Les gens près de Kiev voulaient tout nous interdire, comme si on avait la peste, nous a-t-elle dit en 2006. On ne pouvait même pas boire l'eau de leur puits. Leur eau sale qui moussait. »

Une réaction malheureusement courante. « Deux ans après l'accident, j'étais encore totalement chauve. Quand j'entrais dans un magasin, les gens sortaient aussitôt, comme si je portais malheur », nous a en effet relaté le Moscovite Viktor Birkoun, qui a miraculeusement survécu au syndrome d'irradiation aiguë.

Comme tous les grands irradiés, ce pompier a longtemps terrorisé ses compatriotes, même s'il s'est sacrifié pour eux. « À l'hôpital, nos lettres étaient détruites tellement elles étaient radioactives. Ils ont même construit des canalisations de toilettes spéciales pour nous ! Si j'utilisais une chaise, plus personne ne voulait s'y asseoir… »

Vingt ans plus tard, la peur ne s'est pas complètement estompée, en Ukraine comme en Russie. « Les gens ne veulent plus acheter nos récoltes par crainte qu'elles soient contaminées. Je ne peux même plus faire des ménages ! Les industries et les gens instruits ont fui la contamination. Tous nous ont oubliés », se désolait Nadezhda Kosenchouk dans un taudis du village de Zorin, à quelques kilomètres de la zone interdite.

L'oubli. C'est ce dont se plaignait le plus la grande majorité des 600 000 hommes ayant bravé pendant quatre ans les radiations pour gérer l'après-catastrophe. Leurs chefs avaient obtenu de fortes indemnités. Eux avaient été parqués dans les HLM d'une banlieue de Kiev, avant d'être désertés par leurs femmes qui ne voulaient pas vieillir avec un invalide.

> « Nous sommes des mendiants ! Personne ne veut nous employer parce que notre santé est fragile. Nous leur faisons peur. »
>
> – Valentina Gorshkova

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le taux de suicide a quadruplé chez tous ces hommes, seuls et traumatisés. Plusieurs se sont tiré une balle dans la tête, se sont pendus ou immolés. « Le déracinement a souvent fait plus mal que les radiations », nous a dit la biologiste et journaliste américaine Mary Mycio, dont le livre *Wormwood Forest* raconte comment la nature renaît dans la zone morte.

Pour elle, comme pour l'OMS, la plupart des décès et des maladies ont mille autres causes que la radioactivité : stress, tabac, alcoolisme, pauvreté… « La catastrophe a rendu les gens fatalistes, a-t-elle précisé. Ils boivent, fument. Rien d'étonnant à ce qu'ils tombent malades. »

« Nous sommes des mendiants ! Personne ne veut nous employer parce que notre santé est fragile. Nous leur faisons peur », nous a dit Valentina Gorshkova tandis qu'un voisin ivre peinait à ouvrir sa porte. « C'est plein d'alcooliques ici, a-t-elle commenté. C'est la seule façon de rester en vie… »

Même à Kiev, en 2006, certains parents dissuadaient encore leurs enfants de fonder une famille avec des évacués. « La vieille génération pense que nous sommes infertiles ou accoucherons de bébés difformes, s'est souvent désolé Olena Mokhnyk. Mais heureusement, mon copain s'en moque en disant que je brille dans le noir. »

Pour lire l'intégrale des témoignages recueillis à l'époque, allez sur cyberpresse.ca/tchernobyl

4 PHOTO ARCHIVES AFP

5 PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

4 > Le réacteur n° 4 de la centrale de Tchernobyl, le mois dernier.
5 > Les Ukrainiens continuent de subir des tests de radioactivité, même 20 ans après l'explosion de la centrale.
6 > Une affiche annonce : « Halte ! Zone interdite » à la frontière de la zone d'exclusion de 30 km aux alentours de l'ancienne centrale de Tchernobyl.

DES CHAMPS ET DES FORÊTS EMPOISONNÉS

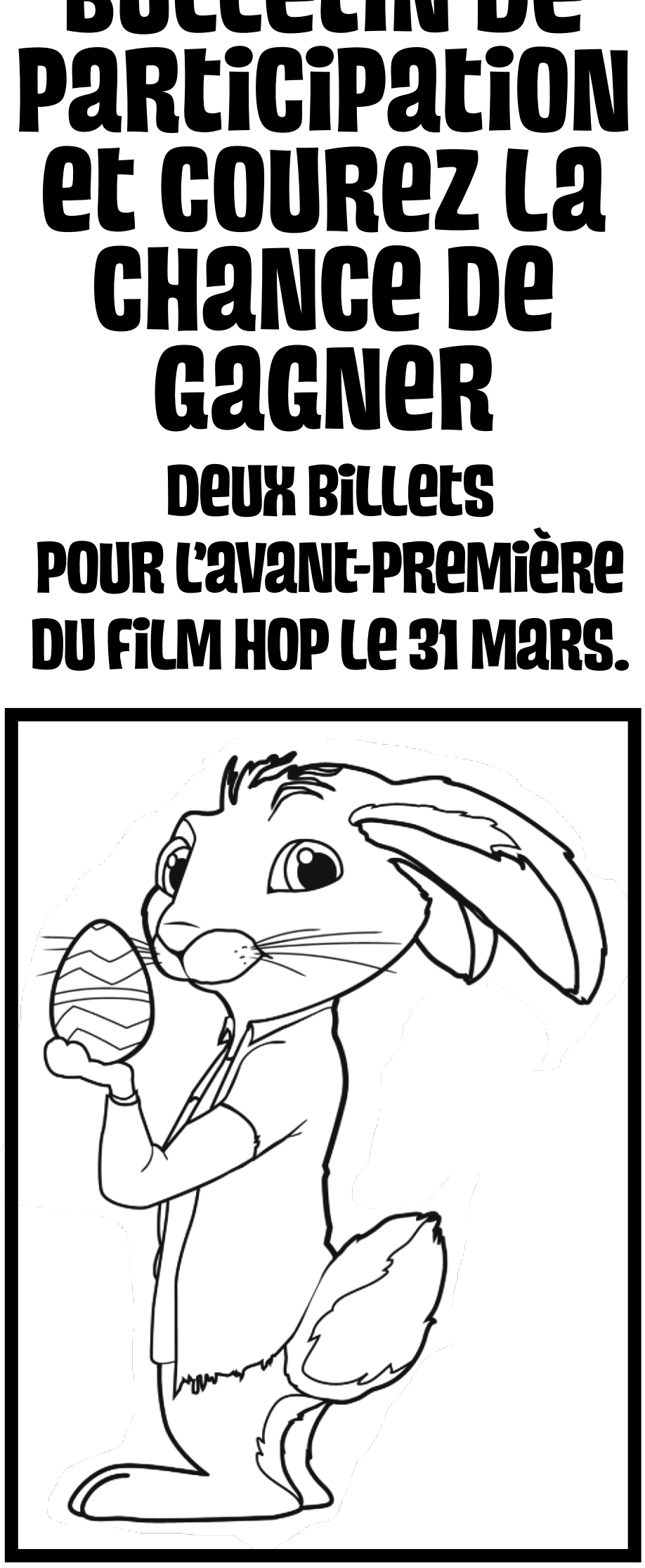
Après l'explosion de la centrale de Tchernobyl, des dizaines de milliers de kilomètres carrés de champs, de lacs et de forêts ont été empoisonnés en Ukraine et en Biélorussie. Quantité d'enfants ont été contaminés en buvant du lait (les vaches avaient mangé l'herbe couverte de rejets radioactifs). Encore aujourd'hui, manger des baies, des champignons ou des légumes locaux est dangereux. Les récoltes resteront radioactives pendant des décennies puisqu'une énorme quantité de poussière radioactive a pénétré dans l'eau et le sol et que les animaux d'élevage qui s'en nourrissent sont contaminés à leur tour. Résultat : 80 % de la contamination actuelle provient de l'alimentation. Chaque année, les marchés de Moscou font ainsi détruire quelques centaines de kilogrammes d'aliments radioactifs. L'État est vigilant parce que chaque dose de substances radioactives ingérée augmente légèrement le risque de cancer.

– Marie-Claude Malbœuf

6 PHOTO GENYA SAVILOV, AFP

Coloriez ce bulletin de participation et courez la chance de gagner

Deux billets pour l'avant-première du film HOP le 31 mars.



Information sur le concours :

Il suffit d'apporter votre bulletin de participation colorié au magasin Winners de la **Place Alexis Nihon (1500, avenue Atwater)** ou au magasin Winners/HomeSense de **Fairview Pointe-Claire (6801, route Transcanadienne)**, le samedi 26 mars pour obtenir une chance de gagner deux billets pour la projection en avant-première du film HOP. Arrivez tôt car le nombre de billets est limité. Les portes des deux magasins ouvrent à 9 h. La répresentation aura lieu au AMC Forum 22, situé au 2313, rue Sainte-Catherine Ouest. S'il ne reste plus de billets, vous aurez encore une chance de gagner ! Tous les bulletins de participation dûment remplis seront admissibles au tirage d'une séance de magasinage Winners/HomeSense de 2 500 $.

*Ce concours s'adresse aux résidents en règle du Canada ayant atteint l'âge de la majorité. Les bulletins de participation seront acceptés jusqu'à la fermeture du magasin de la Place Alexis Nihon ou de Fairview Pointe-Claire, le 26 mars 2011. Aucun achat requis. Un seul bulletin de participation par personne. Le grand prix consiste en une (1) carte-cadeau Winners/HomeSense de 2 500 $. Les 50 premiers participants de chaque magasin recevront également deux billets pour assister à l'avant-première du film HOP. Le prix est incessible et ne peut pas être échangé contre de l'argent comptant. Pour connaître les modalités du concours, veuillez consulter le règlement en magasin.

HOP À L'AFFICHE LE 1ER AVRIL

Nom : _____

Adresse : _____

_____

Ville : _____ Code postal : _____

Courriel: _____ Tél. : _____

☐ Oui, veuillez m'inscrire sur la liste de diffusion de Winners.

☐ Oui, veuillez m'inscrire sur la liste de diffusion de HomeSense.

UNIVERSAL UNIVERSAL STUDIOS

WINNERS MD

HOMESENSE MD

MON_LA_PRESSE

POLITIQUE

PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

La ministre Bev Oda, hier, refusant de répondre aux questions des journalistes après son témoignage devant le comité de la procédure.

Bev Oda devant le comité de la procédure

L'opposition exige encore la tête de la ministre

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — Malgré ses explications et ses excuses, les partis de l'opposition à Ottawa continuent de réclamer la démission de la ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, qu'ils accusent d'avoir menti aux parlementaires.

Mme Oda comparaissait hier devant le comité de la procédure, qui doit évaluer si le gouvernement et la ministre ont commis des outrages au Parlement. La semaine dernière, le président de la Chambre, Peter Milliken, a jugé que les privilèges parlementaires avaient été bafoués dans deux dossiers et renvoyé la question au comité.

La décision d'annuler le financement de l'organisme Kairos ne venait pas d'une directive du bureau du premier ministre, a martelé hier la ministre Oda, qui s'est excusée ouvertement de la « confusion » qui a pu être causée par ses différentes déclarations sur le sujet.

En comité parlementaire, en décembre dernier, la ministre avait dit qu'elle ne savait pas qui avait ajouté, au crayon, la mention « NOT » dans un document officiel de l'Agence canadienne de développement international, annulant ainsi la recommandation des fonctionnaires, qui approuvaient un financement de 7 millions de dollars à l'organisme chrétien d'aide humanitaire. Or, hier, la ministre a indiqué avoir appris le lendemain de sa comparution que c'est Stéphanie Machel, sa chef de cabinet de l'époque, qui avait fait le changement – celle à qui, précisément, Mme Oda dit avoir demandé de le faire.

« Sur quelle planète vivez-vous, madame la ministre ? Vous êtes soit une très mauvaise ministre, ou une très mauvaise menteuse. »
– Pat Martin, député néo-démocrate

L'opposition indignée

« J'ai posé une question le 9 décembre. La ministre a su la réponse le lendemain, mais ça a pris 90 jours, des tonnes de questions en Chambre, deux motions de privilège, et il a fallu la traîner de force devant ce comité pour finalement obtenir le nom de la personne qui a modifié le document, a dit le député libéral John McKay. C'est typique de ce gouvernement. L'opposition doit utiliser tous les moyens possibles afin d'obtenir la vérité. Ça vient confirmer l'outrage au Parlement. »

Indigné, le député néo-démocrate Pat Martin a estimé que la ministre avait induit la Chambre en erreur « par omission ». Sa défense, à son avis, ne tient pas la route. Les députés de l'opposition rejettent l'argument selon lequel c'est une « pratique courante » de modifier au crayon un document officiel pour annuler une recommandation.

« Sur quelle planète vivez-vous, madame la ministre ? a lancé M. Martin en comité. Vous êtes soit une très mauvaise ministre, ou une très mauvaise menteuse. »

Mme Oda a maintenu qu'elle avait fondé sa décision de refuser le financement de Kairos sur des critères d'utilisation optimale de l'argent des contribuables.

Elle a indiqué ne pas avoir discuté de la question avec le ministre de l'Immigration, Jason Kenney, qui a affirmé dans un discours, à l'automne 2009, que Kairos s'était vu retirer son financement parce qu'il s'agissait d'une organisation antisémite.

C'est cet élément qui pousse les partis de l'opposition à continuer de croire que la décision vient de plus haut.

« Ma thèse, c'est que le premier ministre a pris la décision après que la ministre ait signé, a dit le leader parlementaire du Bloc québécois, Pierre Paquette. Mais c'est la responsabilité de la ministre, donc elle doit démissionner. Elle a menti et elle a falsifié un document. »

« Mauvaise interprétation »

Le député Tom Lukiwski, le porte-parole du gouvernement conservateur dans le dossier, estime que la comparution de la ministre devant le comité a réussi à dissiper toute confusion, laquelle découle à son avis d'une « mauvaise interprétation » de la situation par les députés de l'opposition.

« Je pense que, quoi que la ministre ait pu dire, rien n'aurait fait changer d'avis les membres de l'opposition, a toutefois déploré M. Lukiwski. Leur idée était faite et tout ce qu'ils veulent, c'est accuser le gouvernement et la ministre d'outrage au Parlement. »

À l'issue de sa comparution, la ministre a refusé, comme elle le fait depuis le début de cette controverse, de répondre aux questions des journalistes. Elle ne répond d'ailleurs pas non plus à celles des députés.

EN BREF

Financement électoral controversé au PC : le procès reporté en juin

L'affaire concernant quatre dirigeants du Parti conservateur qui font face à des accusations entourant la stratégie de financement électoral dite du « in-and-out » a été repoussée à juin, soit bien après de possibles élections. Ce système financier fait l'objet de disputes juridiques entre Élections Canada et le Parti conservateur. Les avocats de la défense ont demandé une pause de trois mois pour étudier près de 27 000 pages de preuves. Ce délai a été octroyé hier par la Cour de justice de l'Ontario avec l'accord de la poursuite. Élections Canada, avec l'appui du Directeur des poursuites publiques, a déposé des accusations contre le parti et quatre de ses dirigeants le mois dernier, en lien avec des dépenses non autorisées qui excéderaient de 1,3 million la limite permise de 18,3 millions. Les conservateurs affirment que le transfert d'argent entre la campagne nationale et les campagnes locales était une pratique répandue et légale en 2006. Ils qualifient le dossier de « dispute administrative vieille de cinq ans ». Élections Canada soutient toutefois que ce système a permis au parti national de dépasser sa limite de dépenses grâce aux réclamations, par des candidats locaux, de remboursements pour des dépenses qu'ils n'avaient pas effectuées. Deux sénateurs conservateurs, Irving Gerstein et Doug Finley, qui étaient directeur de campagne et responsable des collectes de fonds pour le parti, comptent parmi les personnes visées. – La Presse Canadienne

Pour en finir avec les nids-de-poule

STÉPHANE LAPORTE
COLLABORATION SPÉCIALE
CHRONIQUE

Dans mon jeune temps, il n'y avait pas de nom pour ça. On roulait dans la grosse Impala de papa ; soudain, ça brassait, ma mère disait : « C'est quoi, ça ? » Mon père répondait : « J'sais pas… » On venait de frapper un j'sais pas. Voilà. Sujet clos. On continuait notre chemin.

À cette époque, Montréal était renommé pour l'Expo, les Expos, les Jeux olympiques et les Coupes Stanley du Canadien. Pas pour les trous dans les rues – plutôt pour les trous dans les budgets. Mais ça, c'est une autre histoire.

Puis, quelque part dans les années 90, le problème est devenu si important qu'une expression est née pour décrire les j'sais-pas de papa. Qui l'a trouvée ? J'sais pas. Un animateur de *La semaine verte* ? Marc Drouin ? Guy Mongrain ? Mystère. Toujours est-il que tous les présentateurs de bulletins d'informations, les reporters, les chroniqueurs, les politiciens, se sont mis à nous parler nids-de-poule.

Montréal est couvert de nids-de-poule ! Prolifération de nids-de-poule ! Attention aux nids-de-poule ! Comment éviter les nids-de-poule ! Il faut vaincre les nids-de-poule ! Moi, ça m'a pris du temps avant de comprendre. Pour le citadin que je suis, les poules ne pondent pas dans des nids, les poules pondent dans des poulaillers. Et les poulaillers ne se situent pas au milieu de la rue Sainte-Catherine, mais au milieu de la campagne.

Les trous dans les rues d'une cité n'évoquent pas pour moi des références de fermier. J'aurais eu plus tendance à appeler ça des cratères routiers, des cavités urbaines, des empreintes de King Kong. Un terme qui fait *big*. Un terme qui fesse. Un terme béton.

Ben non, ce sont des nids-de-poule, ma grande ! Si je m'attarde à la désignation du problème, c'est qu'elle n'est peut-être pas étrangère au fait que le fléau ne se règle jamais. Comment prendre au sérieux une situation qui porte un nom aussi bucolique ?

Menace nucléaire au Japon ! Tuerie en Libye ! Épidémie de choléra à Haïti ! Nids-de-poule à Montréal ! La collecte ne sera pas forte pour les Montréalais.

Il faut se rendre à l'évidence, notre tracas n'a rien d'une catastrophe. Cessons donc de paniquer tous les printemps. C'est de même, c'est de même. Il y a des trous dans les rues de Montréal, comme il y en a dans le gruyère. Acceptons-le. Arrêtons de faire croire qu'on va régler le problème. Qu'on va en venir à bout. C'est faux. Notre asphalte est *cheap* et le restera. On n'a pas les moyens de se faire des rues en marbre. Donc le gel et le dégel provoqueront toujours des fossés dans nos rues. Au lieu de s'en plaindre, il faut en être fier.

Faisons de nos nids-de-poule des attraits touristiques. Organisons le Red Bull Crash Nids-de-poule dans les rues de la métropole. Devenons la destination de tous les conducteurs extrêmes. Oubliez le Paris-Dakar ! Vous voulez un défi ? Vous voulez tester votre endurance ? Vous voulez une grande aventure ? Soyez un survivant, roulez à Montréal au printemps ! Après deux heures à tourner en rond dans la ville, traversez le pont Champlain à vos risques et périls.

Nos trous deviendront des objets de curiosité. Les touristes accourront pour se faire photographier les deux pieds dedans. On pourra vendre des morceaux de nid-de-poule en souvenir, comme on vend des morceaux du mur de Berlin. Il est temps de réaliser que nos nids-de-poule, ce n'est rien de moins que de l'art contemporain. Chacun d'eux est une installation. On devrait demander à Google de les photographier pour en faire une carte virtuelle. Chaque nid-de-poule pourrait être commandité. Le nid-de-poule St-Hubert, le nid-de-poule Loto-Québec, le nid-de-poule Chez Parée.

Quand on ne peut régler un problème, il faut s'en servir. Venise n'a jamais essayé d'assécher la ville. Les Vénitiens se sont adaptés. Et ils ont troqué leur Fiat contre une gondole. Les Montréalais doivent les imiter. Cessons de boucher les trous, c'est toujours à refaire. Acceptons notre ville comme elle est, avec son acné routière. Parlons d'autre chose. Et surtout, regardons ailleurs.

Le printemps arrive demain. Avez-vous vu des nids d'hirondelle ?

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2010 et 2011 Cruze et Aveo. 1. Les produits et services d'assurance sont distribués par William E. Burrowes Inc. (Burrowes, Courtiers d'assurances). Pour connaître les conditions exactes, les restrictions et les extensions de garantie ou pour de plus amples renseignements, visitez le site www.burrowes.ca. Certaines conditions d'admissibilités s'appliquent. L'offre est valide jusqu'au 30 avril 2011. ▲ Les étudiants ou les diplômés récents sont admissibles à un rabais de 500 $ (taxes incluses) applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule Chevrolet 2010, 2011 ou 2012 neuf admissible livré entre le 4 janvier 2011 et le 3 janvier 2012. Pour obtenir tous les détails du programme, y compris l'admissibilité des demandeurs et des véhicules, passez chez votre concessionnaire participant ou consultez le site primegmpouretudiants.ca. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau – Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

ACTUALITÉS

Troquer le couteau contre le micro

Des ados incarcérés à Cité-des-Prairies lancent un disque de hip-hop

CAROLINE TOUZIN

« C'est mon *hood life*/Une autre mauvaise nouvelle/Un autre se fait piquer/Une vie pas faite pour tout le monde/Un monde de chacun pour soi/La plupart agissent/Après, ils pensent. »

Un mercredi soir du mois de mars. Les paroles de D.P.* résonnent dans l'auditorium aux trois quarts vide de Cité-des-Prairies. On a rarement vu un lancement de disque aussi peu couru. Et c'est voulu.

Ici, dans l'établissement où sont incarcérés les jeunes délinquants les plus durs de Montréal, c'est une question de sécurité. Ces adolescents de 16, 17 ou 18 ans ont commis des crimes odieux: meurtre gratuit, viols en série et autres voies de fait graves.

Ce soir, une dizaine d'entre eux sont sagement assis dans les deux premières rangées. Une poignée d'éducateurs les encadrent. Ils n'avaient pas le droit d'inviter d'amis de leur quartier (*hood*) ni même les autres pensionnaires de Cité-des-Prairies. Trop de potentiel explosif.

Seuls les parents avaient le droit de venir. Rares sont ceux qui ont répondu à l'invitation. Ils ont l'habitude de voir leurs garçons menottés à la cour. Des enfants sur lesquels ils n'ont plus d'ascendant. Certains parents ont jeté l'éponge. D'autres ont trop honte. Ce soir, ils auraient pourtant de quoi être fiers.

« Ce n'est pas parce que la société te perçoit comme un danger public que tu ne feras rien de bon dans la vie. »
– Claudine Turcotte, éducatrice

Séance d'écriture

Le projet de disque a germé l'automne dernier dans la tête d'une éducatrice du centre jeunesse, grande amatrice de hip-hop. Chaque vendredi, Claudine Turcotte cherchait des idées originales pour son atelier de discussion. Un soir, elle a organisé une séance d'écriture pour que les garçons jettent leurs émotions sur papier. Le résultat l'a étonnée.

« Ce sont en majorité des gars de gang de rue. Certains ne sont pas capables d'exprimer la tristesse, l'abandon, la colère autrement que par la violence », dit l'intervenante. Elle a réussi ce qui semblait impossible: leur faire troquer leur couteau contre un stylo et un micro.

L'éducatrice a fait jouer ses relations dans le monde du hip-hop pour trouver un studio professionnel qui accepterait de donner une chance aux adolescents.

En janvier, avec l'appui du centre jeunesse de Montréal et beaucoup de débrouillardise, les 10 garçons qui avaient écrit les meilleurs textes ont enregistré *P.D.C. La face cachée de la rue*.

P.D.C., pour Cité-des-Prairies à l'envers. Mais aussi pour Public Danger Crew. « Ce n'est pas parce que la société te perçoit comme un danger public que tu ne feras rien de bon dans la vie. Les gars voulaient montrer qu'ils sont capables de faire des trucs bien aussi », souligne l'éducatrice.

Les lois de la rue

Charly est incarcéré à Cité-des-Prairies depuis un an. C'est en écrivant *Kill the Pain* qu'il a exprimé pour la première fois des regrets pour sa victime. Dans l'univers de la vente de drogue, plusieurs de ses amis se sont fait tuer. Un soir, c'est lui qui a commis l'irréparable.

« C'est difficile d'accepter que j'ai causé la mort de quelqu'un. Ça risque d'être toujours difficile », raconte le jeune homme de 18 ans. Dans sa chanson, il dit qu'il se sent mort à l'intérieur; que la douleur est en train de le tuer.

À 13 ans, il vendait des cigarettes volées à l'école secondaire. À 17 ans, il avait toujours au moins 2000$ dans les poches, fruits de la vente de stupéfiants. Il ignorait jusqu'alors le prix à payer. « Dans ce monde-là, un jour, tu peux être agresseur; le jour d'après, tu deviens la victime. Ça change vite. Du jour au lendemain, ça te pète dans la face », décrit le jeune homme au visage juvénile.

D.P., 18 ans, a déjà « piqué » quelqu'un (poignardé, dans le langage de la rue), et il a déjà été poignardé. « Si je n'étais pas entré à Cité, je serais mort », dit-il. Il a découvert un truc qui apaise sa violence: l'écriture.

Sa mère l'a élevé seule. Elle n'avait pas d'emploi. Elle a eu la vie dure. Lui aussi. « L'argent entre mes mains/Me permet d'oublier ma faim/Je vole pas par envie/Je vole pour ma survie », chante-t-il. Ce soir, sa mère est venue assister au lancement. « Je lui fais souvent de la peine. Aujourd'hui, elle va être fière de moi », dit D.P. avec l'enthousiasme d'un gamin.

Cru, mais nécessaire

Il y a eu plusieurs petits miracles durant la production de l'album. Deux garçons membres de gangs ennemis ont fait la trêve pour écrire un rap ensemble. Un jeune prédateur sexuel, mis à l'écart depuis son arrivée au centre en raison de la nature de ses délits, a réussi à s'intégrer après avoir composé une chanson crève-cœur sur sa vie.

L'exercice est salutaire, selon le criminologue René-André Brisebois. « Aux États-Unis, on voit beaucoup de rappeurs raconter leur vécu de la sorte. Trop souvent, on ne porte pas attention aux difficultés de ces jeunes. Même si les paroles sont crues, parfois violentes, c'est important qu'ils les verbalisent », explique cet expert en gangs de rue du centre jeunesse de Montréal.

Dans *L'enfer d'une vie*, D.P. et Charly chantent: « Je combats le diable à ma manière/Devant ce micro je pars en guerre. » À leur sortie de Cité-des-Prairies, lorsqu'ils auront purgé leur peine, qui sait s'ils ne troqueront pas pour de bon leur couteau contre un micro.

PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

La plupart des jeunes qui sont à Cité-des-Prairies ont commis des crimes odieux.

*** La loi nous interdit de publier le nom de ces jeunes contrevenants. Nous avons utilisé aux fins de ce reportage les pseudonymes qu'ils se sont donnés sur l'album.**

CYBERPRESSE.CA

HIP-HOP

Écoutez un extrait du disque à l'adresse **www.cyberpresse.ca/hiphop**

EXTRAITS

« Dans notre vie/Y a pas de soleil/J'espère que t'en as pris conscience/Que c'est par la violence/Que l'on compense toutes nos souffrances »
– Pimp dans *Y a pas de soleil*

« Ma vie est un décompte/La mort veut que j'paye mes comptes/C'est c'que les rues racontent/Il est rare que ces rues s'trompent »
– D.P., 18 ans, dans *La mort m'envie*

« I used to stole and lie/Everyday get high/I was lost in my life/And on that cold night/I made the biggest mistake of my life »
– Charly, 18 ans, dans *L'enfer d'une vie*

« On dirait que j'ai passé/Toute ma vie à sauter/Des clôtures pour me sauver »
– Kenny dans *St-Low*

BUFFET-RENCONTRE D'INFORMATION SUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LA COMMUNAUTÉ LATINO-AMÉRICAINE

CUSO-VSO est à la recherche de Canadiens et Canadiennes d'origine latino-américaine intéressé(e)s à s'engager comme coopérant(e)s-volontaires dans des pays d'Amérique latine et des Caraïbes afin de partager leurs compétences et leur savoir auprès d'organisations locales.

Venez participer à un buffet-rencontre d'information organisé par CUSO-VSO Québec. Au menu : exposition, projection de film, conférenciers et la chaleureuse cuisine péruvienne. Vous pourrez notamment entendre les récits de coopérants-volontaires de retour de leur mission dans des pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui témoigneront de leur expérience sur le terrain.

Date: Samedi, 26 mars 2011
Heure: 13h00 à 17h00
RSVP
Lieu: Restaurant El Verde Limon
3801, rue Masson (au coin de la 18e avenue), Montréal

Saint-Michel

Présentation en espagnol et en français.

Activité gratuite.

Pour plus d'information et pour inscription:
evenements@cuso-vso.org

CUSO-VSO.ORG
UN MONDE DE VOLONTAIRES

Le printemps arrive encore plus vite en Acura.

TL 2011

398$* PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS

PAIEMENT	COMPTANT
398$	5 598$
528$	0$

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR **INCLUS**

TSX 2011 | RDX 2011 AVEC SH-AWD | MDX 2011 AVEC SH-AWD

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS
348$*

PAIEMENT	COMPTANT
348$	5 598$
478$	0$

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS
488$*

PAIEMENT	COMPTANT
488$	4 668$
598$	0$

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS
588$*

PAIEMENT	COMPTANT
588$	6 898$
748$	0$

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR **INCLUS**

ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain
St-Léonard
514 362-2872

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
450 682-4050

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau
Brossard
450 659-1616

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
450 435-4455

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
514 340-1344

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777

ACURA
DEVANT.
acuraquebec.ca

L'acheteur avisé lit les petits caractères : * Offre d'une durée limitée du 1er mars au 31 mars 2011 applicable à la location pour usage personnel seulement des modèles neufs Acura TSX 2011 (CU2E5BJ), Acura TL 2011 (UA8F2BJ), Acura RDX 2011 (TB1H2BJN) et MDX 2011 (YD2H2BJN) par le biais de Services Financiers Honda sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 48 mois s'élève à 348 $/398 $/ 488 $/588 $ moyennant un versement initial de 5 598 $/5 598 $/4 668 $/6 898 $ ou 478 $/528 $/598 $/748 $ moyennant un versement initial de 0$ ou un véhicule de reprise d'une valeur équivalente pour le TSX/TL/RDX/MDX. Le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les frais de transport, de préparation ainsi que la taxe sur le climatiseur sont inclus. Les taxes, frais d'immatriculation et d'assurance sont en sus. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 96 000 km pour 48 mois au taux de 0,15 $/ km. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Les offres sont sujettes à approbation de crédit. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule. Valide sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails.

POLITIQUE

Scandales ou économie ?

L'opposition salive à l'idée d'élections sur les nombreux scandales touchant le gouvernement Harper, qui veut plutôt faire valoir son bilan économique

JOËL-DENIS BELLAVANCE
ANALYSE

OTTAWA — L'heure de vérité approche pour le gouvernement minoritaire de Stephen Harper. Dans moins d'une semaine, il saura s'il pourra continuer à diriger le pays ou s'il devra soumettre son bilan au jugement des électeurs.

Chose certaine, les controverses qui s'accumulent depuis quelques semaines font augmenter l'appétit des trois partis de l'opposition pour des élections générales. Le gouvernement Harper a besoin de l'appui d'un des trois partis pour assurer sa survie à la Chambre des communes.

Si les Canadiens sont convoqués aux urnes ce printemps pour la quatrième fois en sept ans, le gouvernement Harper veut se lancer en campagne en faisant valoir son bilan économique. Le ministre des Finances, Jim Flaherty, déposera son prochain budget mardi et les conservateurs joueront leurs cartes de manière à ce que le vote décisif sur leur survie aux Communes porte sur le plan budgétaire.

Mais les partis de l'opposition, en particulier le Parti libéral, tenteront de mettre fin au règne des conservateurs en mettant l'accent sur les récents scandales. Cette semaine, la liste des controverses s'est allongée.

> Le Réseau de télévision des peuples autochtones (RTPA) a révélé mercredi soir que Bruce Carson, ancien conseiller du premier ministre, se serait livré illégalement à des activités de lobbying auprès du ministère des Affaires indiennes et du bureau du ministre John Duncan pour le compte de H20 Pros, une société d'Ottawa qui se spécialise dans le traitement des eaux.

Jeudi soir, le même réseau a révélé que M. Carson, 66 ans, cherchait à obtenir des contrats pour cette entreprise qui emploie sa fiancée, Michele McPherson, 22 ans, laquelle a déjà travaillé comme « escorte ». Mis au courant de cette affaire, mercredi, le bureau du premier ministre a demandé à la GRC de faire enquête sur les activités de M. Carson.

> Lundi, la ministre des Travaux publics, Rona Ambrose, a demandé à la GRC d'ouvrir une enquête sur les agissements de Sébastien Togneri, un ancien attaché politique du ministre Christian Paradis, parce qu'il est intervenu dans le traitement d'une demande d'accès à l'information, violant ainsi la Loi sur l'accès à l'information.

PHOTO ADRIAN WYLD, LA PRESSE CANADIENNE

Stephen Harper a confirmé, hier, la participation du Canada à l'opération militaire qui vise à empêcher Mouammar Kadhafi d'utiliser ses forces aériennes pour bombarder les opposants à son régime et l'envoi de six chasseurs CF-18 en Libye.

> Le mois dernier, Élections Canada a déposé des accusations contre le Parti conservateur et quatre hauts responsables relativement à des dépenses non autorisées alléguées de 1,3 million$ durant les élections de 2006. La cause des quatre conservateurs – le sénateur Irving Gerstein, le sénateur Doug Finley et deux dirigeants du parti, Michael Donison et Susan Kehoe – devait débuter hier mais elle a été reportée en juin.

> La semaine dernière, le président de la Chambre des communes, Peter Milliken, a jugé que le gouvernement Harper a porté atteinte aux privilèges des parlementaires en refusant de lui fournir les coûts précis des ses projets de loi en matière de justice.

M. Milliken a aussi affirmé que la ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, a porté atteinte aux privilèges des parlementaires en induisant la Chambre en erreur lorsqu'elle a décidé de refuser une subvention à l'organisme caritatif Kairos.

Les partis de l'opposition se préparent à trouver M^me^ Oda et le gouvernement dans son ensemble coupables d'outrage au Parlement lundi.

> Il y a deux semaines, le ministre de l'Immigration, Jason Kenney, a été contraint de congédier un de ses collaborateurs après qu'il eut enfreint des règles parlementaires pour s'être servi de papier à lettres de député pour collecter des fonds pour le Parti conservateur.

Au cours des dernières semaines, tous les sondages publiés accordent une forte avance aux conservateurs dans les intentions de vote oscillant entre 10 et 14 points. La cascade de controverses fera-t-elle bouger les intentions de vote en faveur de l'un des trois partis de l'opposition ? Les Canadiens répondront à cette question s'ils sont convoqués aux urnes dans quelques semaines.

PRIX ÉGALITÉ

Félicitations

aux organisations lauréates!

Le quatrième gala du Prix Égalité a eu lieu le 15 mars 2011, sous la présidence de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M^me^ Christine St-Pierre.

Le Prix Égalité vise à faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec en faisant connaître les initiatives porteuses d'inspiration pour la société québécoise. Les organisations privées, publiques, parapubliques ou communautaires peuvent présenter une candidature chaque automne.

Les organisations lauréates 2011 sont :

Catégorie Modèles et comportemetns égalitaires
Femmes et production industrielle, Bécancour
La Mini-trousse d'Ella Laflamme
www.projetfpi.com

Catégorie Égalité économique
Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME), Sherbrooke
La compétence n'a pas de sexe : guide pour l'intégration et le maintien des femmes en formation et en milieu de travail traditionnellement masculin
www.cime-emploi.com

Catégorie Conciliation travail-famille
Syndicat des agricultrices du Bas-Saint-Laurent, Rimouski
Coopérative d'utilisation de main-d'œuvre agricole – Conciliation travail-famille

Catégorie Santé
Fondation de la visite, Montréal
Briser l'isolement des familles immigrantes
www.delavisite.org

Catégorie Prévention de la violence
La Traversée – Saint-Lambert
Prévention de la violence et philosophie pour enfants
www.latraversee-pvphie.com

Catégorie Pouvoir et régions
Femmes et politique municipale de l'Estrie, Sherbrooke
La Caravane municipale
www.electionsmunicipalesestrie.org

Le nouveau prix « Coup de cœur » du public a été déterminé par le vote en ligne qui s'est tenu entre le 14 février et le 10 mars 2011.

La légende d'Aigle-Doré
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Wendake
Projet finaliste dans la catégorie Modèles et comportements égalitaires

Pour obtenir plus ample information au sujet du Prix Égalité, consultez le site Web du Secrétariat à la condition féminine à l'adresse www.scf.gouv.qc.ca.

Culture, Communications et Condition féminine
Québec

Un nouvel organisme encadrera les conseillers en immigration

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Ottawa a annoncé la création d'une nouvelle agence chargée de réglementer les conseillers en immigration.

Le ministre d'Immigration et Citoyenneté Canada, Jason Kenney, a indiqué hier que ce changement améliorera l'intégrité du système.

Le but du Conseil canadien de réglementation des consultants en immigration (CRCIC) sera de protéger les immigrants des conseillers véreux ou malhonnêtes.

Jusqu'à maintenant, l'industrie s'autoréglementait sans reconnaissance officielle de la part d'Ottawa, par le biais de la Société canadienne de consultants en immigration (SCCI).

Le gouvernement fédéral faisait cependant face, depuis plusieurs années, à une série de plaintes concernant les soi-disant consultants « fantômes », qui offraient de mauvais conseils, voire des conseils frauduleux, des documents contrefaits, ou exigeaient d'être payés en argent comptant avant d'offrir des services.

Le CRCIC a été choisi à la suite d'un processus de sélection entamé en août 2010.

L'organisme a fait savoir qu'il mettra en oeuvre des mesures pour réglementer l'industrie de façon équitable et efficace.

Ce choix a cependant suscité l'ire de la SCCI, qui affirme représenter plus de 1900 consultants agréés. L'organisme s'est dit résolu à protéger les consommateurs et affirme examiner ses options après le choix du ministre Kenney.

Selon la SCCI, des vérifications internes commandées par l'organisme ont révélé que la société était bien régie et qu'elle faisait bien son travail.

EN BREF

Le CRTC facilite le changement de fournisseur

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a annoncé hier un assouplissement du processus de changement de fournisseur pour les services d'accès à l'internet, à la téléphonie sans fil, à la téléphonie résidentielle et à la télévision. Les consommateurs seront en mesure de passer d'un fournisseur à un autre en un simple appel téléphonique. Une fois qu'il aura obtenu le consentement du consommateur, le nouveau fournisseur fera le nécessaire au nom de celui-ci pour que les services soient transférés. Le CRTC exige que les transferts soient exécutés en deux jours ouvrables, sauf dans le cas du service sans fil, pour lequel la période de transfert est de deux heures et demie.
— La Presse Canadienne

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2011-03-18

Lotto MAX 02 05 10 21 25 35 49 COMPL. (C) 40

La Quotidienne 3 767 4 4302

Triplex 03 20 26 30 39

La Mini 133927

Banco 01 02 04 06 07 13 19 23 28 31 34 45 49 50 55 57 63 64 68 69

Extra 3240209

Astro Jour 03 - Mois NOVEMBRE - Année 75 - Signe TAUREAU

Vie de MILLIONNAIRE

Un million $ par année pendant 25 ans!
En vente jusqu'au 31 mars seulement.

lotoquebec.com/video

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

mazda

L'ÉVÉNEMENT ON PASSE EN MODE PRINTEMPS

MAZDA

Mazda2 GS 2011

mazda3 2011

12 995 $

+ 1 495 $ Transport et préparation.

14 490 $**

Rabais fidélité du propriétaire inclus‡.

Incluant
groupe électrique,
roes en alliage
et beaucoup plus !

La toute nouvelle mazda2 2011

0 % de financement à l'achat*

Jusqu'à 60 mois

ET

12 455 $

+ 1 495 $ Transport et préparation.

13 950 $**

- Contrôle dynamique de la stabilité
- Groupe électrique

L'ORIGINAL LE GUIDE DE L'AUTO DEPUIS 1967

MEILLEURE NOUVELLE SOUS-COMPACTE
SELON LE **GUIDE DE L'AUTO**MC 2011

Mazda3 GT 2011

L'ORIGINAL LE GUIDE DE L'AUTO DEPUIS 1967

POUR UNE 8e ANNÉE CONSÉCUTIVE
LE MEILLEUR ACHAT
SELON LE **GUIDE DE L'AUTO**MC 2011

EN PLUS D'OFFRES EXCEPTIONNELLES SUR PLACE.

PASSEZ EN MODE PRINTEMPS.

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. **VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.**

VOUS TROUVEREZ TOUJOURS *plus* CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.

POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS

*Le taux de financement à l'achat de 0 % pour 60 mois est disponible pour les Mazda2 2011 neuves. Sur approbation du crédit. Selon une entente utilisant le prix de 13 950 $ à un taux de 0 % étalé sur 60 mois avec un comptant initial de 0 $, le coût d'emprunt totalisant 0 $, les versements mensuels sont de 232,50 $, le coût totalisant 13 950 $, frais en sus. Le prix inclut transport et préparation (1 495 $). **Le prix de 13 950 $/14 490 $ annoncé pour la Mazda2 GX 2011 (B5XB51AA00)/Mazda3 GX 2011 (D4XS51AA00) inclut les frais de transport et préparation (1 495 $). La Mazda2 GS 2011 (B5SB51AA00)/Mazda3 GT 2011 (D4TY61AB00) tel qu'illustrée dans l'annonce représente un PDSF de 19 790 $/28 160 $, incluant les frais de transport et préparation (1 495 $) et la taxe d'accise sur le climatiseur (100 $). Taxes en sus pour ces offres. ‡Le rabais fidélité du propriétaire de 250 $ est inclus dans le prix annoncé. Certaines conditions s'appliquent pour le rabais fidélité. Tous les détails chez votre concessionnaire. L'immatriculation, les assurances, la TPS/TVQ, la taxe d'accise sur le climatiseur et les autres frais du concessionnaire ne sont pas inclus. Le financement à l'achat est offert par la Banque Scotia, sur approbation du crédit pour les clients éligibles seulement. Les offres sont valides entre le 15 et le 31 mars 2011, selon la disponibilité des stocks. Il se peut que le concessionnaire ait à passer une commande. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les prix sont sujets à changement sans préavis. Visitez le mazda.ca ou voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Ruth Kelly, qui est arrivée de Galway, petite ville de l'Irlande de l'Ouest, avec son amoureux Oisin, est aujourd'hui à la recherche d'un emploi d'infirmière à Montréal. « Ce sera long, difficile et coûteux. Je vais devoir passer des examens et apprendre le français. Mais si c'est ce qu'il faut pour vivre ici, je vais le faire », lance-t-elle.

Ruth, Larry, Oisin et les autres

La nouvelle vague d'immigration irlandaise touche aussi Montréal

JEAN-CHRISTOPHE LAURENCE
MONTRÉAL MULTIPLE

Il y a sept mois, Ruth Kelly est arrivée de Galway, petite ville de l'Irlande de l'Ouest, avec son amoureux, Oisin, et quelques sous en poche. Toujours en quête d'un emploi, elle est déterminée à devenir infirmière dans un hôpital de Montréal.

« Ce sera long, difficile et coûteux. Je vais devoir passer des examens et apprendre le français. Mais si c'est ce qu'il faut pour vivre ici, je vais le faire », lance-t-elle sans l'ombre d'une hésitation.

Ruth, 21 ans, fait partie des milliers de personnes qui ont quitté l'Irlande à cause de la crise économique. Alors que le pays de la Guinness se débat avec des dettes faramineuses et un taux de chômage avoisinant les 15 %, les perspectives d'avenir sont de plus en plus sombres pour les jeunes Irlandais instruits. La fuite des cerveaux n'est pas aussi grave qu'en 1989, quand le chômage était à 18 %. Mais les 130 000 personnes qui l'ont quittée entre avril 2008 et avril 2010 font de l'Irlande le pays de l'Union européenne où l'émigration est la plus forte, loin devant la Lituanie. « Des 100 personnes de ma promotion, 60 sont parties travailler en Angleterre, confirme Ruth. Ça en dit beaucoup. »

Des pays moins touchés par la récession, comme le Canada, représentent une option de plus en plus attirante pour cette génération sans emploi. Pas étonnant que l'immigration irlandaise ait augmenté chez nous de façon constante, passant de 1118 à 3000 résidents temporaires et de 180 à 600 résidents permanents par année depuis 2001.

Montréal aussi

Pour des raisons de langue évidentes, cette nouvelle vague choisit surtout Toronto, Vancouver et Edmonton. Mais Montréal n'est pas en reste. On est loin, bien sûr, du temps où les Irlandais malades et affamés fuyaient la crise de la pomme de terre et débarquaient à Grosse-Île par bateaux entiers. Mais certains semblent avoir trouvé ici le mode de vie qu'ils ne pourraient trouver ailleurs. « C'est quasiment une tradition irlandaise de venir au Québec, dit Paul Loftus, président de la chambre de commerce Irlande-Canada, qui est aux premières loges pour assister au phénomène. Beaucoup se sentent chez eux, ici. Ils se retrouvent dans la musique, la nourriture et une certaine joie de vivre. »

Dans tous les cas, les signes ne trompent pas. Depuis deux ans, Thomas Monaher a vu le nombre de messages décupler sur sa page Facebook Irish Living in Montreal. « Avant, c'était surtout des gens qui avaient des ancêtres irlandais. Maintenant, ce sont surtout des immigrants qui veulent comprendre comment ça fonctionne ici », fait-il remarquer. La Gaelic Athletic Association a aussi vu son nombre d'inscriptions augmenter de façon remarquable, si bien qu'on a créé la première équipe montréalaise de hurling (le hockey irlandais) depuis 35 ans. « J'ai dû voir au moins 15 nouveaux visages rien que l'an dernier, confirme Ronan Corbett. Pour ceux qui débarquent, c'est une façon de rencontrer des gens et de connaître le milieu… »

Il va sans dire que les vétérans de la communauté irlandaise se réjouissent de cet afflux de sang neuf. « Si on pouvait tirer parti de cette énergie dans nos activités, ce serait une très bonne chose », dit Ken Quinn, président de la United Irish Societies of Montreal, qui organise du défilé de la Saint-Patrick.

Surmonter les obstacles

Les défis n'en restent pas moins réels pour ces jeunes immigrants en quête d'une nouvelle vie. À commencer par la langue, premier obstacle de taille. Thomas Monaher assure que la plupart sont déterminés à apprendre le français. « Plusieurs vont carrément vivre sur le Plateau pour s'intégrer plus rapidement à la société québécoise. » Mais pour certains, la réalité est parfois brutale : « Quand j'étais en Irlande, j'ai entendu parler de Montréal par deux anglos du West Island ; ils ont réussi à me faire croire qu'on pouvait vivre ici sans parler français, lance Larry Green, Montréalais depuis un an et demi. Quand je suis arrivé, laisse-moi te dire que j'ai eu tout un choc ! »

D'autres déchantent quand vient le temps de trouver du travail. Si les possibilités restent plus grandes à Montréal qu'à Dublin, la quête peut s'avérer longue et ardue. Beaucoup se sont casés dans la pharmaceutique, l'aérospatiale et les nouvelles technologies, mais tous n'ont pas la chance d'être au bon endroit au bon moment. C'est le cas de Martin O'Toole, informaticien qui songe à repartir pour l'Europe, où des entreprises allemandes lui font déjà de l'œil. « Je n'avais sans doute pas les bons contacts », dit-il.

« C'est quasiment une tradition irlandaise de venir au Québec. Beaucoup se sentent chez eux, ici. Ils se retrouvent dans la musique, la nourriture et une certaine joie de vivre. » — Paul Loftus, président de la chambre de commerce Irlande-Canada

Pour faciliter le réseautage, la chambre de commerce Irlande-Canada et la Société Saint-Patrick viennent d'organiser dans un pub une soirée de rencontre entre immigrés récents et éventuels employeurs, sous l'œil complice de la ministre de l'Immigration du Québec. Paul Loftus ne saurait dire si l'opération a porté ses fruits, mais il croit que plusieurs de ces jeunes Irlandais ont peut-être quitté prématurément leur patrie. « La firme Intel vient d'annoncer un investissement d'un demi-milliard en Irlande. Les exportations ont augmenté de 12 % l'an dernier. Il y a des signes encourageants », lance M. Loftus.

Est-ce suffisant pour sonner le retour au bercail ? Pas pour Larry Green, qui vient justement de commencer ses cours de français. « Le récent changement de gouvernement donne une lueur d'espoir. Mais ça va prendre du temps. Tant que rien ne bouge là-bas, pas question d'y retourner… »

UN DÉFILÉ PLUS SÉCURITAIRE

Le 187e défilé de la Saint-Patrick, qui aura lieu demain, sera plus modeste et mieux encadré que l'an dernier, promet Ken Quionn, président de la United Irish Societies of Montreal. Vingt-cinq chars allégoriques, soit une demi-douzaine de moins que l'an dernier, défileront de midi à 15 h dans la rue Sainte-Catherine et sur le boulevard René-Lévesque à partir de la rue Du Fort. « Cette réduction vise notamment à concentrer la durée de la manifestation », explique M. Quinn. La mort accidentelle d'un spectateur, l'an dernier, a aussi forcé les organisateurs à resserrer la sécurité autour des chars, en intégrant une centaine d'agents privés au défilé. Seul du genre à n'avoir jamais connu d'interruption, le défilé montréalais de la Saint-Patrick a lieu depuis 1824, ce qui en fait le plus ancien du monde.

En savoir plus :
www.montrealirishparade.com

LIQUIDATION d'inventaire

PLUS DE 18 MILLIONS DE DOLLARS À LIQUIDER pour faire place aux nouveaux modèles 2011

FAITES VITE! 2 JOURS SEULEMENT POUR CES 5 PRODUITS

Kodak

70 en stock

ÉTAIT 129.88

49.88 après rabais

Caméra numérique de 10.2 mégapixels

M340B

Canon

44 en stock

ÉTAIT 799.88

599.88 après rabais

Appareil photo numérique reflex T1i 18-55 de 15.1 mégapixels

• Vidéo Full HD

Panasonic VIERA

ÉTAIT 998.88

498.88 après rabais

TVHD 42" plasma 1080p

TCP42U2

emachines

167 en stock

Moniteur vendu séparément.

ÉTAIT 328.88

238.88 après rabais

Ordinateur de table

• Mémoire vive de 2 Go
• Disque rigide de 320 Go
• Graveur multi, CD-R/RW et DVD-R/RW

EL1333-25C

VIDÉOTRON

Une compagnie de Quebecor Media

214 en stock

ÉTAIT 250.00

100.00 après rabais

Terminal numérique HD

• Image exceptionnelle, cinq fois plus belle et précise que l'image numérique conventionnelle
• Qualité sonore Dolby[MC] 5.1 adaptée au cinéma maison
• Capte les images panoramiques 16:9

EXPLORER 4250

-100.00 Crédit Vidéotron pour nouvel abonné HD**

0.00 Après rabais et crédit

"Dumoulin... No 1 de l'expérience client en électronique au Québec"

-Sondage Léger Marketing *L'indice de l'expérience client 2010.* Données récoltées du 13 octobre au 1er novembre 2010.

Dumoulin

1 866 588-7777

Suivez-nous sur facebook

Disponible seulement dans les succursales ci-mentionnées.

MONTRÉAL
- **Place Montréal Trust** 1500, McGill College *(niveau métro 2)*
- **Marché Central** 8990, boul. l'Acadie *(Nord de la Métropolitaine)*

EST
- **St-Léonard** 6852, Jean-Talon E. *(Langelier/Galeries d'Anjou)*
- **Lachenaie** 1200 Yves-Blais *(à côté du Cinéma Triomphe - Aut. 40 et 640)*

OUEST
- **West Island** Méga Centre des Sources *(& Transcanadienne)*
- **Vaudreuil** Méga Centre - 3218, de la Gare *(sortie 35 - Transcanadienne)*

RIVE-SUD
- **Quartier Dix30** Aut. 30, sortie 109, boul. de Rome *(Près du Rona)*
- **Brossard** 5705, boul. Taschereau *(près du Mail Champlain)*
- **Boucherville** 582, ch. de Touraine *(à côté du IKEA)*

RIVE-NORD
- **Laval** Centropolis *(à côté du Colossus)*
- **Rosemère** Place Rosemère *(entrée rue Le Bouthillier)*
- **St-Jérôme** Carrefour du Nord *(à l'intérieur du Sears)*

Cette offre d'une durée limitée s'adresse aux nouveaux clients résidentiels, aux clients numériques actuels résidentiels et aux clients du câble classique. Cette offre est conditionnelle au paiement des frais de réseau HD. L'offre est valide seulement si le terminal nouvellement acquis est de valeur supérieure au terminal déjà au dossier et que le client ne possède pas de terminal HD. Cette offre est également conditionnelle aux frais de réseau HD. Illico télé numérique et illico sur demande sont offerts là où la technologie le permet. L'offre s'applique sur le premier terminal seulement. Sujet à l'indemnité de résiliation pour le rabais consenti lors de l'achat sur l'équipement. Frais d'installation de 39,95 $ en sus. Ces frais incluent l'installation de l'ensemble des services télédistribution, Internet et téléphonie si ces services sont tous installés le même jour pour un maximum de 5 prises par visite. Installation des prises supplémentaires en sus. Les services, conditions et tarifs peuvent varier selon les régions et sont modifiables sans préavis. Taxes en sus. Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales. Certains produits sont en quantités limitées et ne sont pas disponibles dans toutes nos succursales. Les illustrations peuvent différer. **Prix et offres en vigueur jusqu'au 20 mars 2011 ou jusqu'à épuisement des stocks. Aucun bon différé. Sujet à changement sans préavis. **Les offres spéciales et promotions ne peuvent être combinées.** Détails en magasin.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre des Finances, Raymond Bachand, a été applaudi par ses collègues jeudi à l'occasion du dépôt de son budget.

« MINISTRE DU BONHEUR »

Le parcours étonnant de Raymond Bachand

DENIS LESSARD
DU BUREAU DE QUÉBEC

Rusé, Robert Bourassa avait visé la jugulaire. La question paraissait simple, mais elle était technique: « Quelle est la marge de manœuvre du Québec, monsieur Johnson? » À CKAC, cet affrontement entre Pierre Marc Johnson et Robert Bourassa était un temps fort de la campagne électorale de 1985.

Nerveux, désespéré, l'éphémère premier ministre péquiste se tourne vers celui qu'il a tenu à amener dans le studio: Raymond Bachand, son meilleur ami et principal conseiller. Dirigeant d'entreprise, il a en poche son doctorat de Harvard... mais pas davantage de réponse.

Plusieurs secondes de silence... Et Bourassa achève ses victimes avec un rictus: « On ne peut pas diriger le Québec sans savoir ça! » se souvient, amusé, le sénateur Jean-Claude Rivest.

Vingt-cinq ans plus tard, Raymond Bachand connaît bien la marge de manœuvre financière du gouvernement québécois. C'est même lui qui, maintenant, la détermine, à titre de ministre des Finances. Est-il prêt désormais à diriger le Québec?

Avec le temps, son sens de la répartie ne s'est guère amélioré – il n'aura jamais « l'instinct du tueur ». « Je ne suis pas spectaculaire, je ne donne pas beaucoup de clips aux médias », a-t-il reconnu cette semaine dans un entretien accordé à *La Presse*.

Humilité mal placée: les médias ont déjà fait leurs choux gras de ses déclarations. Il avait fait sourire quand il avait dit que son premier budget serait l'équivalent d'une « révolution culturelle ». Il avait même ajouté: « La finalité n'est pas d'équilibrer le budget, c'est d'être heureux comme peuple. » Un mois plus tard, son budget augmentait la TVQ, les droits de scolarité, les factures d'électricité. Il imposait une contribution santé. Si c'est ça, le bonheur...

« Je suis devenu le ministre du Bonheur », dit-il, amusé. Ce n'est pas si loufoque: « La Constitution américaine précise que la mission du gouvernement est... la recherche du bonheur! »

Il s'en est fallu de peu, toutefois, pour que le Québec rate son rendez-vous avec la félicité. Patron de Culinar, au début des années 90, Bachand passe bien près d'acheter la « division confitures » du groupe Vachon. « J'ai failli devenir... confiturier! »

Étonnant

Affable, à la fois studieux et pince-sans-rire, de petite stature, Raymond Bachand est un étonnant politicien. « Ce n'est pas une bête politique, mais il dit ce qu'il a à dire. Un *straight shooter* », chuchote-t-on aux Finances. Ces mandarins malmenés par Monique Jérôme-Forget ont applaudi son arrivée. « Respectueux », Raymond Bachand n'est pas dogmatique. Son cabinet a passé le message: le patron veut faire les bons gestes, sans calcul politique.

Bachand est « exigeant, pointilleux, demandant. Mais c'est facile de travailler avec lui. Il n'y a pas de gestion par crise, ici », raconte aujourd'hui André Sormany, un vieil ami, expéquiste lui aussi, que Bachand a imposé comme chef de cabinet aux Finances. Exaspéré, il peut être caustique, toutefois: « Avez-vous remarqué qu'on vient de traverser la pire crise économique de la planète? » a-t-il sèchement lancé vendredi dernier à un reporter qui se faisait insistant.

Bachand rôdait déjà dans les officines, à l'époque de René Lévesque. Un auteur l'a décrit comme « un des piliers du Parti québécois dans les années 70 et un des principaux stratèges de la campagne référendaire de 1980 ». Un portrait un peu plus grand que nature, en fait. En dépit de son titre de « secrétaire particulier », son bureau était au premier étage du « bunker », loin de « Ti-Poil », qui régnait au troisième. Mais Bachand a contribué à la stratégie référendaire. « J'ai inventé les comités de Québécois pour le Oui. J'étais directeur adjoint de la campagne de 1980 », précise-t-il.

Son passage au PLQ comme candidat dans Outremont, en novembre 2005, a laissé pantois ses ex-frères d'armes. « Ça me coupe les jambes », a soufflé l'un d'eux. Mais Michel Carpentier, ex-bras droit de René Lévesque, n'avait eu qu'un mot: « Bravo! » se souvient aujourd'hui Bachand.

Exit la souveraineté

La souveraineté n'est plus la bonne voie, tranche-t-il. « Le Québec a changé profondément. Quand on lit ce qui s'écrit au PQ, c'est la même chose que dans les années 70! » Devant les progrès du Québec depuis 50 ans, il est clair pour lui que le problème n'est pas la Constitution. « La fédération canadienne est un atout pour le Québec. » Ceux qui restent au PQ « sont des radicaux, des religieux qui répètent "scout un jour, scout toujours"! Ils voient en François Legault une brebis égarée qui devrait revenir. »

Son rapprochement avec le PLQ était amorcé avant 2005. Dès 2003, il a eu une longue conversation avec Jean Charest en vue des élections, imminentes. « Mais je ne faisais pas partie de la famille, je ne connaissais personne au PLQ. Ce n'était pas mûr. » Deux ans plus tard, il fait le saut. « Ça s'est réglé vite, en 10 jours. » Mais avant, il consulte. André Sormany s'est montré surpris de le voir renoncer à une vie bien confortable. « Mais j'avais 58 ans, les enfants étaient élevés... »

Pierre Marc Johnson, son ami d'enfance, l'encourage à plonger. « Je savais qu'il avait une contribution à faire », dit l'ancien premier ministre. Bernard Landry avait été déçu de voir Bachand tourner casaque. « C'est un homme qui faisait partie de la garde rapprochée de M. Lévesque ». Pour lui, l'apport d'un Raymond Bachand, « un social-démocrate », a modéré les « ultralibéraux » au pouvoir.

Michelle Courchesne, présidente du Conseil du Trésor, est toujours l'alliée de Bachand à la table du Conseil. « Il ne lâche pas le morceau facilement, il a des convictions, il argumente. Cela ne dégénère jamais en guerre de tranchées, c'est un homme sensible. » Il a battu en retraite sur son idée de « franchise santé »: « Après avoir écouté, il a convenu avec humilité qu'il fallait l'abandonner. » Mais après six ans, il n'est pas devenu un politicien naturel. Ceux qui ont organisé ses campagnes se souviennent de ses discours soporifiques, « pédagogiques », dit une militante.

Avocat, universitaire, homme d'affaires

À Québec, les élus sont souvent avocats, universitaires parfois, plus rarement hommes d'affaires. Raymond Bachand est un peu des trois. Beaucoup des trois, en fait.

Avocat depuis 1970, il a un doctorat de Harvard en administration. Il a dirigé le Fonds de solidarité de la FTQ pendant 7 ans, de 1994 à 2001, après avoir été, pendant 10 ans, l'un des vice-présidents de Metro-Richelieu, puis de Culinar. Un peu militant sur le plan social, il était là à la création d'Oxfam-Québec, avec le futur banquier Jacques Ménard, une autre amitié qui a résisté au temps. Il a siégé pendant des années aux conseils de Carbone 14 et de la Fondation de la tolérance, où il s'est lié d'amitié avec Yvon Deschamps. « Il a servi sa communauté toute sa vie, plus souvent qu'à son tour », résume le banquier Jacques Ménard, un voisin, parrain de la fille de Bachand.

Son père, André, universitaire réputé, disparu l'an dernier, était un ami de Daniel Johnson, le premier ministre unioniste. Les destins de leurs fils seront aussi soudés.

Raymond Bachand et Pierre Marc Johnson seront, en culottes courtes, déjà complices. C'est Bachand qui l'attire au Parti québécois, alors naissant. Quand Johnson se présente dans Anjou, Bachand étudie à Boston, mais sa valise est prête.

Devenu ministre du Travail en 1977, Johnson garde naturellement son ami près de lui, comme chef de cabinet. « C'est un planificateur exceptionnel, il a le sens de l'organisation. Un raisonnement d'ingénieur chez un avocat, cela fait un bon mélange », explique aujourd'hui Johnson.

Insuccès

Des fausses balles? Il a été du sauvetage raté des Expos, opération qui lui laisse un goût amer. Bachand est un fan, il allait voir les Royaux avec son père. Jeffrey Loria met la main sur le club, qu'il revend rapidement. « On s'est fait avoir », reconnaît facilement Bachand aujourd'hui.

Il a aussi défendu la Gaspésia, un naufrage financier pour le Fonds. « La technologie existait, le projet d'une papeterie spécialisée était viable; c'est le chantier qui a dérapé », insiste-t-il. Plus tard, à titre de ministre de l'Industrie, il défendra vigoureusement l'idée de réserver à Bombardier la construction des nouveaux wagons du métro de Montréal. Le tribunal renverra Québec faire ses devoirs et forcera l'entrée d'Alstom.

« Je suis un bâtisseur. Après, je perds intérêt », soutient Bachand. D'autres le voient autrement. D'abord, le démarchage pour les contrats n'a jamais été sa tasse de thé. « Il est plutôt gestionnaire qu'entrepreneur. C'est d'abord quelqu'un qui écoute », résume Marcel Côté, son ex-associé à SECOR.

Dans l'entrevue de près d'une heure qu'il nous a accordée, il parle abondamment de son parcours souverainiste. Soudain, il observe, amusé: « Ça va faire un papier péquiste... C'est pas bien bon! » Pensée fugitive pour ce défroqué de l'indépendance, dont on pense qu'il voudrait succéder à Jean Charest.

Ses proches prédisent qu'il ne sera pas sur la ligne de départ. « Il en a déjà plein ses bottes avec ses responsabilités aux Finances et je ne pense pas qu'à 63 ans, on planifie encore 10 ans de carrière », résume Jacques Rochefort. Bachand a eu sa douche froide: un sondage CROP a montré récemment que, comme chef libéral, il aurait moins de succès que l'impopulaire Charest.

Son passé péquiste est un obstacle, dit-on au PLQ. Son âge en est un autre. Bachand vient toutefois de déposer un budget qui incite les gens à reporter leur retraite... « Je ne réfléchis pas à ça. Jean Charest est là pour 10 ans. Je serai parti avant lui », réplique-t-il comme pour s'en convaincre.

« La fédération canadienne est un atout pour le Québec. (Ceux qui restent au PQ) sont des radicaux, des religieux qui répètent "scout un jour, scout toujours"! Ils voient en François Legault une brebis égarée qui devrait revenir. » — Raymond Bachand

Kadhafi bluffe-t-il ?

Washington accuse Tripoli de violer le cessez-le-feu

MARC THIBODEAU

PARIS — **Le régime libyen de Mouammar Kadhafi a changé radicalement de ton hier pour tenter d'échapper aux frappes militaires rendues possibles par l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. La communauté internationale a toutefois accueilli avec scepticisme cette volte-face.**

Tripoli a décrété un cessez-le-feu immédiat et décidé de mettre fin à toutes les opérations militaires en cours contre les insurgés qui tentent depuis plusieurs semaines de le renverser, a annoncé le ministre des Affaires étrangères de la Libye, Moussa Koussa.

Le chef de la diplomatie a assuré que le régime était sensible à l'objectif de la résolution de protéger les civils, mais il a jugé déraisonnable qu'elle permette d'utiliser la force contre son pays. La veille, Kadhafi avait menacé de transformer en enfer la vie des puissances étrangères qui oseraient l'attaquer.

Hier soir, l'ambassadrice américaine à l'ONU, Susan Rice, a néanmoins accusé les forces loyalistes de violer le cessez-le-feu prévu dans la résolution du Conseil de sécurité.

Le président américain Barack Obama a de son côté menacé le dictateur libyen d'une opération militaire si les attaques contre les civils se poursuivaient.

Un sommet Union européenne-Union africaine-Ligue arabe est prévu aujourd'hui à Paris. Selon l'ambassadeur de France à l'ONU, Gérard Araud, qui était interrogé à la BBC, une intervention militaire internationale pourrait avoir lieu « dans les heures » suivant ce sommet.

« Un menteur »

Les opposants au régime, qui ne cessent de perdre du terrain depuis une semaine, ont indiqué hier que l'annonce du cessez-le-feu était un bluff visant à amadouer la communauté internationale et n'avait aucune importance.

« Le monde entier sait que Mouammar Kadhafi est un menteur. Ses fils, sa famille, lui-même et tous ceux qui sont avec lui sont des menteurs », a pour sa part souligné le commandant des insurgés, Khalifa Heftir.

Un porte-parole des rebelles a assuré que les forces gouvernementales ne respectaient pas le couvre-feu, dénonçant des « bombardements soutenus » sur Zenten et Misrata dans l'Ouest et sur Ajdabiya dans l'Est.

Dans la soirée, l'état-major des insurgés a appelé ses forces à se diriger vers la ville d'Al Magrun, située à une cinquantaine de kilomètres au sud de Benghazi, « pour bloquer les forces de Kadhafi », selon un communiqué lu à la radio des rebelles.

La chaîne Al-Jazira a aussi signalé que les combats se poursuivaient dans plusieurs villes.

La France et la Grande-Bretagne, qui appelaient de leurs vœux une intervention internationale pour faire cesser les exactions du régime, ont prévenu hier qu'elles ne se laisseraient pas berner par les manœuvres diplomatiques du dictateur libyen.

« Nous le jugerons à ses actes et non à ses paroles, a dit David Cameron, premier ministre de la Grande-Bretagne. Le Conseil de sécurité a souligné qu'il devait cesser de brutaliser son peuple. S'il ne le fait pas, toutes les mesures nécessaires pour l'obliger à arrêter peuvent être utilisées. »

« Nous devons faire très attention. Kadhafi commence à avoir peur, mais, au sol, la menace n'a pas changé », a prévenu le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la France, Bernard Valéro.

Diplomatie française

La France, qui a été profondément embarrassée sur le plan diplomatique lors des révolutions survenues en Tunisie et en Égypte, redouble d'énergie dans le dossier libyen. L'adoption de la résolution onusienne était d'ailleurs présentée hier comme une réussite importante pour sa diplomatie, même dans des publications traditionnellement très critiques du gouvernement.

Une dizaine de pays ont annoncé leur intention de déployer des ressources militaires pour soutenir la résolution de l'ONU, qui prévoit l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye et toutes les mesures nécessaires, mis à part un déploiement terrestre, pour protéger les populations civiles menacées.

Le *Wall Street Journal* a par ailleurs révélé hier que l'Égypte fournit actuellement des armes aux insurgés libyens avec l'assentiment de l'administration américaine.

Avec l'AFP

PHOTOS REUTERS ET AP

Pendant que des partisans de Mouammar Kadhafi manifestent à Tripoli (ci-dessous), un rebelle libyen grimace au front, près de Sultan, au sud de Benghazi.

« Le monde entier sait que Mouammar Kadhafi est un menteur. Ses fils, sa famille, lui-même et tous ceux qui sont avec lui sont des menteurs. »
— Khalifa Heftir, commandant des insurgés

Ottawa envoie six chasseurs vers la Libye

« Une obligation morale », dit Stephen Harper

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — La communauté internationale a « l'obligation morale » de protéger la population libyenne contre les actes brutaux auxquels se livre le régime de Mouammar Kadhafi pour se maintenir au pouvoir, estime le premier ministre Stephen Harper.

M. Harper a ainsi confirmé hier l'envoi par le Canada de six chasseurs CF-18 en direction de la Libye afin de faire respecter l'interdiction de vol au-dessus du territoire libyen, quitte à utiliser la force, comme le stipule la résolution adoptée jeudi soir par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Les six avions sont partis hier après-midi de la base militaire de Bagotville et rejoindront le navire *NCSM Charlottetown*, qui se trouve déjà dans la région de la Libye. Ils manœuvreront aux côtés d'avions britanniques et français pour s'assurer que la résolution du Conseil de sécurité soit respectée par les autorités libyennes et pourraient participer à des frappes aériennes contre des cibles militaires au besoin.

« Soit l'on croit en la liberté, soit l'on ne fait que dire croire en la liberté. La population libyenne a démontré, par ses sacrifices, qu'elle y croit. Aider la population libyenne est une obligation morale pour ceux et celles d'entre nous qui professent ce grand idéal », a soutenu hier M. Harper en confirmant l'envoi des avions canadiens.

Le premier ministre s'est d'ailleurs envolé hier soir en direction de Paris afin de participer aujourd'hui à une réunion de certains leaders sur la situation en Libye.

Troupes

Le chef d'état-major de la Force aérienne du Canada, le lieutenant général André Deschamps, a précisé qu'environ 150 militaires des bases de Bagotville et Trenton se rendront aussi dans la région au cours des prochaines heures pour participer à une éventuelle opération.

« Si le colonel Kadhafi ne se conforme pas à la résolution du conseil de sécurité, les Forces armées canadiennes, travaillant avec d'autres pays aux vues similaires, vont faire respecter cette résolution », a déclaré hier Stephen Harper.

Le premier ministre a informé les chefs des trois partis de l'opposition hier des intentions de son gouvernement. La Chambre des communes doit débattre de cette question lundi. M. Harper a promis de tenir un vote aux Communes si le déploiement doit se prolonger au-delà de trois mois.

Le premier ministre s'est par ailleurs dit encouragé par le cessez-le-feu annoncé en Libye. « Toutefois, pour que cette menace d'intervention demeure crédible, des forces militaires adéquates doivent être en place. Nous irons donc de l'avant avec notre déploiement », a dit M. Harper.

Avec Malorie Beauchemin et La Presse Canadienne

PHOTO ARCHIVES REUTERS

Le Canada déploie en Libye des CF-18 semblables à ce chasseur américain qui a décollé d'un porte-avions dans le golfe Persique, en 2007.

Pour lire la version intégrale de ce texte : cyberpresse.ca/cf18

PHOTO HAMAD I MOHAMMED, REUTERS

Le gouvernement de Bahreïn a démantelé le monument de la place de la Perle, devenu symbole de la contestation, prétextant des travaux d'infrastructure.

BAHREÏN

Le symbole de la contestation rasé

D'APRÈS L'AFP

MANAMA — **Le pouvoir à Bahreïn a rasé hier le monument de la place de la Perle, au centre de Manama, symbole depuis des semaines de la contestation de la monarchie sunnite par des manifestants en majorité chiites.**

En dépit de l'éviction par la force cette semaine des protestataires qui campaient sur cette place depuis le 21 février, et l'instauration de l'état d'urgence, des milliers de personnes ont encore appelé hier à des réformes politiques.

La dynastie des Khalifa, qui règne sur cet archipel stratégique allié des États-Unis, a appelé à un dialogue national et fait des concessions, mais l'opposition, dont six figures de l'aile dure ont été arrêtées jeudi, les a considérées insuffisantes et exige le départ d'hommes-clés du régime.

« Dans le cadre de l'amélioration des infrastructures, des travaux de développement ont été entamés aujourd'hui (...) afin de faciliter la circulation », sur le carrefour du Conseil de coopération du Golfe (CCG), plus connu sous le nom de place de la Perle, a annoncé l'agence officielle bahreïnie BNA.

Ces travaux ont été marqués par la destruction du monument qui se trouvait au centre de la place, et qui était devenu, dans les images transmises dans le monde entier, le symbole de la contestation du régime.

Le monument était une structure de béton comprenant six colonnes, représentant les six pays membres du CCG, soutenant une sphère symbolisant une perle, dont la récolte sous-marine fut longtemps la principale ressource du royaume.

La place de la Perle était devenue le centre de la contestation contre la dynastie des Khalifa, et des manifestants y campaient jour et nuit.

« Nous sommes prêts à sacrifier notre sang et notre âme pour Bahreïn. »

Mercredi, les forces de sécurité bahreïnies avaient lancé un assaut contre la place et forcé à la fuite les manifestants, faisant au moins trois tués et plusieurs dizaines de blessés.

« En paix ! en paix ! »

Hier, une large foule exigeant des réformes s'est rassemblée dans un village voisin de Manama en dépit d'une interdiction de manifester, et les funérailles d'une victime de la répression ont rassemblé dans un autre village des centaines de personnes.

Ces démonstrations sont intervenues au lendemain d'un appel de l'opposition dominée par les chiites à poursuivre la contestation dans ce petit royaume, où les États-Unis maintiennent le commandement de leur V^e^ flotte.

Dans le village chiite de Diraz, aux portes de la capitale bahreïnie, des manifestants chiites scandant des slogans antigouvernementaux se sont mobilisés après la prière du vendredi.

« En paix ! en paix ! » criaient les manifestants, « nous sommes prêts à sacrifier notre sang et notre âme pour Bahreïn ».

Un important religieux chiite, cheikh Issa Qassem, a appelé dans son sermon à respecter les principes de la non-violence. « L'approche pacifique a été notre choix depuis le début », a-t-il affirmé.

Dans le village de Sitra, aux abords de Manama, une des victimes de la répression, un chômeur de 28 ans, Ahmed Farhan, tué mardi soir dans des affrontements avec la police, a été enterré dans le calme.

Bahreïn a reçu le soutien de son puissant voisin l'Arabie Saoudite qui a dépêché vers Manama un millier de militaires, faisant partie du Bouclier de la péninsule, force commune des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Les Émirats arabes unis ont également envoyé des troupes pour aider le régime de Manama, et hier, le Qatar a lui aussi annoncé sa participation à cette opération.

Gbagbo prêt à un dialogue

L'ONU l'accuse d'avoir perpétré un massacre de civils

D'APRÈS L'AFP

ABIDJAN — Le président ivoirien sortant Laurent Gbagbo s'est dit prêt hier à un « dialogue » avec son rival Alassane Ouattara et a appelé les combattants du camp adverse à « déposer les armes », au moment où l'intensification des violences fait craindre une guerre civile.

L'ex-rébellion alliée au président reconnu par la communauté internationale a aussitôt rejeté cette demande du chef d'État sortant, et lui a renvoyé la balle.

Depuis mi-février, les affrontements se multiplient à Abidjan entre insurgés pro-Ouattara et Forces de défense et de sécurité (FDS) fidèles à M. Gbagbo, menaçant le régime en place jusqu'aux abords du Plateau, quartier du palais présidentiel.

Les civils sont les premières victimes, et l'ONU a accusé les forces du camp Gbagbo d'avoir tué jeudi de 25 à 30 d'entre eux. Hier, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a exhorté le Conseil de sécurité à prendre « de nouvelles mesures » à l'encontre des auteurs de ces violences.

Ce massacre pourrait constituer un « crime contre l'humanité », a indiqué un porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme. La France a dénoncé un « massacre délibéré de civils ».

Réagissant pour la première fois officiellement au sommet de l'Union africaine du 10 mars à Addis Abeba, qui avait confirmé l'élection de M. Ouattara comme président ivoirien lors du scrutin de novembre 2010, M. Gbagbo a dit « prendre acte des cadres de discussion proposés » par l'UA.

Il « attend le haut représentant mandaté par l'institution pour envisager le schéma de dialogue interivoirien, seul gage de sortie pacifique de la crise, seul moyen pour préserver la sécurité des citoyens », indique le communiqué lu par le porte-parole du gouvernement, Ahoua Don Mello, sur la télévision d'État.

PHOTO REBECCA BLACKWELL, AP

Des miliciens opposés au président sortant Laurent Gbagbo adoptent à la blague une position de combat à un barrage routier d'Abidjan.

10 choses à faire à la Baie ce week-end

Du vendredi 18 au dimanche 20 mars

1. Aller chercher ma prime Shiseido

J'obtiens une prime de 6 pièces avec tout achat de 43 $ ou plus* de produits Shiseido. Une valeur de 55 $! *Avant taxes.

2. Obtenir une carte-rabais de 25$

avec tout achat de 75 $ ou plus (avant taxes) de produits SHISEIDO réglé avec la carte MasterCard® HBC† ou la carte de crédit HBC. La carte est applicable à un prochain achat de 100 $ ou plus (avant taxes).

3. Actualiser sa garde-robe printanière

avec le polo en tricot HUDSON NORTH.
Jusqu'à 30 modèles en piqué de coton et jersey aux couleurs unies vibrantes, à rayures et à motifs. Seulement 20 $. EN EXCLUSIVITÉ

4. Rafraîchir mon look

30 % DE RABAIS sur un choix de vêtements de bain et de vêtements d'extérieur pour femme. Précisions en magasin.

5. Mettre la main sur Calvin Klein

Sacs à main CALVIN KLEIN. NOUVEAUX MODÈLES, tous à moins de 300 $.
Dans le lot : sacs en cuir et en jacquard à logo.

6. Montrer mes couleurs avec les nouveaux vêtements olympiques!

La nouvelle collection printanière comprend des hauts de baseball, des t-shirts à manches courtes, des pantalons en molleton et des kangourous. À partir de seulement 20 $.

7. Passer du temps avec Lacoste

Montres LACOSTE offertes à la Baie.

8. Profiter des dernières liquidations

C'est le dernier week-end pour obtenir 50 % de rabais additionnel sur le prix déjà réduit des articles automne-hiver suivants : mode pour homme, femme, enfant et bébé, sacs à main, portefeuilles et accessoires pour femme, chaussures et lunettes de soleil.
Sur les derniers prix étiquetés. Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

9. Savourer les rabais

60 % DE RABAIS sur toutes les batteries de cuisine JAMIE OLIVER, GORDON RAMSAY, CURTIS STONE, HENCKELS et ADVANCIA.

10. Me laisser transporter en Italie

Jusqu'à 40 % DE RABAIS sur les canapés ITALSOFA.
Exemple : canapé en cuir ALTO. Ord. 1 699 $ **Solde 999 $**

Notre nouveau cahier des tendances beauté printemps 2011 est maintenant en ligne!

Consultez-le sur labaie.com et obtenez un bon-rabais de 10 $ applicable à l'achat de 50 $ de produits de beauté ou de parfums*.
*Avant taxes. Offre en vigueur jusqu'au 20 mars 2011. En magasin seulement. Un bon par transaction. Cette offre ne peut être combinée avec aucun autre bon ni aucune autre promotion.

la Baie
labaie.com

Le choix varie selon le magasin. Les rabais s'appliquent aux prix ordinaires, à moins d'indication contraire.

Précisions en magasin. ®Marque déposée de MasterCard International Incorporated, utilisée sous licence. †Marque déposée de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Exceptions : articles « Notre meilleur prix chaque jour », « Nouvellement réduit », « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction », marchandises des concessions, collections Salviati, Vera Wang et articles caritatifs de la Fondation HBC.

LE TOUR DU GLOBE

ITALIE

Oui au crucifix

L'Italie n'aura pas à décrocher les crucifix dans ses écoles publiques, car ces symboles religieux n'ont pas d'influence sur les élèves, a jugé hier la Cour européenne des droits de l'homme, infirmant une précédente décision. Le Vatican a qualifié la décision d'« historique », car les juges européens ont reconnu que l'exposition du crucifix était « l'expression de l'identité culturelle et religieuse des pays de tradition chrétienne ».

— AFP

MAROC

Manifestations demain : un test

Le Maroc doit connaître demain une nouvelle journée de manifestations pour réclamer des changements démocratiques, un test important pour le pouvoir quelques jours après le discours du roi Mohammed VI annonçant de profondes réformes politiques. Les jeunes de l'association Justice et Bienfaisance, considérée comme le principal mouvement islamiste au Maroc, ont annoncé leur participation aux rassemblements.

– AFP

PHOTO ABDELHAK SENNA, AFP

INDE

Discours de Sarah Palin

Sarah Palin, qui pourrait se présenter à l'investiture républicaine pour la présidentielle américaine de 2012, est arrivée hier en Inde. Elle devrait prononcer un discours aujourd'hui à New Delhi à l'occasion du colloque annuel organisé par le magazine *India Today*, qui a invité plusieurs intervenants étrangers, dont l'opposant égyptien Mohamed ElBaradei. Elle devrait ensuite se rendre en Israël la semaine prochaine.

– AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

53 %

Une majorité d'Américains sont désormais en faveur du mariage homosexuel, selon un sondage du *Washington Post* et d'ABC News, une première dans l'opinion publique en presque 10 ans. Ainsi, 53 % des Américains se disent favorables à ce type d'union, contre 32 % lors d'un sondage comparable en 2004.

– AFP

Sous les condamnations de Washington 46 morts et 400 blessés au Yémen

Violentes manifestations à Sanaa

PHOTO MOHAMMED MUHEISEN, ASSOCIATED PRESS

Des manifestants transportent le corps d'un garçon, abattu par les autorités durant la manifestation d'hier à Sanaa.

JAMAL AL-JABIRI
AGENCE FRANCE-PRESSE

SANAA, Yémen — Les violences les plus meurtrières au Yémen depuis le début de la contestation du régime ont fait 46 morts hier à Sanaa, et Washington qui voit dans le président Ali Abdallah Saleh un allié a condamné ces incidents.

Le président Saleh, 68 ans, a regretté ces morts, mais annoncé l'instauration de l'état d'urgence dans le pays et demandé que les manifestants évacuent la place de l'Université, au centre de Sanaa, symbole de leur mobilisation.

Peu après, le président américain Barack Obama l'a exhorté à autoriser le déroulement des manifestations.

« Je condamne fermement les violences qui se sont produites aujourd'hui au Yémen », a déclaré M. Obama dans un communiqué, et il a appelé « le président Saleh à tenir sa promesse d'autoriser les manifestations à se dérouler pacifiquement ».

L'opposition qui exige le départ de M. Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, a qualifié les incidents de « massacre ».

Selon des sources médicales, outre les 46 morts, près de 400 personnes ont été blessées lorsque des milliers de manifestants antirégime ont été pris sous le feu de partisans du président Saleh.

Les tirs sont venus des toits d'habitations proches de la place de l'Université, où se tient depuis le 21 février un sit-in contre le régime, selon le correspondant de l'AFP, qui a vu un adolescent de 14 ans, touché d'une balle à la tête, s'effondrer mort devant lui.

Les tirs ont commencé lorsque les manifestants ont voulu démanteler une barricade érigée par les partisans du régime pour bloquer l'une des rues menant à la place de l'Université, et la fusillade a duré plus d'une heure et demie.

« Je condamne fermement les violences qui se sont produites aujourd'hui au Yémen. »
– Barack Obama

Des manifestants sont montés sur le toit d'un des immeubles où était embusqué un tireur, et l'ont précipité dans le vide, selon le correspondant.

Dans l'hôpital de fortune monté sur la place de l'Université, le docteur Wassim al-Qerchi, les mains maculées de sang, a expliqué à l'AFP: « Nous n'arrivons pas à traiter les blessés tellement leur nombre est élevé. »

« Nous manquons de médicaments et de matériel médical », a-t-il ajouté. « Nous évacuons les blessés sur les hôpitaux privés, car nous n'avons pas confiance envers les hôpitaux du gouvernement. »

« On manifeste pacifiquement et ils nous tirent dessus ! », a crié Ahmad, 25 ans, un manifestant blessé. « Je ne partirai pas de cette place jusqu'au départ du président, même si je dois être tué. »

Les victimes de cette tuerie, sans précédent depuis les violences civiles de 1994 dans ce pays pauvre de 24 millions d'habitants, portent à plus de 80 le bilan des morts depuis le début du mouvement appelant au départ du président Saleh.

Le ministre du Tourisme, Nabil al-Faqih, a annoncé sa démission pour protester contre « l'usage injustifié de la force ».

Les États-Unis considèrent toujours M. Saleh comme un allié dans leur lutte contre les émules d'Oussama ben Laden dans la péninsule arabique, qui menacent la sécurité du grand voisin du Yémen, l'Arabie Saoudite.

« Je regrette » ces morts, que « nous considérons comme des martyrs de la démocratie », a déclaré aux journalistes le chef de l'État. Le président a toutefois demandé aux protestataires « de choisir un autre lieu, éloigné des quartiers résidentiels, s'ils veulent poursuivre leur sit-in ».

L'opposition a accusé le régime d'avoir commis « un massacre ». « Cette tuerie ne va pas contribuer à maintenir Ali Abdallah Saleh au pouvoir », a affirmé, dans une déclaration à la chaîne al-Arabiya, le porte-parole de l'opposition parlementaire, Mohamed al-Sabri.

LES RENCONTRES LA PRESSE

MERCREDI 27 AVRIL

L'ART D'ASSUMER SON OPINION

Un chroniqueur exprime son opinion mais y a-t-il des conséquences à s'exprimer librement ?

Venez découvrir comment nos chroniqueurs assument leur opinion quotidiennement.

SOIRÉE ANIMÉE PAR PATRICK LAGACÉ

MARIE-CLAUDE LORTIE

MARC CASSIVI

NATHALIE PETROWSKI

VINCENT MARISSAL

DATE LE MERCREDI 27 AVRIL 2011
HEURE 19 H 30 OUVERTURE DES PORTES À 18 H 30
ENDROIT L'ASTRAL
305, RUE SAINTE-CATHERINE O., MONTRÉAL
MÉTRO PLACE DES ARTS

20 $ plus frais

BILLETS DISPONIBLES À :
Billetterie de l'Astral • Comptoirs Ticketmaster
Par téléphone au 1 855 790-1245
En ligne au *www.ticketmaster.ca*
Admission générale

ARABIE SAOUDITE

Des milliards et des policiers

D'APRÈS L'AFP

RIYAD — Le roi Abdallah d'Arabie Saoudite a annoncé hier une augmentation majeure des effectifs de sécurité dans le royaume, et un nouveau train de mesures sociales pour une valeur de près de 100 milliards de dollars.

Le ministère de l'Intérieur doit procéder au recrutement de 60 000 nouveaux fonctionnaires, a décrété le monarque, un chiffre conséquent pour un pays de 28 millions d'habitants, dont une forte communauté d'étrangers. Il n'a pas précisé sur quelle période de temps devait s'effectuer ce recrutement.

Cette initiative du souverain de 86 ans, qui a fait une allocution télévisée, indique la détermination du régime saoudien à s'assurer des moyens de garantir la stabilité intérieure du premier exportateur de pétrole dans le monde.

Elle illustre également la volonté de la dynastie saoudienne d'user de ses importantes réserves financière, estimées à plus de 450 milliards de dollars, pour prévenir les troubles politiques qui secouent depuis des semaines le reste du monde arabe.

Les décrets royaux lus à la télévision concernent l'allocation de 67 milliards pour la construction de 500 000 logements, une aide mensuelle aux chômeurs, une prime de deux mois de salaire pour chaque fonctionnaire, et une enveloppe pour le secteur de la santé.

PHOTO FAHAD SHADEED, REUTERS

Ahmed Abdallah, partisan du roi Abdallah ne cache pas son appui à l'endroit de son souverain.

Le roi a également décidé la création d'un comité de lutte contre la corruption qui serait directement sous sa supervision et pourrait contrôler tous les secteurs gouvernementaux.

Le monarque a salué les forces de sécurité comme étant « les mains prêtes à frapper ceux qui complotent contre la sécurité et la stabilité du pays ».

Outre la campagne de recrutement du ministère de l'Intérieur, le monarque a également annoncé une série de promotions dans les rangs des militaires et des forces de police.

Les forces de sécurité s'étaient déployées en masse le 11 mars à Riyad et dans d'autres villes saoudiennes où pratiquement aucune manifestation n'a été signalée, en dépit d'un appel sur Facebook à une « Journée de la colère » dans le royaume pétrolier.

Un nouvel appel a été lancé sur Facebook pour une journée de protestations le 20 mars.

Les subventions décidées hier interviennent moins d'un mois après un premier train de mesures d'un montant de plus de 36 milliards de dollars annoncé le 23 février par le roi à son retour d'une absence de trois mois pour raisons de santé.

Ces injections de fonds publics sont censées répondre à une pression croissante sur l'économie saoudienne, largement dépendante des revenus pétroliers, pour qu'elle crée des emplois dans un pays où le chômage touche le tiers des jeunes de 20 à 29 ans.

NOTRE VIDÉO > UN JEU D'UBISOFT QUI DÉRANGE

PHOTO UBISOFT

SUR cyberpresse.ca/juarez

Le jeu d'Ubisoft *Call of Juarez : The Cartel*, dont le lancement est prévu à l'été, dérange certains responsables de Ciudad Juárez, au Mexique. La ville frontalière est aux prises avec une guerre de narcotrafiquants qui fait plus de 3000 morts par année. Les joueurs qui incarneront les membres de cartels dans Call of Juarez pourront « vivre l'expérience du far west moderne sans foi ni loi ». Voilà un concept qui dégage une image un peu trop dégradante de Ciudad Juárez, aux yeux d'un conseiller municipal local, qui cherche à interdire la vente du jeu. Voyez pourquoi il fait tant scandale dans le reportage vidéo de Tristan Péloquin sur Cyberpresse.ca/Juarez

Al-Qaïda isolé, mais toujours menaçant

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Dix ans après les attentats du 11 septembre 2001 à New York, le réseau Al-Qaïda est profondément isolé, en mutation, mais planifie toujours un attentat d'envergure, a déclaré hier John Brennan, le conseiller du président américain Barack Obama pour la lutte antiterroriste.

La haute direction de l'organisation islamiste « est toujours plus terrée dans ses retranchements au Pakistan », a estimé M. Brennan lors d'une conférence sur la sécurité à la faculté de droit de l'Université de New York (NYU).

Selon lui, Al-Qaïda « n'a jamais été aussi faible depuis 2001 » et son idéologie jihadiste « a été rejetée par une écrasante majorité de musulmans. »

Le réseau a été absent des révoltes populaires récentes contre les gouvernements autoritaires dans le monde arabe, a-t-il noté. « Un des éléments les plus remarquables dans ce qui se passe actuellement (...) est qu'Al-Qaïda n'est nulle part dans ces mouvements, qui sont populaires et laïques », a-t-il souligné.

Présence imprévisible

Toutefois, selon l'expert de la Maison-Blanche, Al-Qaïda « a toujours l'intention et la capacité d'attaquer la nation américaine ainsi que nos alliés », et traverse actuellement une phase de mutation qui rend sa présence toujours plus imprévisible – y compris sur le territoire américain.

« Les groupes et les individus essaiment dans des endroits comme le Pakistan, le Yémen ou l'Afrique du Nord », a-t-il dit. « Nous avons également vu émerger ce problème ici, chez nous. Quelques individus sont captivés par ces causes violentes », a-t-il reconnu.

Un attentat d'envergure « aurait des conséquences très graves pour notre pays, en ce qui concerne les pertes de vies et les dégâts pour notre économie », a conclu le conseiller.

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs berline CTS 2011 (6DM69/1SK) et coupé CTS 2011 (6DP47/1SA). Les frais liés à l'inscription au RDPRM, si applicables, et les droits sur les pneus sont en sus et payables à la livraison. Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. À l'achat, taux de financement à l'achat de 0,90 % pour la berline CTS et le coupé CTS pour un terme de 75 mois (avec possibilité de retourner le véhicule après 48 mois), sur approbation de crédit d'Ally Crédit. Transport (1 550 $) et taxe de climatisation (100 $) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. Comprend un rabais de 1 000 $ (avant les taxes) pour la berline CTS. Ce rabais est un crédit de livraison offert au concessionnaire par le fabricant et est offert aux particuliers seulement. Programme en vigueur jusqu'au 2 mai 2011 et applicable aux stocks du concessionnaire. Cette offre ne peut être jumelée à certaines autres offres de la GM proposées actuellement. Comprend également 1 000 $ alternatif au programme d'options au choix et 1 000 $ de rabais fidélité pour la berline et le coupé. L'offre d'option au choix s'applique à la plupart des véhicules GM 2011, neufs ou de démonstration, à l'exception des camionnettes PDJ et de la Camaro cabriolet, livrés entre le 1er février et le 2 mai 2011 dans les établissements participants du Canada. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Les particuliers recevront jusqu'à 1 000 $ (avant les taxes) applicables à l'achat d'accessoires d'origine GM. Installation non comprise. Le rabais fidélité accordé aux propriétaires de véhicules GM est compris à l'achat d'un nouveau véhicule admissible livré entre le 1er février et le 30 juin 2011. Le véhicule doit être enregistré et assuré au nom du client pendant les 6 derniers mois. Le programme d'options au choix ou d'options GM. Installation non comprise. Le rabais fidélité accordé aux propriétaires de véhicules GM est compris à l'achat d'un nouveau véhicule admissible livré entre le 1er février et le 30 juin 2011. Le programme Flexi-achat[MC] vous offre la possibilité de retourner le véhicule après 48 mois. Véhicules admissibles : modèles 2010 ou 2011 neufs ou de démonstration. Des quantités limitées de modèles 2010 sont offertes. S'adresse uniquement aux particuliers admissibles au Canada. Amortissement des paiements sur un terme allant jusqu'à 75 mois. Entre le 47e et le 49e mois, les clients peuvent : (i) se prévaloir de l'option de retour du véhicule en échange au concessionnaire. Exemple : basé sur un financement de 36 388 $ à un taux annuel de 0,90 % avec option de 48 mois et amortissement sur 75 mois, la mensualité s'élève à 499 $. Le coût d'emprunt est de 1 331,80 $, et l'obligation totale est de 37 719,80 $. Un versement initial ou un échange peuvent être requis. Le versement mensuel et le coût du crédit peuvent varier selon la somme empruntée et la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Cette offre ne peut être combinée avec certaines autres offres incitatives portant sur les véhicules GM, y compris les offres de paiement différé. Certaines conditions s'appliquent 2. Programme Entretien supérieur de Cadillac sans frais de 4 ans ou 80 000 km. Selon la première éventualité. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 888 446-2000 ou visitez gm.ca.**

Tout de bleu vêtu, un immense sourire aux lèvres, l'ex-président Jean-Bertrand Aristide est rentré hier à Port-au-Prince après sept ans d'exil. Son retour, acclamé par plusieurs milliers de personnes, est le plus récent rebondissement dans le feuilleton qu'est devenue l'élection présidentielle haïtienne. Quel impact aura « Titid » sur le deuxième tour de scrutin, qui doit avoir lieu demain ? En Haïti, les paris sont ouverts.

PHOTO SHANNON STAPLETON, REUTERS

Après un discours d'une quinzaine de minutes prononcé en cinq langues, dont le zoulou, Jean-Bertrand Aristide a pris son premier bain de foule hier matin. Selon les agences de presse, environ 3000 jeunes hommes s'étaient massés à l'extérieur de l'aéroport de Port-au-Prince pour l'acclamer.

Aristide, « notre roi »

Des milliers d'Haïtiens acclament l'ex-président, les États-Unis serrent les dents

LAURA-JULIE PERREAULT

Écoles fermées, rues quasi désertes, véhicules blindés dans les rues, Port-au-Prince attendait le cœur battant, hier matin, le retour de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, en exil depuis sept ans. Qu'allait-il dire en sortant de l'avion ? Accorderait-il son soutien à l'un des deux candidats à l'élection présidentielle de dimanche ? Ses fidèles allaient-ils faire du grabuge dans les rues ? Le suspense était à son comble.

Jean-Bertrand Aristide n'a pas fait attendre ses troupes, hier. Comme prévu, l'avion nolisé qui le ramenait d'Afrique du Sud avec sa femme et ses deux filles est arrivé tout juste après 9 h à l'aéroport de Port-au-Prince. Des centaines de journalistes et de collaborateurs de l'ex-président l'y attendaient.

Quelques minutes à peine après avoir atterri, le politicien a prononcé son premier discours. Du coup, il a lancé un pavé dans la mare en dénonçant l'exclusion de son organisation politique, Fanmi Lavalas, de l'élection présidentielle.

« L'exclusion de Lavalas, c'est l'exclusion de la majorité des Haïtiens. Et le remède, c'est l'inclusion », a dit M. Aristide en créole, laissant entendre qu'il pourrait contester les résultats du deuxième tour du scrutin, qui doit avoir lieu demain dimanche.

Quelque 4 millions d'électeurs devront choisir entre les deux candidats, soit l'ex-première dame Mirlande Manigat et le chanteur Michel « Sweet Micky » Martelly, qui ont remporté le plus grand nombre de votes au premier tour du 28 novembre dernier.

Hormis cette allusion directe au processus électoral, Jean-Bertrand Aristide s'est surtout contenté hier de saluer ses « frères et sœurs » haïtiens, de rendre hommage aux victimes du séisme de 12 janvier 2010 et de remercier ceux qui l'ont aidé à rentrer d'exil, dont le président actuel de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma.

Ce dernier se retrouve d'ailleurs au cœur d'un froid diplomatique avec les États-Unis en raison du rôle qu'il a joué dans le retour d'Aristide en Haïti. Le président américain, Barack Obama, l'a appelé directement pour lui demander de retenir M. Aristide encore quelques jours afin de ne pas perturber le scrutin, mais M. Zuma a refusé.

« L'exclusion de Lavalas, c'est l'exclusion de la majorité des Haïtiens. Et le remède, c'est l'inclusion. »
— Jean-Bertrand Aristide

« Les Haïtiens marquent aujourd'hui la fin de l'exil et des coups d'État », a aussi dit M. Aristide en référence à son départ forcé du pouvoir, en 2004. Il soutient depuis avoir été victime d'un coup d'État orchestré par la communauté internationale.

3000 partisans en liesse

Après son discours d'une quinzaine de minutes prononcé en cinq langues, dont le zoulou, Jean-Bertrand Aristide a pris son premier bain de foule hier matin. Selon les agences de presse, environ 3000 jeunes hommes s'étaient massés à l'extérieur de l'aéroport de Port-au-Prince pour l'acclamer. « Titid, notre roi », pouvait-on entendre sans la foule.

Selon Étienne Côté-Paluck, journaliste québécois indépendant qui vit en Haïti, la foule a marché jusqu'à la résidence de M. Aristide, à Tabarre. Espérant voir le politicien, encore très populaire dans les classes les plus démunies d'Haïti, plusieurs jeunes hommes ont escaladé les murs pour s'approcher de sa résidence. D'après certains rapports, les forces de l'ordre ont utilisé des gaz lacrymogènes pour les disperser. Les manifestations de joie se sont cependant poursuivies ailleurs.

« L'atmosphère est plutôt bon enfant. Pour le moment, la foule ne scande pas de revendication politique claire », a noté M. Côté-Paluck hier.

Neutre, pour combien de temps ?

Plusieurs experts craignent que la neutralité de Jean-Bertrand Aristide ne soit que temporaire. « S'il rentre en Haïti maintenant, c'est qu'il a des ambitions politiques. Il veut probablement faire dérailler les élections. Il a dit plusieurs fois que ces élections sont illégitimes », dit Philippe Girard, historien établi en Louisiane qui a consacré deux livres à l'histoire récente d'Haïti.

Professeur à l'Université du Québec à Montréal, Daniel Holly estime pour sa part qu'il est trop tôt pour juger de l'impact du retour d'Aristide. « Mais on peut dire qu'il a été accueilli triomphalement, note le politologue. Il peut se passer beaucoup de choses d'ici à dimanche. »

Pour le moment, Aristide soutient qu'il est rentré en Haïti pour participer à la reconstruction du pays et qu'il veut se consacrer à son rôle d'éducateur. Son arrivée survient deux mois après un autre retour remarqué, celui de Jean-Claude Duvalier, le dictateur qui a régné sur Haïti pendant 15 ans.

De curé des pauvres à « prézidan Titid »

LAURA-JULIE PERREAULT

« Bon retou, Prézidan Titid ». Tenant sa photo à bout de bras, des milliers de personnes ont célébré hier le retour en Haïti de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide. Ses sept ans d'exil ont peu fait pour faire changer d'idée ses partisans, qui aiment toujours avec ferveur le « petit prêtre des bidonvilles », et ses détracteurs qui voient en lui un politicien autocratique prêt à tout pour reprendre le pouvoir.

Deux facettes d'une même vie, riche en rebondissements.

Né en 1953 à Port-Salut, une bourgade pauvre de bord de mer, Jean-Bertrand Aristide se fait remarquer pour la première fois alors qu'il vient tout juste d'être ordonné prêtre. En 1983, dans une petite église tapie au fond du marché de la Croix-des-Bossales, le jeune pasteur ose dénoncer l'oppression des plus démunis par la dictature de Jean-Claude « Baby Doc » Duvalier.

Ses discours, qui séduisent les paroissiens, mais énervent le pouvoir, inquiètent les frères salésiens, qui envoient leur jeune recrue terminer ses études à l'étranger, notamment à Montréal.

PHOTO ALEXANDRE MENEGHINI, AP

Jean-Bertrand Aristide à son arrivée à l'aéroport de Port-au-Prince.

À son retour, Aristide reprend vite la parole, et ce, malgré plusieurs tentatives d'assassinat. Après le coup d'État en 1988, il quitte la vie ecclésiastique et se lance en politique. C'est ainsi qu'en 1990, il devient le premier président élu démocratiquement d'Haïti.

Son premier mandat est de courte durée. En 1991, victime d'un coup d'État, il part en exil. Installé aux États-Unis, il réussit à convaincre Bill Clinton de l'aider à reprendre le pouvoir en Haïti en 1994, accompagné de 20 000 Marines.

Aristide s'enrichit

Il brigue à nouveau les suffrages en 2000, dans une élection qui voit son étoile pâlir alors que des fraudes massives sont rapportées. Le deuxième mandat d'Aristide se déroule sous le signe de la contestation. Plusieurs de ses détracteurs et anciens collaborateurs l'accusent d'autoritarisme et de violation des droits de l'homme.

L'ancien curé des pauvres s'est beaucoup enrichi et habite une grande villa avec sa femme et ses deux filles. Le soutien qu'il avait acquis à l'étranger pendant ses années d'exil se désagrège alors que ses partisans, les chimères, sèment la peur.

En 2004, après des mois d'émeutes et de violence, il quitte soudainement le pays et s'exile en Afrique du Sud avec sa famille. Une fois à Pretoria, il termine un doctorat en langues africaines, ajoutant le zoulou aux sept langues qu'il parlait déjà.

En novembre dernier, alors que se préparaient les élections présidentielles en Haïti, Jean-Bertrand Aristide et son organisation politique, Fanmi Lavalas, ont voulu se lancer dans la course, mais ont été disqualifiés, une « exclusion » à laquelle espère remédier l'ancien « prézidan », rentré en héros hier.

PHOTO STÉPHANE MAHÉ, REUTERS

Le discours de Marine Le Pen, qui mêle insécurité, immigration et économie, trouve écho auprès d'une population vieillissante éprouvée par la stagnation du pays.

Marine Le Pen, politicienne-culte

Porté par la popularité croissante de Marine Le Pen, le Front national espère bien faire sa marque aux élections cantonales de demain et du 27 mars en France. Bien que les gains s'annoncent modestes, les tenants de l'extrême droite vouent un véritable culte à leur nouvelle championne, relate Marc Thibodeau, qui s'est rendu dans le sud de la France pour assister à un rassemblement politique aux apparences de *love-in*.

MARC THIBODEAU

BOMPAS, France — Le temps d'une soirée, la petite ville de Bompas, dans le sud-est de la France, à une dizaine de kilomètres de la Méditerranée, a été frappée par une vague « bleu marine ».

« Il y a un tsunami qui se prépare », s'est félicité un partisan de Marine Le Pen, applaudie à tout rompre la semaine dernière lors d'un rassemblement à Bompas en prévision des élections cantonales françaises.

La salle s'est rapidement remplie d'admirateurs de la nouvelle championne de l'extrême droite, laquelle a vu son ascension confirmée récemment par des sondages qui la placent dans le peloton de tête pour l'élection présidentielle de 2012.

Parmi les centaines de personnes présentes le 11 mars se trouvaient nombre de militants de longue date du Front national trop heureux de voir leurs thèses gagner en popularité.

« Il était temps ! Avant, il y avait des gens qui me trouvaient marrant quand je parlais de politique. Maintenant, ils sont plus virulents que moi », relève Michel Sivieude, 43 ans, qui vote depuis toujours pour le Front national.

Pierre Masséna, étudiant en médecine de 20 ans venu avec ses grands-parents, affirme que son intérêt pour le parti est aussi bien reçu dans son entourage. « En fait, la plupart de mes amis pensent comme moi », lance le jeune homme.

Patricja est venue par curiosité. Âgée de 32 ans, d'origine polonaise, elle ne trouve rien à redire à la rhétorique agressive du Front national sur les étrangers parce qu'elle cible « les autres », ceux qui viennent de l'extérieur de l'Europe. « Il y a plein de gens comme ça qui profitent du système, dit-elle. Moi, je ne profite de rien. Je travaille, mon mari travaille. Je ne demande rien à personne. »

Alors que l'immigration est dans toutes les têtes, Marine Le Pen se fera plutôt discrète sur le sujet à la tribune, bordée de drapeaux français. En arrivant sur scène, elle ouvre les bras comme pour embrasser la foule en délire avant de se lancer dans un discours grandiloquent qui détonne avec la modestie des lieux.

Vêtue d'un sobre tailleur, elle a surtout parlé des difficultés économiques de la population, dans une analyse que n'aurait pas reniée un militant d'extrême gauche. Plutôt figée, elle s'anime lorsqu'elle dénonce l'emprise des oligarques « de l'UMPS » – fusion des acronymes de l'UMP et du Parti socialiste. Ses charges moqueuses contre l'entourage du président Nicolas Sarkozy font mouche chez le public conquis d'avance.

« Les Arabes, tout seuls, ils sont très gentils. Mais dès que vous en avez deux ou trois, vous êtes perdus. Ils font la loi. » — Un résidant de Bompas

« Ils sont incapables de voir la fin du cycle politique dont ils étaient le centre », dit-elle, sûre de voir le Front national au second tour de l'élection présidentielle. « On passe de l'hypothèse à la probabilité et de la probabilité à la certitude », assure-t-elle. Puis, avec ses partisans, elle entonne *La Marseillaise*.

Par la suite, des admirateurs se précipitent près de la scène pour se faire prendre en photo ou faire signer un exemplaire de sa biographie. « C'est quelqu'un de très direct que j'admire beaucoup. J'approuve totalement ses idées », lance Catherine Lapasset, 52 ans, tout heureuse d'avoir obtenu une dédicace.

Elle se réjouit du fait que Marine Le Pen évite les sorties antisémites de son père, qui a souvent été poursuivi. Marine Le Pen insiste sur le fait que le Front national n'est pas une formation xénophobe, mais plutôt patriote, et passe rapidement sur les grandes lignes d'un programme radical qui fait de l'immigration la principale source des maux du pays et de l'islam une menace à la laïcité.

Son message plus lisse lui facilite l'accès aux médias, qui encouragent du même coup une « normalisation » de la formation. « Il est vraiment en train de se passer quelque chose. Le Front national n'a jamais été à un niveau aussi élevé », souligne Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite.

Selon lui, le parti tire profit du fait que près de 75 % des Français n'ont plus confiance dans les formations politiques classiques.

Le discours de Marine Le Pen, qui mêle insécurité, immigration et économie, trouve écho auprès d'une population vieillissante éprouvée par la stagnation du pays. Y compris à Bompas, où le parti avait fait un bon score lors des plus récents scrutins.

« Je pense que c'est l'insécurité qui va la mener au pouvoir », dit Rodrigo Michel, rencontré alors qu'il promenait son chien. L'homme de 60 ans – qui dit voter à l'extrême gauche – se plaint d'être obligé de verrouiller son garage depuis que sa femme y a découvert un voleur. Il s'énerve contre « les Arabes ».

« Tout seuls, ils sont très gentils. Mais dès que vous en avez deux ou trois, vous êtes perdus. Ils font la loi. Mais il ne faut pas les mettre tous dans le même panier. Il y a un monsieur qui habite sur la place qui est très gentil », souligne-t-il.

Adada Hayat, commerçante d'origine marocaine, note que la petite ville compte beaucoup de personnes âgées qui ont « peur de tout » et qui sont tentées de blâmer les immigrés pour leurs difficultés.

La montée de l'extrême droite témoigne d'abord et avant tout de l'important malaise social qui touche la France, juge la femme de 35 ans. « Les gens se disent : "On a tout essayé, alors pourquoi pas le Front national ?" Mais ça ne réglera pas les problèmes que nous avons », prévient-elle.

PHOTO ROBERT PRATTA, REUTERS

La traditionnelle galette des Rois avec deux fèves représentant Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy.

Des élections difficiles à gagner

MARC THIBODEAU

BOMPAS — Le Front national espère tirer profit de sa hausse dans les sondages pour remporter quelques sièges aux élections cantonales qui se dérouleront les 20 et 27 mars en France, mais la partie s'annonce difficile.

La nature du scrutin, ainsi que ses modalités, font en sorte qu'il est difficile pour la formation d'extrême droite d'espérer voir l'un de ses candidats sortir gagnant face aux représentants de l'UMP du président Nicolas Sarkozy ou du Parti socialiste, donné favori cette année.

Les élections cantonales – qui visent à désigner les personnes devant siéger au conseil général, principal organisme de gestion départemental – portent d'abord et avant tout sur des enjeux locaux pointus qui cadrent mal avec les thématiques nationales habituellement évoquées par le Front national.

Le scrutin majoritaire uninominal à deux tours oblige les candidats à obtenir 12,5 % des voix des électeurs inscrits pour pouvoir passer au second tour. Lorsque l'abstention est forte et tourne autour de 50 %, un candidat doit obtenir un score de près de 25 % au premier tour pour rester en lice, ce qui défavorise les formations plus marginales.

Lors des élections cantonales de 2004, le Front national avait réussi à maintenir ses candidats dans 276 cantons sans remporter aucun siège. Encore aujourd'hui, le parti ne compte aucun représentant dans les conseils généraux.

Marine Le Pen se garde bien, dans ce contexte, de faire des pronostics trop ambitieux. « C'est très difficile de prévoir avec les cantonales », a indiqué la semaine dernière la politicienne, qui reproche à la majorité gouvernementale d'avoir récemment haussé le seuil requis au premier tour de 10 à 12,5 % pour lui compliquer plus encore la tâche.

C'est ça la vraie vie !

Nous sommes dépositaires exclusifs des **4 MEILLEURES** marques de SPAS au monde... et ce aux **MEILLEURS PRIX!**

EN VEDETTE

CETTE SEMAINE SEULEMENT† VOUS ÉCONOMISEZ **5000$**

SUR LE SPA **LEGEND**

86 x 86 x 38 po
6-7 adultes
51 jets en acier inoxydable

2 Pompes
Ozonateur
Chute d'eau
Lumières DEL
Système de son

VIKING SPAS™

4999,00 OU 58,56/MOIS*

ROYALE ETS

78 x 78 x 34 po
5-6 adultes
31 jets en acier inoxydable

2 Pompes
Ozonateur
Chute d'eau
Lumières DEL
Prise stéréo MP3

4 499,00 PRIX SUGG. 7999,00

3000

84 x 84 x 35 po
6 adultes
31 jets en acier inoxydable

Cascade illuminée
Ensemble d'étoiles
Prise stéréo MP3

5 499,00 OU 64,42/MOIS** PRIX SUGG. 6 499,00

3400

91 x 91 x 35 po
7 adultes
46 jets en acier inoxydable

2 Pompes
Cascade illuminée
Ensemble d'étoiles
Prise stéréo MP3

6 999,00 OU 81,99/MOIS*** PRIX SUGG. 7999,00

CAMEO

89 x 89 x 37,5 po
6 adultes
46 jets en acier inoxydable
+soufflerie

2 Pompes
Cascade d'eau illuminée
Système de son
+ télécommande

9 499,00 OU 92,98/MOIS**** PRIX SUGG. 13 199,00

J-270

91 x 91 x 37 po
6 adultes
42 jets en acier inoxydable

2 Pompes 2,5 HP
Chute d'eau
Cascade illuminée
Système de son

7299,00 OU 85,50/MOIS***** PRIX SUGG. 9999,00

CLUB PISCINE SUPER Fitness

POUR LES ADRESSES DES MAGASINS, CONSULTEZ LES PAGES JAUNES OU VISITEZ NOTRE SITE INTERNET À
www.clubpiscine.ca

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER L'UN DES NOMBREUX PRIX TOTALISANT PLUS DE **150 000$**

POUR OBTENIR TOUS LES DÉTAILS DU CONCOURS, INFORMEZ-VOUS EN MAGASIN OU CONSULTEZ NOTRE SITE INTERNET WWW.CLUBPISCINE.CA

†Valide du 7 au 20 mars 2011. *Financement au taux de 7.20%, 120 paiements de 58.56$ pour une obligation totale de 7,027$ incluant des frais de crédit de 2,028$. **Financement au taux de 7.20%, 120 paiements de 64.42$ pour une obligation totale de 7,730$ incluant des frais de crédit de 2,231$. ***Financement au taux de 7.20%, 120 paiements de 81.99$ pour une obligation totale de 9,839$ incluant des frais de crédit de 2,840$. ****Financement au taux de 8.40%, 180 paiements de 92.98$ pour une obligation totale de 16,736$ incluant des frais de crédit de 7,237$. *****Financement au taux de 7.20%, 120 paiements de 85.50$ pour une obligation totale de 10,260$ incluant des frais de crédit de 2,961$. Les versements mensuels affichés sont calculés selon les taux en vigueur, aucun accompte nécessaire. Seules les taxes applicables sont payables au moment de l'achat. Les financements disponibles sont sujets à l'approbation du crédit. Voir détails en magasin. Ces promotions ne peuvent pas être jumelées à aucune autre promotion et sont valables jusqu'au 3 avril 2011 ou jusqu'à épuisement des stocks. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre et ne sont pas applicables dans les Centres de liquidation, voir détails en magasin. Photos à titre d'illustration seulement. Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales.